

Université de Montréal

DYNAMIQUE DU JEU DES ÉLITES
RÔLE DE L'ÉLITE SYRIENNE DANS L'ARRIVÉE DU PARTI BAAS AU POUVOIR
(1941-1963)

Par
Habib G. Zaarour

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
En vue de l'obtention du grade de M. Sc.
En science politique

Décembre 2009

© Habib Zaarour, 2009

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

DYNAMIQUE DU JEU DES ÉLITES
RÔLE DE L'ÉLITE SYRIENNE DANS L'ARRIVÉE DU PARTI BAAS AU POUVOIR
(1941-1963)

Présenté par
Habib G. Zaarour

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Président – rapporteur : Mamoudou Gazibo

Directrice de recherche : Marie-Joëlle Zahar

Membre du jury : Graciela Ducatenzeiler

Résumé

Le 8 mars 1963, un coup d'État en Syrie permet à une secte minoritaire marginalisée au sein du parti Baas, à idéologie radicale et révolutionnaire, de s'emparer des rênes de l'État avec l'appui des militaires et de conserver le pouvoir depuis. Ainsi la Syrie, premier pays arabe à connaître le système pluraliste parlementaire dès 1919, sera soumise à un régime militaire et autoritaire pendant presque un demi siècle. Ce mémoire vise à expliquer comment cette faction, groupusculaire à l'origine, a su profiter des circonstances et des fenêtres d'opportunité politique ouvertes par les comportements de l'élite traditionnelle syrienne, au pouvoir depuis le Mandat français, s'étant trouvée affaiblie, isolée et illégitime aux yeux de la population. Cette fragmentation exprimée par des agitations internes, avait provoqué des décisions contradictoires, des conflits d'intérêts ainsi que des divisions de nature identitaire, générationnelle, sociale, économique, militaire et politique.

La Syrie a de ce fait, depuis son indépendance en 1941, été victime du jeu de son élite, un jeu dont ce mémoire est consacré à étudier la dynamique. Cette étude, qui définit le concept de l'élite théoriquement, s'appuie sur l'état des liens entre élites, l'envergure et les modes de leur circulation, pour confirmer qu'une élite fragmentée s'affaiblit, perd sa légitimité et mène la société à l'instabilité. Ceci soutient l'hypothèse centrale de l'étude que la fragmentation de l'élite syrienne traditionnelle a ouvert des fenêtres d'opportunité politique devant le parti Baas, minoritaire et radical, qui a su les saisir pour conquérir le pouvoir.

Mots clé : Élités, élite politique, élite traditionnelle syrienne, Syrie, parti Baas, fragmentation, élite fragmentée, fenêtres d'opportunité.

Abstract

On March 8, 1963, a coup in Syria allows a marginalized minority sect, of radical and revolutionary ideologies within the Baath Party, to conquer the reins of State with military support; and to stay in power ever since. Thus, Syria -the first Arab country to experience the pluralist parliamentary system since 1919, will be subject to a military and authoritarian regime for almost half a century.

This thesis aims to explain how this minority faction took advantage of the circumstances and the windows of political opportunity that have opened because of the weakness of the traditional elite in power since the French mandate, due to its fragmentation that led to its isolation and illegitimacy in the eyes of people. This fragmentation manifested by internal unrests, has resulted in contradicting decisions, conflicts of interests and division of nature in identity, generational, social, economical, military and political aspects –all at once.

Hence, since its independence in 1941, Syria was a victim of its elites' game -a game this thesis is devoted to study its dynamics. The study that defines the concept of elite theory, while focusing on the state of relation between the elites and the extent and patterns of their circulation, in order to confirm that a weakened fragmented elite, loses its legitimacy and leads the society to instability. This supports the main hypothesis of the study that the fragmentation of traditional Syrian elite has opened windows of opportunities that the Baath Party, a radical minority, was able to seize power through.

Key words: Elite, political elite, Syrian traditional elite, Syria, Baath Party, fragmentation, fragmented elite, window of opportunity

DYNAMIQUE DU JEU DES ÉLITES

RÔLE DE L'ÉLITE SYRIENNE DANS L'ARRIVÉE DU PARTI BAAS AU POUVOIR

(1941-1963)

Introduction

1. Sujet de recherche	09
2. Problématique et hypothèse	10
3. Méthodologie	12
<u>Chapitre I : Dynamique du jeu des élites : cadre théorique</u>	15
I. Concept de l'élite	16
A. <i>Définition: types et natures de l'élite</i>	18
B. <i>Description de l'élite: objectifs et moyens</i>	22
II. Circulation des élites et changements politiques	26
A. <i>Circulation: remplacement, transformation ou reproduction?</i>	26
B. <i>Circulation: entre fragmentation et intégration</i>	30
C. <i>Liens inter-élites: indicateurs de stabilité ou d'instabilité politique</i>	33
D. <i>Changements politiques et structuration de l'élite: quand et comment?</i>	38
III. Opportunités politiques et fenêtres d'opportunité	50
A. <i>Opportunités politiques et structure des mouvements sociaux</i>	50
B. <i>Théorie des fenêtres d'opportunité</i>	51
<u>Chapitre II : La Syrie et ses élites</u>	54
I. Élités du Tiers monde	56
A. <i>Élite fragmentée dans une société divisée et instable</i>	57
B. <i>Élite dictatoriale: les militaires</i>	58
C. <i>Circulation révolutionnaire des élites</i>	60

II.	L'élite politique syrienne	54
A.	<i>Les différents types d'élite syrienne</i>	62
	1. <i>L'élite traditionnelle</i>	62
	2. <i>Les contre-élites</i>	68
	3. <i>Le parti Baas</i>	70
	4. <i>Montée de l'élite militaire</i>	73
B.	<i>Développement politique de la Syrie</i>	76
	1. <i>À la défaite ottomane, la Syrie entre l'espoir et la réalité</i>	76
	2. <i>Du mandat français à l'indépendance</i>	77
	3. <i>L'indépendance entre satisfaction et déception</i>	78
	4. <i>Les militaires au pouvoir, une trajectoire déviée</i>	80
	5. <i>Un pays déchiré: élite fragmentée et influences externes subversives</i>	83
	6. <i>L'établissement et le déclin de la République Arabe Unie</i>	85
	7. <i>Après la dissolution: le vide politique jusqu'au 8 mars 1963</i>	86
C.	<i>L'élite syrienne et le processus politique</i>	89
III.	Fragmentation de l'élite syrienne et les fenêtres d'opportunité	92
A.	<i>Circulation de l'élite syrienne</i>	94
B.	<i>Fragmentation de l'élite traditionnelle syrienne</i>	95
C.	<i>Fenêtres d'opportunité politique et le Baas</i>	101
	<u>Conclusion</u>	107
	<u>Bibliographie</u>	114

Remerciements

Dans la vie on prétend souvent pouvoir accomplir un travail tout seul; je sais aujourd'hui que cela ne représente pas l'exacte vérité. En toute tâche en effet, un apport individuel est certes nécessaire, mais tout un environnement -humain et matériel -est indispensable dans l'accomplissement même du plus modeste des ouvrages.

Les outils et moyens sont cependant moins importants que la présence de personnes attentionnées, patientes et endurantes qui vous encouragent et créent ainsi une atmosphère propice à l'effort.

Je me permets de reconnaître ici les mérites de toutes ces personnes qui, par leur bonne volonté, ont permis que ce travail soit mené à terme.

Je tiens tout d'abord à remercier Mme Marie-Joëlle Zahar, directrice de recherche qui, par ses conseils, son support constant et ses exigences de qualité, m'a permis d'une part de surmonter bien des difficultés mais également de m'imposer une rigueur académique que j'aurais plutôt eu tendance à négliger;

Merci également à mon épouse Lamia et à mes enfants Lama et Georges pour leurs encouragements, pour avoir supporté mes humeurs et pour avoir accepté que mes papiers et dossiers envahissent et encombrent de longs mois durant, le domicile familial;

Une part de gratitude va à tous les amis qui m'ont fait confiance, m'ont encouragé, aidé dans mes recherches et partagé mes préoccupations, je cite surtout Sami & Abdelghani.

Merci au Québec de m'avoir accordé l'opportunité de retourner aux études et de m'avoir ouvert l'accès à d'immenses ressources en information et en données, rendant ainsi possible ce travail.

Merci enfin à Dieu de m'avoir donné la santé, la patience et la persévérance sans lesquelles je n'aurais pu relever le défi, que je m'étais lancé, de mener ce travail à terme.

DYNAMIQUE DU JEU DES ÉLITES
RÔLE DE L'ÉLITE SYRIENNE DANS L'ARRIVÉE DU PARTI BAAS AU POUVOIR
(1941-1963)

Introduction

La présente étude constate que l'élite traditionnelle de la Syrie a, depuis la proclamation de l'indépendance en 1941, subi une «fragmentation» l'ayant tellement affaiblie et rendue illégitime, qu'elle a été dans l'incapacité de réagir lorsque, profitant de «fenêtres d'opportunité», le parti Baas, un groupe minoritaire interne d'idéologie radicale, saisit le pouvoir pour établir un régime militaire autoritaire et ne plus le quitter depuis.

Cette observation sert l'objectif de notre étude et confirme notre hypothèse de départ voulant que la fragmentation des membres de l'élite syrienne traditionnelle est une cause de l'instabilité de la Syrie et une excuse que les militaires ont utilisée pour renverser les gouvernements successifs depuis 1949, accéder au pouvoir, et faciliter la tâche au parti Baas pour établir son régime autoritaire qui continue encore jusqu'à nos jours.

Notre travail révisé la théorie du concept de l'élite, le développement des événements sur la scène politique syrienne et explique le rôle de l'élite politique dans la vie publique. Elle détecte ce qui a facilité au parti Baas mineur, sa prise du pouvoir le 8 mars 1963, quand des officiers de l'armée, partisans et alliés, mènent un coup d'État et le portent au pouvoir. Ce coup fut considéré l'expression d'une percée des classes moyennes, la fin d'un long conflit social et l'expression d'une révolte rurale contre les inégalités et crises provoquées par la structure traditionnelle de la campagne syrienne (Hinnebusch 1989).

I. Sujet de recherche

A. Question de recherche

Pour comprendre le développement politique de la Syrie après son indépendance, nous avons répondu à la question suivante : l'élite politique traditionnelle syrienne est-elle à l'origine de l'accession au pouvoir du parti Baas?

B. Objectif

Notre objectif était de connaître le rôle des membres de l'élite syrienne traditionnelle et radicale, civile et militaire, urbaine et rurale et les rapports entre elles, ainsi qu'avec la société et les forces extérieures. Nous avons voulu connaître aussi leurs relations avec la puissance mandataire et les puissances régionales et internationales. Cela nous a permis de voir comment les pratiques de ségrégation et de distinction appliquées par les autorités mandataires françaises, ainsi que les pressions externes des alliances internationales, ont mené le Baas, une faction groupusculaire à l'origine, à émerger, à croître, à s'emparer du pouvoir et à le conserver. Nous avons identifié que ces relations, internes et externes, relevaient des divisions de cette élite provoquées par les origines et les intérêts de ses membres.

C. Pertinence du sujet

Nous reconnaissons avec Harold Lasswell que l'étude des élites du pouvoir est indispensable à toute recherche sérieuse des processus politiques (Lasswell & Lerner 1965, 4) car elle fournit une meilleure compréhension des transformations d'une société en identifiant les participants majeurs, leurs caractéristiques, comportements et liens. (Lasswell 1965, 3). Les différentes définitions de l'élite élargissent cette compréhension pour déterminer l'«élite politique nationale», qui fait l'objet de notre étude, et la distinguer des autres catégories.

Notre sujet est important à cause du rôle crucial que l'élite syrienne a toujours joué, ou voulu jouer, dans la région (lutte anticolonialiste, conflits et accords régionaux) et des conséquences qui ont découlé de ses comportements sur la politique interne.

La période de notre étude témoigne du changement dramatique du visage des élites en Syrie (Khoury 1989). Elle s'étend entre l'annonce de l'indépendance en 1941 et l'accession du Baas et de ses alliés au pouvoir par un putsch en 1963. Ce fut une période paradoxale (Degeorge 1994, 178), tant par les contradictions apparaissant entre le fonctionnement théorique de la démocratie parlementaire contrôlée par les notables, la réalité des régimes militaires, et la permanence de conflits d'intérêts entre les acteurs locaux, régionaux et même internationaux (Picard 1980, 180). Ce moment critique a pourtant apporté les changements qui ont déterminé les politiques syriennes par la suite (Heydemann 1999, 8).

II. Problématique et hypothèse

A. Problématique

La problématique de notre travail est de découvrir la façon (pourquoi) et les raisons (comment) avec les quelles les membres de l'élite politique traditionnelle syrienne, d'orientations très différentes, ont facilité l'arrivée au pouvoir du Baas qui a annulé la pluralité partisane pour s'imposer et établir son régime autoritaire.

B. Hypothèse centrale

La littérature a fait ressortir que les membres de l'élite traditionnelle se sont autant fragmentés qu'ils ont été incapables de défendre leur pouvoir politique quand un groupe minoritaire radical saisissait l'ouverture de «fenêtres d'opportunité» disponibles, pour émerger et s'emparer enfin du pouvoir. Ceci appuie l'objectif de l'étude et mène à

comprendre les apports et responsabilités des élites syriennes dans l'instabilité du pays et la montée des militaires et du Baas.

L'ampleur des liens entre les membres de l'élite caractérise leur structure dans une société. Les élites peuvent être unies et forment un groupe homogène et cohérent, ou divisées et révèlent leur pluralisme et leurs différences. Si le pluralisme est un avantage qui assure la stabilité politique et le manque d'unité un élément qui menace cette stabilité, l'unité des objectifs des membres de l'élite protège au moins l'équilibre du pouvoir et du régime politique.

Ces données théoriques montrent que plusieurs variables, dont beaucoup relèvent de particularités propres à tel ou tel pays, influencent les sociétés. Deux de ces variables, qui ont rapport direct à notre étude, sont présentes dans la vie politique syrienne. Il s'agit de la «fragmentation des élites» qui les a affaiblies et fait perdre leur légitimité auprès de la population, et des «fenêtres d'opportunité». Ces fenêtres sont représentées par l'instabilité à cause des interventions militaires continues ainsi que des alliances avec les pays voisins, les influences des forces extérieures et le manque de légitimité des élites au pouvoir. Nous avons testé notre hypothèse centrale en fonction des propositions liées aux théories de la circulation, la transformation et les rapports des élites, ainsi qu'à la théorie des fenêtres d'opportunité politique.

Ce développement politique dans la «dynamique du jeu des élites» confirme notre hypothèse que la fragmentation, ayant affaibli l'élite traditionnelle et l'ayant rendue illégitime, est une cause majeure et première de l'instabilité qui a permis l'accès des militaires, et ensuite du Baas, au pouvoir. La montée du Baas est donc le produit de la vulnérabilité d'un système traditionnel divisé, orchestré par des membres d'une élite traditionnelle, dans une conjoncture marquée par des crises profondes du monde agraire, des conflits de classes et des résistances au changement de toutes sortes (Hinnebusch 1990).

III. Méthodologie

A. Méthodologie

Notre travail, analytique et qualitatif, a utilisé des études sur les théories des élites, leur composition, intégration, circulation et transformation (comme celles de : Vilfredo Pareto, 1901 ; 1916 et 1963 ; Gaetano Mosca, 1896 et 1935 ; C. Wright Mills, 1969 ; Harold Lasswell, 1950 et 1965 ; Raymond Aron, 1965 ; Tom Bottomore, 1963 ; Giovanni Busino, 1992 ; Robert Putnam, 1976 ; John Higley, 1976 ; 2000 ; 2008 et 2009 ; Michael Burton, 1980 et 2006 ; et tant d'autres). Pour la théorie des fenêtres d'opportunité nous avons consulté l'ouvrage principal de John Kingdon (1995), ainsi que les travaux de Sidney Tarrow (1994 ; 1996) sur les mouvements sociaux.

Il porte aussi, outre l'aspect et la composition des élites arabes du Moyen-Orient, sur le rôle primordial de l'élite syrienne traditionnelle, radicale, civile et militaire, car nous avons voulu vérifier le lien entre l'accession au pouvoir du Baas en 1963 et le comportement de l'élite qui a accompagné le mandat français durant un quart de siècle (1920-1946) et mené les négociations qui ont abouti à l'indépendance. L'élite politique syrienne se succédait dans le temps par des moyens pacifiques au départ (1941-1948), puis par le recours à la violence et à la force militaire (1949-1963). Les ouvrages de Raymond Hinnebusch (1989, 1990, 2001) et de Steven Heydemann (1999), parmi d'autres, nous ont été utiles.

Nous avons retracé encore ces éléments (la composition et les comportements de l'élite syrienne) dans l'histoire de la pensée arabe et de la vie politique et sociale en Syrie à l'aide d'ouvrages d'historiens comme Albert Hourani, Philip Khoury, Patrick Seale et George Haddad, ainsi que de chercheurs français, comme André Raymond, Elisabeth Picard, Gérard Degeorge, Pierre Guingamp et autres. Cela nous aide à définir l'élite politique syrienne et à

démontrer le lien entre sa fragmentation et la montée en puissance des radicaux, des militaires et du Baas.

Nous mentionnons aussi le rôle des influences extérieures sur les élites syriennes, qui ont souvent privilégié leurs intérêts propres aux besoins ressentis par la société, car ce sont aussi des éléments de fragmentation et de faiblesse.

B. Cheminement de la recherche

Le travail est présenté en deux chapitres principaux. Notre premier chapitre passe en revue la littérature du cadre théorique du phénomène de l'«élite». Nous définissons, en plus du concept d'élite, sa nature, ses types, ses origines, ses aspects et ses catégories comme différents théoriciens les voyaient. Nous décrivons les élites selon leurs objectifs et moyens et nous révisons l'évolution du concept pour savoir en quoi les élites sont utiles dans la vie politique et publique, et en quoi elles font la différence que les masses ne la font pas. Nous exposons ensuite les différentes opinions sur les circulations des élites, leur envergure, leurs modes et leurs formes de recrutement et de transformation. Nous analysons le rapport entre leurs liens internes et avec la contre-élite et les non-élites en général, ainsi que les conséquences de leur différenciation, intégration et fragmentation sur la stabilité de la société. Nous tentons enfin de savoir comment et quand les changements socioéconomiques et le développement politique d'une société affectent la structuration de l'élite, et vice-versa. Nous présentons à la fin du premier chapitre les théories des opportunités politiques et des «fenêtres d'opportunité» dans la structure des mouvements publiques.

Au début du deuxième chapitre nous décrivons brièvement les aspects généraux des élites des pays du Tiers monde colonisés après la Première Guerre mondiale, en mettant l'accent sur leurs fragmentations, l'instabilité, la montée de l'élite militaire et l'évolution révolutionnaire des mouvements et du développement politique. Nous faisons ensuite un

exposé de l'élite et de la classe politique en Syrie et de ses différents types. Puis nous présentons un bref aperçu historique du développement politique des différentes phases de cette période (1941-1963) ainsi que les attitudes de l'élite syrienne à l'égard du processus politique qui s'est énormément développé depuis la défaite de l'Empire Ottomane, afin de vérifier le rôle que cette élite a joué. Nous concentrons notre exposé sur le rôle de l'élite militaire et celle du Baas, leur composition et leurs interactions. Nous exposons la circulation limitée et fermée de l'élite traditionnelle et voyons comment s'est produite la fragmentation des membres de cette élite qui se traduisait par des décisions contradictoires, des conflits d'intérêts et des divisions de nature à la fois identitaire, générationnelle, sociale, économique, militaire et politique entre 1941 et 1963. Nous traitons aussi des causes exogènes et endogènes qui ont affaibli l'élite traditionnelle, et créé l'instabilité et le vide politique du pouvoir, surtout après la sécession de l'Union avec l'Égypte (1958-1961).

Nous concluons le chapitre en exposant, comme exemples, quelques-unes des fenêtres d'opportunité que l'élite du Baas a saisies pour renforcer sa position, mobiliser la population, établir des alliances, avant, durant et après l'union avec l'Égypte, pour paver le chemin à la conquête du pouvoir. Nous résumons en conclusion les éléments de la réponse à notre question de recherche ; éléments expliquant comment et pourquoi l'élite traditionnelle qui a lutté durant un quart de siècle, contre la colonisation et a mené le pays à l'indépendance, a permis à une élite radicale de détériorer le système politique syrien implanté après la Première Guerre mondiale sur des bases de représentativité parlementaire.

Chapitre I

Dynamique du jeu des élites : cadre théorique

“Political personalities make up an important class of political objects, stimuli to which the public reacts, about which it forms opinions” (V. O. Key, Jr, 1961)

«*Qui gouverne?*» a toujours été une question centrale dans la science politique. Le présent cadre théorique, dans le but de répondre à cette question, définit et identifie *l'élite politique*, groupe privilégié d'individus, qui gouverne. Ce cadre présente aussi la nature et les objectifs de ces individus, ainsi que les moyens qu'ils utilisent, pour savoir comment et au nom de qui l'élite gouverne. L'étude de la circulation, la reproduction ou les transformations de l'élite et des relations que ses membres entretiennent entre eux et avec les autres groupes (élite, contre-élite ou non-élite), aidera à interpréter son comportement et sa façon de gouverner la société qu'elle domine. Cela permet de comprendre son rôle politique (d'influence ou de gouvernance) pour connaître le rapport entre l'état de l'élite (fragmentée ou unie) et l'instabilité de la société dans laquelle elle évolue. Nous lions aussi la structuration de l'élite aux changements sociopolitiques et à l'ouverture de fenêtres d'opportunité politique. En dernier lieu, nous présentons la théorie des *fenêtres d'opportunité* qui nous aide, dans notre deuxième chapitre, à appliquer les données théoriques et historiques concernant notre travail portant sur l'élite syrienne, pour expliquer comment le parti Baas a profité des fenêtres ouvertes pour saisir le pouvoir.

I. Concept d'élite(s)

« *They are all that we are not* »
Jacob Burckhardt (1943)¹

Les caractères d'une société sont déterminés par ceux de son élite, peu importe les régimes politiques, idéologies ou formes de gouvernements (Prewitt & Stone 1973, 4-5) car le pouvoir effectif a toujours été détenu par un petit nombre de personnes ou de classes avantagées, nommé «élite», au détriment de la majorité, même dans le cas des démocraties où cette élite doit en principe représenter cette majorité² :

«La société est toujours scindée en élite et en masse, en dominant et dominé, et ceci indépendamment du degré de développement des forces productives. La démocratie elle-même devient la matrice de cette division, l'accepte et s'y soumet, tout en reconnaissant en même temps les différences et en contestant les inégalités» (Busino 1992, 110)

¹ Citation de C. W. Mills (1969, 8): [Ce que Jacob Burckhardt a dit des "grands hommes", la majorité des Américains pourraient dire de leurs élites: " Ils sont tout ce que nous ne sommes pas"]

² Weber reconnaît l'inévitabilité de l'élite, même dans les sociétés démocratiques. Il soutient que les institutions représentatives n'offrent que peu de contrôle des électeurs sur les élus. "*Weber saw bureaucracy as a possible tool in the hands of its political master. But he was deeply concerned that the elite of the bureaucracy might themselves come to be the masters of the state and the absolute rulers over the masses in the modern societies*" [...] "*However because the elites that have relative autonomy, and thus countervail the power of the elected, governing elite, are not themselves generally elected, it also contradicts the basic principles of democracy. It is thus part of the very essence of democracy yet also obviates that essence. Because of this contradiction, the rules that govern the relations of elites in a democracy are frequently ambiguous and controversial*" (Etzioni-Halevy 1989, 20-22).

Même si ces liens entre l'élite et la démocratie ne font pas l'objet de notre étude, il est utile de noter que les opinions sur ces liens et sur leur compatibilité, sont souvent contradictoires. Dans une perspective du choix, du mode de recrutement, de la représentation et la responsabilité de l'élite, les travaux classiques de Pareto, Mosca, Michels et Mills avaient proposé un portrait des démocraties dans lequel le pouvoir reste concentré entre les mains d'une minorité qui gouverne souvent sans trop respecter les vœux et les désirs de la majorité. Contrairement, Dahl, Aron, Parsons et autres considéraient que, dans les démocraties occidentales modernes, la présence d'une diversité de groupes au pouvoir n'était pas une fiction vide, étant donné la diversification et la dissociation du pouvoir dans l'ordre social. La pluralité des élites assure alors une compétition qui empêche de créer des «élites du pouvoir» séparées de leur société et de la population (Brezis & Temin 1999, 5-6).

«La conjonction de la théorie de la démocratie avec la théorie des élites, permet de concevoir, avec plus de réalisme, le problème de la gouvernabilité des sociétés complexes, mais nous oblige à reconsidérer, avec plus d'attention, les mécanismes de formation et de sélection des décideurs, les procédures de cooptation ...» (Busino 1992, 118).

Derrière les détenteurs du pouvoir politique, il y a toujours un groupe dont les traits se distinguent. Ce groupe - pas nécessairement ethnique - exerce une influence politique décisive et est le bassin de recrutement des membres de la classe gouvernante d'où provient l'élite (Lenczowski 1975, 3).

L'étude de l'élite permet de comprendre l'évolution des changements et leurs circonstances lorsque l'on analyse l'évolution des transformations d'une société en déterminant les principaux participants, leurs traits personnels, leurs contributions et leurs rapports :

“The analysis of world politics therefore implies the consideration of the shape and composition of the value patterns of mankind as a whole. This necessitates the comparison of world elites in terms of social origins, special skills, personal traits, subjective attitudes and sustaining assets, such as symbols, goods and violence. Attention is particularly aroused by any fundamental change in the characteristics and methods of elites” (Lasswell 1965, 3).

Le concept d'élite est descriptif³. Il désigne des personnes qui, profitant de plusieurs valeurs et privilèges, occupent de hautes positions dans une société (Lasswell, Lerner & Rothwell 1952, 6). Il prend en considération les comportements de ces personnes, leurs attitudes, personnalités, qualités, habiletés, origines et classes sociales, ainsi que leurs responsabilités, leurs perspectives et, finalement, leur sort. Il faut donc faire une distinction très subtile entre l'élite politique, élément principal de notre étude, et les autres catégories d'élite (de profession, de fortune, de familles ou de connaissance) car elles peuvent parfois se superposer. Une définition du terme permet d'identifier les membres de l'élite dans leur

³ Le concept «élite» a beaucoup évolué, depuis son premier usage, de la notion du «choix» au XVIème siècle à celle des «groupes sociaux de rang élevé» au XVIIème, ou de la noblesse au XVIIIème siècle. Au début du XXème siècle, le savoir et la fortune s'ajoutèrent à la propriété de la terre, signe de reconnaissance de l'élite et de son monopole du pouvoir, du prestige et de l'influence sociale, grâce au développement de l'industrie et du commerce qui ont permis de former une «élite» plus large fondée sur la fortune mobilière et le capital industriel (Chaussinaud-Nogaret 1986, 243-44). L'élite finit par désigner l'occupation d'une position supérieure ou un poste de décision ou d'influence de toute activité, sans nécessairement désigner «les meilleurs». C'est donc «la couche supérieure» ou la classe dirigeante qui domine la «couche inférieure» ou «la classe non élite».

société (il s'agit dans notre étude, de la société syrienne), leurs caractéristiques et leurs liens entre eux et avec la société.

A. Définition : types et natures de l'élite

Basant sa définition sur l'*excellence* associée à un modèle idéal de la société, Vilfredo Pareto (1848-1923), le père de ce concept, distingue essentiellement deux concepts des «élites», de leurs rôles et de leurs fonctions dans la société et la politique. Cette double conception est fondée sur deux définitions. L'une est à caractère général, elle désigne les individus ou les groupes sociaux ayant des connaissances, des habiletés, des ressources normatives (des cultures directives) ou matérielles exceptionnelles et qui sont les meilleurs dans leur activité. L'autre définition, d'utilisation plus restreinte, définit les gens qui composent un groupe minoritaire occupant une place supérieure dans la société ou une coalition de groupes minoritaires très puissants et habiles qui contrôlent le pouvoir et le public et qui agissent selon leurs propres intérêts (Coenen-Huther 2004, 32-33 ; Kimmerling 1999, 55). Ces individus ou groupes sont généralement considérés essentiels au bien-être de la collectivité, ou alors ils forment souvent «une classe sociale au pouvoir qui prétend s'arroger toute forme de maîtrise» (Boss 1996). L'élite signifie alors deux choses assez différentes : «l'*excellence*» ou «le *pouvoir*».

Marie Kolabinska, disciple de Pareto, estime que «la notion principale du terme élite est celle de la *supériorité*». Elle entend par élite, les gens qui sont à «un degré remarquable de qualité d'intelligence, de caractère, d'adresse et de capacité de tout genre» (Laurin-Frenette, 1978, 44). Harold Lasswell les nomme les «*influents*»:

“The *influential* are those who get the most of what there is to get. [...] Those who get the most are *elite*; the rest are *mass*” (Lasswell 1950, 3)

Il est évident que si les concepts et les théories de Pareto et d'autres⁴, nous ont laissé un héritage très riche, large et répandu sur le phénomène de l'élite, ils ont confirmé la réalité qu'en tout temps et sous tout aspect, des minorités gouvernent ou influencent les majorités.

Nous nous penchons ici sur le concept du rôle de l'élite politique et de ses fonctions, plus que sur les éléments de structuration (ou de stratification) des classes sociales⁵. Le cadre théorique est concentré sur la représentativité de la diversité dans les sociétés, l'organisation de l'élite, la cohésion et les liens internes entre ses membres. Nous étudions leur intégration ou fragmentation selon leur structuration qui détermine leurs états et leurs rapports avec la société ainsi que leur engagement réel dans le jeu de puissance entre minorités et majorités qu'elle devait en principe représenter⁶. Rappelons que pour avoir une représentativité et une

⁴ Parmi les nombreux théoriciens qui ont étudié en profondeur la théorie des élites, nous citons Vilfredo Pareto, Gaetano Mosca, Robert Michels, C. Wright Mills, Harold Lasswell, Raymond Aron, Tom Bottomore, et autres.

⁵ Depuis son affirmation en 1848 que «l'histoire de toutes les sociétés est l'histoire de la lutte des classes», Karl Marx considérait qu'une classe est un groupe social distingué par certains intérêts communs, par la réalisation de certaines fonctions ou certains revenus ou par la détention de certaines positions dans le processus de production (Aron 1950, 2, 3). Mosca plus tard en 1884, entendait par «classe politique», une minorité organisée de gouvernants qui existe toujours et qui s'impose à la majorité désorganisée des gouvernés ; la «classe dirigeante» devint le synonyme de «pouvoir» comme ensemble effectif des forces qui dirigent la société à tous les niveaux. Le secret de l'organisation de cette classe, selon Mosca, ne réside plus dans une «supériorité supposée et axiomatique de styles de vie et de comportements», mais plutôt dans ses «rapports avec les gouvernés» (Albertonni 1987, 133). La plupart des théoriciens que nous avons lus utilisent souvent la définition de classe sociale pour expliquer le terme d'élite, ce qui est dû à la confusion entre l'appartenance (historique) à une classe supérieure et la pratique de fonctions dirigeantes. R. Aron défendait pourtant la distinction entre élite et classe sociale. Il comprend la «*ruling class*» comme unité, dans le sens de la théorie classique sociologique (Aron 1950, I, 9). Nicos Poulantzas (1975), à partir de la théorie marxiste des classes, considère que la classe politique dirigeante ne doit pas être réduite à juste une classe politique dominante, car l'usage de la «classe» -comme terme économique- et de «dominante» -comme terme politique- implique la conception d'une classe économique qui domine politiquement. Cette conclusion mène à rejeter ainsi la pluralité des élites politiques comme «classes dirigeantes» et à admettre, comme l'a fait Mosca, l'unité de ces élites fondée sur leur participation au pouvoir comme «classe politique» (Poulantzas 1975, 154-60). Le terme «élite politique» désigne alors la position et indique l'action d'une classe exerçant une fonction de direction des autres classes.

⁶ Les observations sur lesquelles se basait l'étude comparative dirigée par Samuel Eldersveld de l'Université de Michigan en 1969, sur les élites nationales dans sept différentes «nations» occidentales, comprenaient des éléments considérés comme les principales controverses dans les différentes théories de l'élite : *social backgrounds, elite orientations to politics, role perceptions, attitudes and beliefs, extent of elite integration, elite value and particularly their commitment to democracy*,... (Eldersveld 1989, 53-60).

responsabilité, une élite doit avoir une certaine autorité reconnue dans une société ou un secteur d'une société organisée⁷, ce que nous développerons plus tard.

En plus des origines, milieux sociaux, formations, recrutements et circulations de l'élite, nous étudions les conséquences économiques et sociales de ses relations avec la société sur laquelle elle exerce un pouvoir. Nous concluons en faisant le lien entre l'état d'intégration ou de fragmentation des membres de l'élite, le développement politique et les changements nécessaires ou provoqués par les opportunités politiques offertes aux élites rivales ou aux contre-élites. Ces aspects théoriques, soutenus parfois par des exemples empiriques, nous mènent à identifier et définir dans le deuxième chapitre les élites syriennes traditionnelles qui ont mené leur pays à son indépendance. Nous identifions aussi leurs rapports et liens pour expliquer comment l'illégitimité, ou le manque de représentativité, et la faiblesse provoquées par la fragmentation, ou le manque d'intégration de l'élite traditionnelle, permettent aux contre-élites rivales et révolutionnaires de profiter d'opportunités à des moments précis pour faire passer leurs projets et même conquérir le pouvoir.

Aux fins de notre étude, nous adoptons l'explication suivante du terme «*élite nationale*» utilisé par Field et Higley : «les personnes capables, en vertu des positions stratégiques qu'elles occupent dans des organisations publiques et privées suffisamment puissantes pour leur permettre d'influencer et d'affecter les conséquences des politiques nationales, individuellement, régulièrement et considérablement» (Field & Higley 1980, 20).

⁷ Dans le cas des contre-élites non organisées ou des mouvements d'opposition, d'un manque possible de représentativité, ou d'une élite autoritaire, une direction menée par des leaders reconnus et organisés est nécessaire. Cela ne peut remettre en cause les conséquences majeures des mouvements populaires de protestation spontanés et non structurés sur les régimes. Mais des forces populaires non organisées prenant pouvoir ne peuvent établir un régime stable car la stabilité dépend d'accords conclus entre des membres d'une élite qui représentent les organisations rivales et les regroupements populaires (Burton, Gunther & Higley 1992, 9-10).

Même si ces élites ne couvrent pas tous les aspects des activités de leur société, elles peuvent influencer les aspects remarquables et importants correspondant à leurs intérêts ou positions.

“Elites affect political outcomes «regularly» in that their individual points of view and possible actions are seen by other influential persons as important factors to be weighed when assessing the likelihood of continuities and changes in regimes and policies”

“In addition to their strategic positions in powerful organizations, this ability of elites to affect political outcomes regularly and «substantially» distinguishes them from other persons and sectors of society” (Burton, Gunther & Higley 1992, 9)

B. *Description de l'élite : objectifs et moyens*

Nous posons les questions «Qui gouverne? Pour qui? Et comment?» pour déterminer les moyens et les objectifs de l'élite qui domine et gouverne. Nous considérons comme élite, un groupe de personnes qui détient le pouvoir, qui exerce une influence quelconque et occupe des postes stratégiques «clés» de commande, en les distinguant des diverses catégories qui jouissent des privilèges de l'élite en général, comme l'explique Mills, conscient de la diversité du genre d'élite et des critères de l'accès à leur échelon :

«L'élite, ce n'est pas simplement les hommes les plus favorisés, car ils ne pourraient pas «être favorisés» sans les postes qu'ils occupent au sein des grandes institutions qui sont la base nécessaire du pouvoir, de la richesse et du prestige, et en même temps les moyens principaux d'exercer le pouvoir, d'acquérir et de conserver la richesse et d'obtenir le haut degré de prestige que l'on revendique» (Mills 1969, 13).

Alors l'élite exerce son pouvoir en se servant de son influence personnelle, de son autorité morale ou matérielle, de sa puissance sociale, de sa force coercitive ou simplement du poste qu'elle occupe et des positions «stratégiques – clés» qui lui permettent de commander. Les objectifs sont alors le maintien de ses privilèges, sa domination et son pouvoir, ou autrement dit, de gouverner ou de régner. Nous pouvons dire de ces «grands hommes», qu'ils sont le noyau des couches sociales supérieures, soit un ensemble de groupes qui se connaissent, se rencontrent et tiennent compte les uns des autres quand ils prennent des

décisions. Ils s'acceptent mutuellement, se comprennent, se marient entre eux et ont tendance à penser presque de la même façon.

Selon Mills, cette élite nationale du pouvoir est constituée de «cercles politiques, économiques et militaires» qui se partagent les décisions nationales importantes. En analysant le modèle de l'élite américaine, il estime qu'à mesure que les ordres économique, politique et militaire coïncident et que les champs de leurs décisions s'élargissent, les membres de l'élite à la tête des trois ordres tendent à s'unir pour former l'«élite du pouvoir». Cette *unité d'élites* repose sur la convergence des intérêts respectifs et des relations personnelles, ainsi que sur la similitude des origines et des idées qui unissent les cercles dirigeants dominants (Mills 1969, 7-24).

Contrairement à Mills qui perçoit dans le pouvoir un moteur fondamental, Talcott Parsons considère le pouvoir comme l'*un* des éléments qui façonnent les actions et les événements sociaux. L'élite du pouvoir n'est alors que celle qui se sert de ce pouvoir, car Parsons distingue entre l'influence et le pouvoir, en considérant le *pouvoir* comme un instrument symbolique qui permet d'écarter une action indésirable d'un rival, tandis que l'*influence* sert à convaincre autrui de l'avantage des vues adoptées (Parsons 1960, 199-225 ; Busino 1992, 58-59). Selon Robert Dahl, les membres de l'élite doivent conclure des *alliances* pour atteindre leurs finalités respectives, car l'accession aux postes politiques de direction nécessite un certain nombre de qualités ou de ressources comme la richesse, la compétence et la réputation ou le prestige social (le «*standing*»), qui sont souvent inégalement réparties (Dahl 1971, 259-64)⁸.

⁸ Pour contester les théories de Mills, Robert Dahl qui a la même position que Parsons, écrit son livre *Qui gouverne?* (1971). Il estime qu'il est impossible de parler d'élite du pouvoir, car le pouvoir se distribue entre les groupes, chacun pouvant l'utiliser dans sa propre sphère de compétence. Aucun groupe n'a le pouvoir sur l'ensemble des problèmes. À partir de son exemple de la ville de New Haven, Dahl affirme que ni les masses ni

Il est utile dans ce cadre théorique de la description de l'élite, de citer brièvement l'étendu du sens donné au terme par V. O. Key, Jr., au-delà du sens conceptuel :

“The unfortunate connotations of the term “elite” make it necessary to state explicitly that it is used in a broad sense to include political leaders, governmental functionaries, party activists, opinion makers, and other of that vaguely defined stratum of society who talk and act in political roles” (V. O. Key, Jr, 1961, 259)

Citons enfin Raymond Aron (1965) qui constate que l'élite est une minorité qui «règne sur la société toute entière»⁹, exerçant les fonctions dirigeantes et utilisant les ressources accessibles pour accroître le bien-être collectif et le niveau de vie de l'ensemble. Aron distingue cinq groupes composant cette minorité dirigeante, chacun accomplissant une fonction indispensable et spécifique. Les dirigeants politiques, les administrateurs de l'État, les maîtres de l'économie, les meneurs de masse et les chefs militaires ont une influence directe sur le gouvernement (Aron 1965, 12-13). Les capacités d'intervention et la force relative de chacune de ces «catégories dirigeantes» qui entourent le personnel politique et qui ne sont pas nécessairement égales, déterminent l'*unité*, la *cohésion*, l'*homogénéité* des membres de l'élite, ou bien leur *diversité*, *dispersion* et *hétérogénéité*. Ainsi, dans une société où l'élite est unifiée, l'exercice du pouvoir est de type absolutiste et monopolistique. Si, en revanche, les élites sont multiples, les possibilités de veto et de contrôle s'accroissent d'autant, mettant ainsi l'exercice du pouvoir sous surveillance (Genieys 2006, 131-32).

les dirigeants ne gouvernent seuls et que les différents groupes de l'élite doivent s'allier pour parvenir à des décisions communes finales dans un système de pouvoir pluraliste compétitif et équilibré, car ces dirigeants ne paraissent pas s'exclure l'un l'autre. Les membres de l'élite qui ont presque les mêmes ressources sont en compétition pour faire accepter leurs choix et leurs idées (Dahl 1971, 13, 341-50). Pierre Birnbaum, en traduisant *Qui Gouverne?* de Dahl, avoue qu'on ne saurait trouver une élite ou une catégorie dirigeante qui a les trois ressources (la richesse, la compétence et le standing social), mais plutôt des «élites spécialisées et rivales» (Dahl 1971, VII).

⁹ Aron emploie intentionnellement le mot règne «dans une acception vague : la plupart du temps, les observateurs ne savent pas jusqu'à quel point cette minorité gouverne et par quels moyens» (Aron 1965, 8)

Cette explication de Aron est pertinente et intéressante pour l'étude de notre cas. Son usage du terme «règne» au lieu de gouverne, sa distinction des cinq groupes qui composent la minorité (ou l'élite) dirigeante, et le système de fonctionnement de cette élite qui affecte son niveau d'homogénéité ou d'hétérogénéité, d'unité ou de dispersion, sont des éléments qui illustrent presque notre cas d'étude. La prise en compte et l'étude des niveaux de cohésion ou de fragmentation entre les membres de l'élite permettent, selon Aron¹⁰, de déterminer leurs différents types et de mieux comprendre les régimes politiques, pour rejeter ensuite les approches de classes sociales ou politiques au profit des termes de «classes dirigeantes» (Genieys 2006, 131-32). Les objectifs de l'élite ainsi que les moyens utiles ou disponibles qu'elle utilise pour les atteindre sont les éléments de base déterminant le niveau de cohésion ou de fragmentation de l'élite d'une société.

John Higley (2009, 8) rappelle, dans sa plus récente étude, la description des quatre types d'élite qu'il proposait depuis les débuts de ses recherches sur les élites : l'élite fragmentée, l'élite divisée, l'élite unie idéologiquement ou par consensus et l'élite partiellement unifiée. Il confirme les origines des trois types d'unité de membres de l'élite : l'unité idéologique provenant de circonstances révolutionnaires¹¹ ou imposées par des conquêtes militaires ou des puissances externes¹² ; l'unité consensuelle ou unanime dominée par des ententes qui mettent fin aux disputes, éliminent tout danger de compétition et qui établissent la confiance partagée entre les groupes formant l'élite ; et l'unité imparfaite ou

¹⁰ Aron appelle «structure de la classe dirigeante ou des catégories dirigeantes, les relations prévues par la formule ou imposées par la loi ou la coutume, entre les diverses espèces de privilégiés, détenteurs soit d'autorité morale, soit de pouvoir légal, soit de puissance effective économique ou sociale. [...] Les catégories dirigeantes constituent une classe dirigeante dans la mesure même où la classe politique et l'élite sociale sont imbriquées l'une dans l'autre» (Aron 1988, 154-55).

¹¹ Higley donne l'exemple de la Russie entre 1917 et 1921, de l'Italie entre 1922 et 1925, de l'Allemagne entre 1933 et 1934, de la Corée du Nord entre 1946 et 1948, de Cuba entre 1959 et 1961 et de la Chine après 1949.

¹² Higley parle de l'Allemagne de l'Est et de l'Europe de l'Est, en générale, après la Seconde Guerre mondiale.

partielle, limitée à une partie de l'élite qui contrôle un régime et se trouve unie par une confiance mutuelle temporaire. Ainsi une élite peut avoir des objectifs idéologiques, nationaux, ou juste des objectifs qui servent leurs intérêts privés, qu'elle tente d'atteindre au moyen d'influence ou de force disponible ou même par des ententes ou consensus mutuels.

Nous retenons de ce bref exposé des définitions et descriptions du concept de l'«élite», de leurs types, nature, objectifs et moyens, qu'en dépit de l'universalité de ce phénomène, il n'est pas toujours facile de juger les comportements des membres de l'élite durant les différentes époques et sous les divers régimes de l'histoire humaine. Le concept a bien évolué et les membres de l'élite ne sont plus les aristocrates et les notables des anciens régimes qui détenaient à la fois «puissance sociale», «force militaire» et «pouvoir politique» (Aron 1988, 163). Ils sont tous devenus les «détenteurs de positions stratégiques» qui ont l'autorité, l'influence et le pouvoir suffisants pour provoquer les conséquences politiques dans leurs sociétés. Leur supériorité n'est plus basée sur l'excellence mais sur les postes qu'ils occupent et leurs valeurs ne sont pas «universelles et objectives», mais «plurielles et conflictuelles» (Field & Higley 1980, 3-4). Leur intégration et unité ou leur différenciation et fragmentation qui dépendent de leur structuration, deviennent des états décisifs dans le destin et l'avenir de la stabilité de leurs milieux.

Il ne suffit pas, à la fin de cet énoncé théorique, de confirmer les arguments de théoriciens comme Pareto, Mosca, Michels, Mills et autres sur l'existence normale de personnes, de groupes ou de minorités privilégiés qui dominent les sociétés en tout temps et qu'on appelle «élite». Il faut découvrir les théories expliquant la présence et le statut de ces élites ainsi que celles de leur circulation et leurs liens qui sont indispensables pour

comprendre les changements sociopolitiques de toute société. C'est ce que nous développons dans les sous sections suivantes.

II. Circulation des élites et changements politiques

«Due to an important physiological law, elites do not last. Hence – the history of man is the history of the continuous replacement of certain elites: as one ascends, another declines» (Pareto 1901).

A. Circulation : remplacement, transformation ou reproduction

La «circulation des élites» est l'idée fondamentale de la théorie politique de Vilfredo Pareto qui l'élabora en 1901 pour écrire *The Rise and Fall of the Elites* (Pareto 1968). Il la formula ainsi en 1916 : «L'histoire est un cimetière des aristocraties» (1917, §2053), en décrivant la montée d'individus talentueux des classes inférieures aux positions élitistes, en même temps que les incompetents et décadents, ayant eu la chance d'être nés dans des classes supérieures, tombaient dans l'oubli (Pareto 1917, §2026-2059 ; 1965, v.1, 34-40 ; v.2, 44) :

«Par l'effet de la circulation des élites, l'élite gouvernementale est dans un état de transformation lente et continue. Elle coule comme un fleuve ; celle d'aujourd'hui est autre que celle d'hier. De temps en temps, on observe de brusques et violentes perturbations, semblables aux inondations d'un fleuve. Ensuite la nouvelle élite gouvernementale recommence à se modifier lentement : le fleuve, rentré dans son lit, s'écoule de nouveau régulièrement» (Pareto 1917, §2056).

Selon l'argument de Pareto, «une élite vieillit, entre en décadence et s'avère incapable de s'occuper des tâches qu'elle devait accomplir, quand elle ralentit, retarde ou limite la rentrée dans ses rangs des meilleurs éléments de la société». Ces éléments talentueux «de qualité supérieure» apportant avec eux l'énergie et les qualités nécessaires, se regroupent,

forment alors une contre-élite, organisent la masse insultée par l'incompétence de l'élite au pouvoir et mènent une révolution pour la renverser (Pareto 1917, § 2054-2059 ; 1965, 34). Pareto voulait surtout expliquer la circulation des élites comme changement irrégulier mais incessant.

En bon machiavélien, Pareto estime que le meilleur des gouvernants est celui qui sait affaiblir ses adversaires par la tromperie sans recourir à la force et qui évite de faire face à la violence :

«Pour empêcher la violence ou pour y résister, la classe gouvernante recourt à la ruse, à la fraude, à la corruption et, pour le dire en un mot, le gouvernement, de lion se fait renard. La classe gouvernante s'incline devant la menace de violence, mais ne cède qu'en apparence, et s'efforce de tourner l'obstacle qu'elle ne peut surmonter ouvertement. À la longue, une telle façon d'agir produit un effet puissant sur le choix de la classe gouvernante, dont seuls les *renards* sont appelés à faire partie, tandis que les *lions* sont repoussés.» (Pareto 1917, § 2178).

Kolabinska¹³, voulant clarifier la théorie de Pareto, distinguait trois types de circulation : circulation entre les différentes catégories de l'élite gouvernementale et circulation entre l'élite et le reste de la population prenant deux formes : la formation par des individus d'un groupe de contre-élite pour affronter l'élite existante dans un rapport de force ou le remplacement pacifique d'une élite au pouvoir par des citoyens d'une catégorie inférieure mais qui a de hautes qualités (Bottomore 1993, 36, 39-40). Autrement dit, cette théorie fait référence en même temps au remplacement d'une élite par une autre au sein de la même élite, à la circulation entre élites et non-élites ou le passage d'un secteur à l'autre et à l'émergence et l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle élite qui est d'une importance vitale pour le mouvement et l'équilibre social (Coenen-Huther 2004, 130).

¹³ Kolabinska dans une étude détaillée (1912) sur le procès de circulation des élites dans plusieurs périodes de l'histoire en France, voulait justifier la théorie de Pareto en l'appliquant sur une seule société spécifiée. Tout comme Pareto elle ne pouvait pas justifier cette théorie par des évidences empiriques (Bottomore 1964, 56-60).

Mosca faisait souvent référence aux qualités intellectuelles et morales des membres de l'élite, sans leur donner l'importance que Pareto leur accordait, car ces caractéristiques individuelles sont fréquemment produites par des circonstances sociales. Il reconnaît comme forme de circulation, en plus du conflit entre les membres de l'élite pour la succession, le renouvellement de l'élite existante «grâce à l'absorption d'individus provenant de classes inférieures», ce qui ouvre à presque toutes les «forces politiques» et les «valeurs sociales», l'opportunité de participer à la direction de la société. L'examen de la facilité ou la difficulté de l'accès à l'élite, selon les traditions et les influences existantes, lui a permis de distinguer entre *sociétés mobiles* et *sociétés immobiles* selon le degré d'ouverture de l'élite (Bottomore 1964, 62-64) :

“Courage in battle, impetuosity in attack, endurance in resistance – such are the qualities that have long and often been vaunted as a monopoly of the higher classes. Certainly there may be vast natural and – if we may say so – innate differences between one individual and another in these respects; but more than anything else traditions and environmental influences are the things that keep them high, low or just average, in any large group of human beings”. (Mosca 1939, 64)

Lasswell utilisait quant à lui l'aspect «lenteur / régularité» pour décrire le cas d'une circulation sociale continue où l'élite politique est maintenue ou remplacée compte tenu de son niveau de responsabilité et de représentativité dans la société. Dans le cas d'une discontinuité de circulation lors d'un changement de méthode de remplacement, d'une prise brutale du pouvoir ou d'une nouvelle donne constitutionnelle, il employait l'aspect «rapidité / brutalité». Lasswell distinguait encore entre *l'élite ouverte*, quand tous, ou le plus grand nombre de membres de l'élite politique sont inclus, et *élite fermée* quand juste peu d'élite est comprise (Lasswell & al. 1952, 8-11).

Nous voyons généralement le concept de la circulation de l'élite de deux points de vue : la socialisation¹⁴ et l'adhésion de nouveaux individus aux positions d'élite ou le déplacement brutal d'une élite établie par un groupe antagoniste menaçant ou une «contre-élite». Dans ces deux cas, nous pourrions avoir une élite complètement nouvelle avec des valeurs, des comportements, des préférences et des engagements nouveaux ou renouvelés. Dans le premier cas, les changements prennent plus de temps et sont presque graduels, et dans le deuxième ils se produisent rapidement et accidentellement¹⁵. Le changement le plus rapide est la révolution ou le coup d'État, dans les cas où l'élite au pouvoir ne répond plus aux demandes d'accès provenant des non-élites ou des contre-élites, et quand elle n'est pas capable de se plier aux pressions populaires en faveur de changements sociaux. Même quand l'élite au pouvoir se soumet à ces pressions, elle peut perdre sa domination en permettant à des nouvelles recrues de catégories inférieures de l'accabler pour ensuite s'emparer du pouvoir (Tachau 1975, 13-14).

Le maintien, renouvellement, remplacement ou reproduction de l'élite sont alors les résultats des changements de l'état d'élite liés aux modes et aux envergures de leur circulation. Le tableau (1) suivant résume les cas de circulation d'élites selon Higley et Pakulski (2000) qui en présentent quatre modèles essentiels selon leur manière ou vitesse

¹⁴ La socialisation peut être l'assimilation ou l'adaptation à de «nouvelles conditions sociales» ou l'adoption de «certaines orientations sociales», ou «le processus par lequel les valeurs culturelles sont transmises ou intériorisées par une population donnée» ou dans une société donnée. Elle est le processus, presque continu, de transmission ou d'apprentissage des valeurs, des connaissances et des croyances qui facilitent l'intégration à cette société (Bélanger, Lemieux 2002, 93). Elle implique l'adhésion de nouveaux membres, dont les valeurs sont souvent différentes, aux valeurs culturelles d'un groupe ou d'une population déjà établi. Dans notre étude nous comprenons par «socialisation politique», la transmission des valeurs politiques d'une société, de génération en génération, qui aboutit à la naissance de nouveaux individus capables d'adhérer à une catégorie «élite». Ceci nous permet de dire que les changements, dans le cas de la socialisation qui nécessite des agents et des événements, prennent plus de temps et sont presque graduels.

¹⁵ *“Both may produce entirely new elites with new value commitments, policy preferences, constituencies, and behavior norms, but the one produces these changes rapidly, while the other takes more time and works more subtly” (Tachau 1975, 13-14).*

(graduelle et paisible ou soudaine et forcée), et leur ampleur ou étendue (profonde ou superficielle – étroite ou large). On parle ainsi de : circulation classique (un processus de changement graduel) ; circulation de remplacement (renversement et liquidation de l'élite en poste) ; circulation de reproduction (par héritage / style de chaises musicales) et de circulation de quasi remplacement (une élite divisée persiste sans changement fondamental) (Higley et Pakulski, 2000b, 660-62).

		Scope	
		<i>Wide & Deep</i>	<i>Narrow & Shallow</i>
Mode	<i>Gradual & Peaceful</i>	Classic Circulation	Reproduction Circulation
	<i>Sudden & Coerced</i>	Replacement Circulation	Quasi-Replacement Circulation

Tableau 1: Patterns of elite circulation (Higley and Pakulski 2000a, 112).

B. *Circulation : entre fragmentation et intégration*

La théorie de «circulation de l'élite» s'explique souvent par le «recrutement» ou la «transformation» des élites. Le recrutement est un processus de sélection ou de choix des citoyens politiquement motivés et doués pour influencer la population. Les modalités de cette sélection qui offre des choix larges ou restreints d'accès au pouvoir, selon les cas, sont affectées par plusieurs facteurs. Les liens personnels, de sang et de parenté, l'appartenance ethnique, la loyauté idéologique, la qualification, la formation ou la certification formelle des grandes écoles (Coenen-Huther 2004, 130-35), les organisations religieuses ou partisans, la compétition, les lois électorales, les comportements de l'électorat et les groupes de pression

sont certains de ces facteurs. Putnam (1976) s'est concentré sur cinq questions primordiales¹⁶ relatives aux canaux, aux trajectoires et aux délais d'accès à l'élite, aux modes, aux manières, aux critères et aux procédés de sélection qui influencent les futures élites recrutées, pour expliquer le phénomène de recrutement d'élite dans une société (Putnam 1976, 46-70).

Les «transformations» d'élite signifient les remplacements et les changements de l'état des élites, où nous pouvons distinguer entre le passage d'élite unifiée à celui d'élites fragmentées et le passage d'élite fragmentée à celui d'une élite unifiée, soit par arrangement et compromis (*elites settlement*)¹⁷, par adoucissement des positions et par convergence d'élites¹⁸, ou par révolution et saisie du pouvoir¹⁹. Le premier passage de transformation

¹⁶ Parmi ces questions, nous avons choisis les questions suivantes, que nous appliquerons sur notre cas d'étude des élites syriennes, pour comprendre les processus de recrutement de ces élites :

- Dans quels canaux et selon quels trajectoires se préparent la sélection des élites, c'est-à-dire leur sensibilisation, leur apprentissage et leur accession aux associations, en particulier les partis politiques?
- Comment et par qui se fait le choix ? Par succession, sélection par ancienneté, priorité, par examen, élection, cooptation, désignation, accréditation, publiquement ou discrètement.
- Quels sont les critères requis ? Qualifications, habiletés à manœuvrer entre collègues, capacité à mobiliser la masse, fidélité, loyauté, fiabilité politique, liens familiaux, factionnels, de parrainage ou de clientélisme, recommandation, affiliations cosmopolites comme signe de distinction dans les régimes coloniaux ou postcoloniaux, représentation corporative, cérémoniaux symboliques...

¹⁷ Higley & Burton (2006) estiment que les accords et compromis entre les élites anglaises, de même qu'entre les élites espagnoles depuis des siècles, sont des arrangements paradigmatiques. Les élites européennes en Suède (1809), Suisse (1848) et Autriche (1945) ont toutes connu des arrangements à diverses occasions. Les élites fragmentées du Mexique ont connu entre 1928 et 29 des arrangements comme conséquences de la guerre civile des années 1910. Dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et de l'ancienne Europe de l'Est, les élites désunies ont passé des arrangements et des accords à la suite de différentes crises (Higley & Burton 2006, 55-103).

¹⁸ Selon Field, Higley & Burton, «le passage d'élites désunies à des élites unifiées par consensus peut se produire de deux façons. La première est l'arrangement entre élites, par lequel les élites en conflit endémique réorganisent leurs relations et négocient des compromis sur leurs points de désaccord les plus importants. [...] L'autre forme de passage de la désunion à l'unité consensuelle est la convergence d'élites» (Coenen-Huther 2004, 143).

Elite convergence is a "fundamental change that takes place within unconsolidated democracies, and it is initiated when some of the opposing factions in the disunified elites that characterize such democracies discover that by forming a broad electoral coalition they can mobilize a reliable majority of voters, win elections repeatedly, and thereby protect their interests by dominating government executive power. The elite convergence continues once successive electoral defeats convince major dissident and hostile elites that to avoid permanent exclusion from executive office they must beat the newly formed dominant coalition at its own electoral game" (Higley & Gunther 1992, 24). Plusieurs conditions faciliteront la convergence des élites, selon Higley & Burton (2006) : un niveau relativement élevé du développement socioéconomique et de la prospérité qu'il crée ; la présence de leader populaire capable d'arranger des coalitions gagnantes entre des factions en désaccord ou ; l'émergence d'une crise politique.

assurera un régime instable et souvent non représentatif, tandis que le deuxième produira un régime politique stable, représentatif ou non, selon la façon dont la transformation s'est produite. Le maintien des arrangements, qui pourraient avoir parfois des conséquences comme celles d'une révolution sociale²⁰, nécessite avec le temps, «une capacité d'adaptation de la part des élites fondatrices de ces arrangements et des institutions qu'elles établissent» (Higley & Gunther 1992, 22). La réussite d'une convergence nécessite «la présence d'une personnalité - élite dynamique et populaire (comme le cas du général De Gaulle) capable de forger une coalition gagnante entre des élites précédemment ennemies. L'émergence de cette élite est indispensable et sa réussite dépend encore du fait (ou de l'apparition) de certaines crises affreuses, comme c'était le cas de la France en 1958» (Higley & Gunther 1992, 29).

D'autres changements dans l'état des élites prennent la forme d'«infiltration graduelle des rangs de la classe gouvernante par des nouveaux venus», ce qui peut aboutir à la création d'une contre-élite et même à la transformation de l'aspect et de la forme de l'élite (Coenen-

«Même les élections démocratiques, qui n'unifient pas, par elles-mêmes, les élites désunies, offrent à ces élites dans certaines circonstances des opportunités de convergence vers un consensus sur les règles de jeu qui gouverneront les futures compétitions» (Higley & Burton 2006, 140-41). Les auteurs donnent plusieurs exemples de convergence des élites en Europe et au Japon entre 1950 et 1990, comme en France et en Italie en 1960 et 1970, en Allemagne entre 1950 et 1960, et au Japon entre mi-1960 et mi-1980. La Belgique, la Grèce et le Portugal ont connu des convergences d'élite entre 1970 et 1980. L'exemple le plus récent d'un cas paradigmatique de convergence d'élites peut-être la France avec la fondation de la 5ème République et la «cohabitation» réussie des années 1986-88.

¹⁹ Dans le cas d'une transformation vers une élite unifiée idéologiquement (Higley, 2009 ; Pareto, 1917).

²⁰ "Elite settlements are relatively rare events in which warring elite factions suddenly and deliberately reorganize their relations by negotiating compromises on their most basic disagreements. Such settlements have two main consequences. First they create patterns of open but peaceful competition among major elite factions, the result of which was historically been a stable limited democracy. Second, they can facilitate the eventual emergence of a consolidated democracy. Because they have such watershed effects, elite settlements are as consequential as social revolutions" (Higley & Gunther 1992, 13-14).

"In contrast to social revolutions, settlements involve quite limited elite circulations. They are carried out by entrenched elites, most of whose members retain their positions; indeed, finding a way to avoid the loss of positions and power is the main aim of settlements" (Higley & Burton 2006, 102).

Huther 2004, 142-147). Le remplacement d'une élite par des moyens révolutionnaires est compris comme une rupture de l'équilibre du pouvoir brisant le monopole de l'élite traditionnelle et permettant à une contre-élite, ou une non-élite de prendre sa place, plutôt que comme une circulation d'élites.

Toutes ces procédures de sélection, de changement ou de transformation sont des indicateurs du degré d'ouverture ou de fermeture de la circulation des élites :

“The classical elite theorists... actually wrote at great length about the relationship between elites and non-elite populations, stressing two key processes, elite circulation and elite mobilization of non-elite support. They regarded elite circulation – alterations in the social composition of elites through gradual or sudden movements of persons from non-elite to elite statuses, and vice-versa – as crucial for a society's political stability and overall vitality” (Higley & Burton 2006, 25).

Une meilleure compréhension des rapports entre les membres de l'élite en fonction de leur cohésion ou de leur fragmentation et des conséquences qui en découlent, nous aide à formuler, dans notre cas d'étude, la formation d'une élite syrienne fragmentée ainsi que ses comportements qui ont abouti à son illégitimité, à sa faiblesse, à l'instabilité du système politique et à l'ouverture de fenêtres d'opportunité.

C. Liens inter-élites : indicateurs de stabilité ou d'instabilité politique

“Even since Aristotle's time, the notion has been widely shared that a political relationship in some way involves authority, ruling or power.” (Dahl 1970, 4)

Toute relation politique est toujours assujettie à plusieurs éléments et surtout au «pouvoir», à l'«influence» ou à l'«autorité», explique Robert Dahl qui considère ces trois termes cruciaux pour analyser les liens politiques. La compréhension de ces termes, de leurs usages, limites et conséquences aide à «améliorer notre capacité d'analyser les systèmes politiques» (Dahl 1970, 15). Ces éléments, nécessaires à tout système politique, déterminent

normalement les relations entre les participants et permettent d'envisager des changements dans leurs comportements. Surtout si nous considérons que toute élite d'un système politique tente de doter ses actions ou son *influence* d'une certaine autorité ou *légitimité*²¹ :

Selon cette analyse, le maintien du pouvoir (ou du contrôle du pouvoir) et de sa stabilité par une élite qui n'a pas recours à la force, dépend du degré de son influence et de sa *légitimité* (ou autorité). Dans les cas où la légitimité diminue, le maintien du contrôle ou du pouvoir dépendra de plus en plus de la force ou des moyens coercitifs. Ainsi le niveau des liens internes entre les membres de l'élite est-il un élément important qui caractérise la structuration de l'élite qui peut être unie, homogène, cohérente ou divisée et différenciée²² ; ce qui détermine le niveau de la stabilité d'une société. Cette stabilité ne peut être assurée que si l'élite s'efforce de rechercher sa légitimité et celle des institutions de l'État dans la confiance des populations qui justifie et rend ses positions, ses décisions, ses comportements et son autorité légitimes. Dankwart Rustow (1967) avait fait le lien entre la légitimité de l'élite et celle des institutions pour confirmer que le maintien de la stabilité dépend d'une réciprocité entre les deux légitimités :

«Stabilité politique = Légitimité des institutions + Légitimité personnelle des élites»

“The more the legitimacy of institutions is in question, the more is there a need to find legitimacy in persons. At moments when the entire order of political institutions is to be changed – as in the attainment of independence or generally the founding of a new state – the entire burden of legitimacy is on the person of the leader in the transition”. “Stability [...] can be maintained if an increase in legitimacy of rulers compensates for the loss of legitimacy of institutions, and vice versa.” (Rustow 1967, 156-57).

²¹ “Leaders in a political system try to convert their influence into authority”. “When the influence of a leader is clothed with legitimacy, it is usually referred to as authority.” (Dahl 1970, 41)

²² Rappelons les différents points de vue sur la compatibilité entre la démocratie et la théorie des élites, où certains voient dans leur pluralité et leur diversité un avantage concurrentiel car elles assurent la stabilité d'un régime en imposant un contrôle échangé, alors que d'autres constatent que le manque d'unité mènera à un conflit d'intérêts qui menace la stabilité politique, puisque l'unité des objectifs des élites, même parmi celles qui ne sont pas au pouvoir, protégera l'équilibre du pouvoir et du régime politique.

Rustow propose en plus une formule applicable aux institutions traditionnelles et modernes, appuyant la théorie de Weber qui distingue les trois types suivants de légitimité du pouvoir politique:

$$\begin{array}{cccc}
 \textit{Political} & & \textit{Traditional} & & \textit{Rational-Legal} & & \textit{Charismatic} \\
 \textit{Legitimacy} & = & \textit{Legitimacy} & + & \textit{Legitimacy} & + & \textit{Legitimacy}
 \end{array}$$

Rustow déduit que pour obtenir la même somme de légitimité politique, tout manque d'une part doit être compensé par une augmentation d'autre part (Rustow 1967, 157).

En reprenant les termes de la théorie de la «circulation des élites», nous saisissons le sens du remplacement d'une élite qui perd sa légitimité par une autre élite, de type ou de qualité, sans que cela nuise à la légitimité des institutions. Par conséquent, l'ampleur de la perte de légitimité dans les sociétés en voie de développement, ou les nouveaux États, est relativement plus grande à cause de la faiblesse de leurs institutions étatiques. Ainsi, dans les sociétés où la légitimité des institutions est faible et l'élite est fragmentée, surtout les sociétés en voie de développement qui ont longtemps lutté pour obtenir leur indépendance, il est normal que l'instabilité s'installe et aboutisse au recours à la *force* au lieu de l'*influence* pour renverser l'élite au pouvoir. Les contre-élites qui arrivent à conquérir le pouvoir par la force, n'auront pas la légitimité de gouverner et seront aussi renversées, à moins que la «légitimité charismatique» de Rustow ne soit présente.

Contrairement au cas d'un régime stable, l'instabilité politique est l'état où la probabilité est la plus grande, qu'un renversement du pouvoir gouvernemental, par la force ou par des moyens illégaux, soit souvent mené par des forces armées sous la commande d'officiers réguliers en poste. Ce sont des révolutions, des coups d'État, ou des insurrections successifs, actes de force illégale qui provoquent normalement des changements dans le

contrôle de l'autorité exécutive centrale et des différenciations considérables chez l'ensemble des acteurs politiques et surtout chez les élites (Field & Higley 1985, 4).

Même si les niveaux et les degrés de représentativité du pouvoir (sûre, incertaine ou absente) sont considérés des variantes de la stabilité politique du monde moderne, l'état des élites nationales reste la variable fondamentale associée à la stabilité ou l'instabilité des institutions politiques nationales, conformément au tableau suivant de Field et Higley (1985, 7) :

<u><i>Elite state</i></u>	<u><i>Political Institutions</i></u>
<i>Disunity</i>	<i>Unstable</i>
<i>Consensual unity</i>	<i>Stable representative</i>
<i>Partial unity</i>	<i>Stable precariously representative</i>
<i>Ideological unity</i>	<i>Stable unrepresentative</i>

Admettant que des événements dépendants de circonstances historiques déterminent souvent les rapports entre les membres de l'élite et sont à l'origine de l'état d'unité ou de division entre eux, nous constatons qu'une élite fragmentée est caractérisée par une faible intégration et une large différenciation représentée par un fort degré d'hétérogénéité sociale, par des diversifications organisationnelles et par une autonomie relative des autres secteurs d'élite et des domaines du pouvoir (Higley & Pakulski 2000a, 110).

“The typical historical and contemporary condition of elites is characterized by the existence among them of a distinct group that effectively commands organized coercive forces and is willing to use this command to make itself the ultimate arbiter of political decisions no matter what established institutional forms and procedures may prescribe. [...] What is consequential analytically is that elite persons, no matter what their partisan positions are, see power as personalized and directly dependent on the support of organized coercive forces” (Higley, Field, Grøholt 1976, 25).

Selon Higley et al. (1976), toutes sortes de monarchies traditionnelles ou modernisées ou de régimes prétoriens sont représentés par un même type d'élites fragmentées, souvent une élite militaire, qui donne lieu à des conditions pareilles d'instabilité politique ou de prise du

pouvoir par la force ou les coups d'État militaires. Cette élite considère que le pouvoir et l'autorité dans une société, appartiennent à certains individus ou groupes qui en ont pris le contrôle par des moyens coercitifs et non par la pratique des exercices institutionnels :

“Elite persons, no matter what their partisan positions, see power as personalized and directly dependent on the support of organized coercive forces. [...] In their eyes, and in the eyes of their antagonists as well, power and rulership flow not from the incumbency of institutional positions, but from the success of certain individuals and groups in gaining at least temporary control over the principal means of coercion and force in the society” (Higley, all. 1976, 25).

Reconnaissant que la fragmentation de l'élite, l'instabilité politique et les régimes dictatoriaux ont caractérisé la plupart des sociétés dans l'histoire, Field et Higley (1980) concluent que l'unité et le consensus entre membres de l'élite occupant des positions influentes et stratégiques, conscients de leur légitimité et de leur rôle central, servent la société en assurant la stabilité institutionnelle qui garantit une continuité pacifique du pouvoir capable de préserver et garantir leur légitimité. (Field & Higley 1980, 95-96, 119). Réciproquement, une concurrence entre membres d'une élite fragmentée, considérée comme une évolution de la nature des élites traditionnelles des sociétés antérieures, empêche la formation d'une classe dirigeante homogène qui devait en principe assurer l'accession au pouvoir d'une élite «capable de commander et de prendre en considération les revendications des masses et des groupes d'intérêts» (Laurin-Frenette 1978, 262-63).

La fragmentation des élites nationales, politiques et sociales, est ainsi liée à l'instabilité des institutions politiques. Elle se rapporte à l'existence de conflits parmi et entre leurs membres qui mènent à des divisions affaiblissant leur capacité à résister aux défis, empêchant leur regroupement et encourageant les factions à chercher des alliances ailleurs que chez leurs alliés traditionnels (Tarrow 1994, 88-89). Cette fragmentation, souvent associée à une défaite militaire ou une crise économique ou sociale, n'est qu'un symbole

visible du déclin des compétences du pouvoir qui mènent à une perte de légitimité des élites chez les citoyens. Cette fragmentation peut s'accélérer quand une partie de l'élite tente brusquement d'implanter des réformes, surtout quand le développement socioéconomique n'a pas été accompagné de changements dans les institutions et les représentations politiques. (Greene 1990, 143-45).

D. *Changements politiques et structuration de l'élite : quand et comment*

Si nous admettons que les pays en voie de développement sont connus pour avoir une forte différenciation et une faible intégration politique²³ et si nous adoptons l'argument de Kenworthy (1970) voulant que ces deux concepts sont souvent associés au terme «développement», nous concluons que toute discussion sur les changements sociopolitiques (ou précisément le développement politique) dans ces pays doit être basée sur ces deux concepts. Le développement politique, qui est un aspect de changement plus global touchant toutes les institutions dans une société et nécessitant des transformations dans sa structuration, vise à augmenter l'intégration dans ces pays en créant de nouvelles institutions ou en adaptant les anciennes. Ce développement risque en même temps d'augmenter la différenciation, ce qui affaiblira les institutions existantes (Kenworthy 1970, 104-05).

La «modernisation», utilisée dans le sens d'imiter ou de s'inspirer du modèle des systèmes politiques appliqués et développés dans les pays occidentaux, était, dans la plupart des pays en voie de développement, l'aspect essentiel qui déterminait le processus du

²³ Dans le sens où un grand nombre de groupes opposés et hostiles, tant modernes que traditionnels, participent dans la vie politique, et le sens où les institutions politiques n'agissent pas contre les différenciations existantes entre les acteurs d'une façon capable de produire des décisions utiles et nécessaires : [...] "*more of the Third World than is generally acknowledged are highly differentiated politically in the sense that a number of antagonistic groups, "modern" as well as "traditional", participate in politics. [...] again we suspect, much of the Third World are not politically integrated in the sense that political institutions do not process the differentiation extant in this set of actors in such a way that new decisions, societal in scope and reallocative in content, can be implemented*" (Kenworthy 1970, 104).

développement politique et des changements sociaux depuis leur indépendance. Un aspect reconnu, entre autres, par l'établissement d'un État nation, le niveau de participation à la vie politique, la capacité de mobilisation de la masse, ou le degré de différenciation et de spécialisation des structures politiques.

Les définitions du développement politique sont nombreuses. Certains auteurs²⁴ l'identifient comme un aspect du processus plus large de modernisation dans l'ensemble d'une société. Pourtant Huntington préfère, en parlant de développement politique, employer le terme «modernisation politique» car il considère que l'aspect politique de la modernisation qui affecte tous les segments de la société, est le développement politique qui est nécessairement un processus général et complexe²⁵. Il soutient que presque toutes les caractéristiques du développement politique sont des aspects du processus de la modernisation. Il détermine trois ensembles de caractéristiques qui se reproduisent continuellement dans cette définition : la rationalisation des autorités (l'intégration nationale et la centralisation des autorités), la différenciation et la spécialisation (des structures et fonctions des nouvelles politiques) et la participation politique des masses (la démocratisation, la mobilisation sociale, et le développement de nouvelles institutions)²⁶. Ces

²⁴ Parmi d'autres: Samuel Huntington, Robert Ward, Daniel Lerner, Karl Deutsch, Fredric Frey, S. N. Eisenstadt, Gabriel Almond...

²⁵ *“Definitions of political development are legion. Most, however, share two closely related characteristics. First, political development is identified as one aspect of, or as intimately connected with, the broader processes of modernization in society as a whole. Modernization affects all segments of the society; its political aspects constitute political development. [...] Second, if political development is linked with modernization, it is necessarily a broad and complex process”* (Huntington 1965, 386-87).

²⁶ *“Political modernization involves the rationalization of authority (the replacement of a large number of traditional, religious, familial, and ethnic political authorities by a single, secular, national political authority... Rationalization of authority means assertion of the external sovereignty of the nation-state against transnational influences and of the internal sovereignty of the national government against local and regional powers. It means national integration and the centralization or accumulation of power in recognized national law-making institutions. Secondly, the political modernization involves also the differentiation of new political functions and the development of specialized structures to perform those functions. Area of peculiar competence – legal, military, administrative, scientific – become separated from the political realm, and autonomous, specialized,*

caractéristiques distinguent les politiques modernes des antécédentes et provoquent l'augmentation des compétences gouvernementales et l'élargissement de l'élite. Ainsi la modernisation «est exprimée par une mobilisation de masses qui se manifeste par une participation politique accrue qui est un élément clé du développement politique» (Huntington 1965, 387-88).

Mais Huntington estime que la modernisation doit être distinguée du développement politique²⁷ qui se définit mieux par l'«institutionnalisation des organisations et procédures politiques» qu'il mesure selon quatre critères : l'adaptabilité (contre la rigidité), la complexité, l'autonomie et la cohérence de ces organisations et procédures. Cette définition qui peut être appliquée à toute analyse de système politique et non seulement aux systèmes modernes, permet de constater l'interaction réciproque entre les processus sociaux de la modernisation d'une part, et la stabilité, la force ou la faiblesse des structures politiques traditionnelles ou modernes, d'autre part (Huntington 1965, 393-94). Huntington soutient que dans les pays sous-développés, des progrès ont eu lieu vers une mobilisation sociale et une participation politique, contrairement à la stabilité, à l'intégration nationale et à la démocratisation. Cela lui a permis de conclure que cette mobilisation et participation sont directement responsables de la détérioration des institutions politiques dans ces pays. Il trouve encore que la croissance

but subordinate, organs arise to discharge those tasks... Thirdly, political modernization involves increase participation in politics by social groups throughout society and the development of new political institutions – such as political parties and interest associations – to organize this participation. Broadened participation in politics may increase control of the people by the government, as in totalitarian states, or it may increase control of the government by the people, as in some democratic ones. Rationalized authority, differentiated structures and mass participation thus distinguish modern politics from antecedent politics” (Huntington 1966, 378)

²⁷ Nous devons noter que Huntington ne favorisait pas limiter la définition du développement politique aux termes de la modernisation (soient la rationalisation, l'intégration, la mobilisation et la participation) car il les considère arbitraires et varient beaucoup dans leur pertinence à des cas particuliers ou leur utilité à des fins précises. “*To be analytically useful, a concept must be precise and relevant. It must also have sufficient generality of application to permit comparative analysis of differing situations*”. En plus de ces limitations, les études sur la modernisation ont montré que les corrélations parmi des indices comme le taux d'alphabétisme, d'urbanisation et de participation ne sont pas toujours certaines et que divers indices ne correspondent pas à la réalité de certains pays.

économique rapide et l'augmentation de l'éducation et des taux d'alphabétisation accroissent l'instabilité politique, soutenant l'analyse faite par William Kornhauser en 1959 voulant que :

“The rapid influx of large numbers of people into a new organization (as well as a new area) provides opportunities for mass-oriented elites to penetrate the organization.” (Kornhauser 1959, 146 – cité par Huntington 1965, 405)

L'exemple de l'Inde, un pays développé politiquement avec des institutions politiques modernes, mais qui n'a pas pu faire progresser sa modernisation, soutient l'énoncé d'Huntington²⁸ voulant que la stabilité dépend du degré de l'institutionnalisation plus que de la modernisation. Pourtant aucun autre pays ayant obtenu son indépendance après la Deuxième Guerre mondiale n'a été institutionnellement aussi bien doté que l'Inde pour se gouverner. Dans la plupart de ces pays la bureaucratie militaire et civile était souvent plus développée que les organisations politiques et l'armée était l'institution la mieux organisée pour exprimer les souhaits nationaux, tandis que les partis politiques, mieux organisés politiquement, n'avaient pas de connaissances en administration. D'autres pays ont obtenu leur indépendance sans même avoir d'institutions politiques ou administratives (Huntington 1965, 409-11). Faisant le lien entre les critères d'institutionnalisation d'Huntington²⁹ et la théorie d'intégration de l'élite, Robert Robins (1976) considère que la théorie d'Huntington s'intéresse à évaluer la capacité des institutions officielles d'un gouvernement ainsi que quelques organisations associées (comme les partis politiques) à négocier, à réaliser les demandes sociales et à gouverner selon des politiques déterminées. D'autre part, la théorie d'intégration de l'élite se concentre sur le rôle de ceux qui occupent des positions de pouvoir,

²⁸ “In reverse fashion, a country may be politically highly developed, with more political institutions, while still very backward in terms of modernization. India for instance is typically held to be the epitome of the underdeveloped society. [...] Yet in terms of political institutionalization, India was far from backward. [...] The stable, effective, and democratic government of India during the first 15 years of independence rested far more on this institutional inheritance than it did on the charisma of Nehru.” (Huntington 1965, 410).

²⁹ *Adaptation, coherence, autonomy & complexity.*

dans les accommodements sociaux et la mise en application des politiques. Robins conclu, en faisant lien entre le recrutement (ou la circulation) des élites et leur intégration institutionnelle, que :

Institutional elite integration is concerned with the degree and form of elite recruitment from one unit of government to another and its effect on the political system. This theory of elites centers on the role of those occupying positions of power in social mediation and policy implementation. There is no requirement that each political actor goes thru all the possible positions in the career ladder, only that there is movement among them” (Robins 1976, 15)

Une large étude a été conduite dans les années 1950 par un groupe de chercheurs dirigé par Daniel Lerner et sponsorisé par la MIT, dans six pays du Moyen Orient, incluant la Syrie, pour démontrer empiriquement la disparition “*the passing*” de la «société traditionnelle» de ces pays, comme résultat de la «modernisation» à laquelle nul pays dans le monde n’a pu résister. Lerner considérait une société moderne, comme *société participante*³⁰, qui fonctionne par *consensus*, et la modernisation, comme une *transition* vers cette société participante. La personne, d’après Lerner, devient *participante* dans cette société «en apprenant à avoir ses propres *opinions*» (Lerner 1964, 71) :

“Modern Society is participant in that it functions by *consensus* - individuals making personal decisions on public issues must concur often enough with other individuals they do not know to make possible a stable common governance” (Lerner 1964, 50).

“When the underdeveloped lands of the world are tested by our model of modernity, the enormous hurdles in the path to modernization stand out more clearly. What the West accomplished gradually over three past centuries is not so easy for the East to achieve rapidly in the present century.” (Lerner 1964, 64).

Ainsi la disparition de la société traditionnelle au Moyen Orient n’était que l’ensemble des mouvements de changement social qui ont transformé la vie individuelle traditionnelle par

³⁰ L’étude se basait sur quatre critères : l’urbanisation, le taux d’alphabétisation, le taux de participation médiatique et le taux de participation électorale. Ces critères représentaient la participation individuelle au système social global. Ce *style de participation* dépendait, selon l’étude, de la fréquence et de la qualité de participation des individus (Lerner 1964, 57).

la force du processus de «modernisation». Presque dans le même sens, Robert Ward (1963) considérait que la modernisation politique a «objectivement et valablement les caractéristiques essentielles du développement politique qu’ont connues les sociétés dites avancées et représente le modèle vers lequel évoluent les sociétés sous-développées politiquement»³¹. Ward parle aussi de «développement politique» car il considère que «malgré tous les efforts des États-Unis pour développer économiquement les pays sous développés, on a rapidement découvert que le développement économique durable nécessite un pareil degré de développement politique»³². Il considère que la politique moderne, un sous-système de la société moderne, est caractérisée par un grand degré de différenciation et d’intégration fonctionnelle de la structuration et des rôles politiques, ainsi que par un système rationnel de prise de décisions politiques et une grande efficacité de ces décisions et des actions administratives (Ward 1963, 569-71).

Dans cette perspective globale de développement, vu comme modernisation ou institutionnalisation, l’attitude et les comportements de l’élite, jouant toujours un rôle primordial dans tous ces changements, sont souvent décisifs et influents. L’élite politique doit être responsable de définir les objectifs et les moyens du développement, de déterminer les priorités des besoins et de réaliser, de faciliter ou d’empêcher les changements. Cette élite est normalement fragmentée dans les pays en voie de développement par les cahots et le choc de la modernisation socioéconomique et du développement politique, car le développement, les changements et la croissance de la population aggravent la différenciation et diminuent

³¹ “*The present utility of the concept of political modernization rest upon the hope that it validly and objectively defines the essential features of the political development which have occurred in all so-called advanced societies and that it also represents the pattern toward which politically underdeveloped societies are now evolving.*” (Ward 1963, 571).

³² Pour Ward, une société modernisée, vue comme un nouveau type de développement social, est caractérisée par des niveaux élevés de sources d’énergie, de technologie, de professionnalisation, d’urbanisme, d’éducation, de différenciation et de mobilité dans les organisations sociales.

l'intégration dans la structure de l'élite. Nouveaux domaines d'affaires et nouvelles richesses créent des catégories émergentes de la population : professionnels, industriels, bureaucrates, etc. Ces catégories cherchent par tous les moyens à participer au pouvoir.

Ainsi l'intégration et l'unité de l'élite politique, surtout la traditionnelle, de la plupart des pays en voie de développement qui furent colonisés, deviennent de plus en plus difficiles à réaliser. Ces pays connaissaient, à force de la montée d'un nouveau mouvement de mobilisation, une certaine désintégration politique de leur société à cause du développement qui devait se concentrer en principe sur la formation d'une nation (*nation building*), la croissance de l'économie nationale, l'avancée de l'industrialisation, la mobilisation sociale, la modernisation en général ou l'institutionnalisation des organisations et procédures. Ce développement a eu dans plusieurs cas comme effet inverse d'accroître les différenciations qui affaiblissent les institutions établies, multiplient les exigences politiques et nécessitent la création de nouvelles institutions. Ce qui a empêché l'intégration et augmenté la fragmentation dans les rangs de l'élite traditionnelle qui formait les classes gouvernantes à la veille des indépendances. Ces conséquences aggraveront l'instabilité et empêcheront l'intégration et la cohésion de l'élite (Putnam 1976, 124; Keller 1963, 145; Kenworthy 1970; Huntington 1964).

En conséquence, ni les procédures de modernisation, ni l'institutionnalisation des procédures ou des organisations, n'ont permis aux élites des pays récemment indépendants de se servir du «modèle» des systèmes démocratiques occidentaux qu'elles voulaient imiter. L'obstacle essentiel était, à notre avis, le manque d'intégration nationale et de participation à la vie politique, d'abord à cause de la circulation limitée et restreinte des élites, et puis, parce que certaines de leurs orientations et objectifs différés ne visaient souvent qu'à protéger leurs

propres intérêts et de ceux de leur tribus ou familles au détriment de ceux de la nouvelle nation.

Nous devons constater que ce «modèle démocratique occidental» n'a que difficilement servi le développement, la modernisation ou l'institutionnalisation des sociétés dans les pays en voie de développement où l'élite politique traditionnelle n'était pas en mesure de réaliser les transformations requises par la masse. Cette élite, censée être l'élément essentiel du développement politique, n'a pas tenu compte des interactions entre les structures politiques, sociales et économiques. Elle n'a pu faciliter l'intégration et la participation politique, ni réduire les inégalités socio-économiques. Les effets n'étaient que des actes de violation de l'ordre, des interventions militaires, d'instabilité et de recours à la force pour renverser les systèmes politiques en place, comme nous le constaterons dans notre deuxième chapitre sur le cas des élites syriennes.

Il sera utile de se rappeler ce qui a été mentionné dans notre introduction sur la théorie de circulation des élites, que le niveau de la lenteur/rapidité et de la régularité/brutalité de cette circulation détermine la façon et les moyens caractérisant les transformations et les changements dans la structuration de l'élite. Pareto croyait que les révolutions sont causées par le «ralentissement de la circulation de l'élite» ou l'accumulation des «éléments de qualité inférieure» dans les couches supérieures de l'élite, cela donne un avantage relatif à des couches inférieures de la société (Pareto 1917, § 2057). Lasswell considère tout changement brutal de la structuration de l'élite comme un critère essentiel des révolutions suivant de profondes divisions parmi les membres de l'élite au pouvoir et un recours à la violence, direct ou délégué, qui aggrave ces divisions (Lasswell 1952, 13). Il croit que la révolution, changement rapide et de grande ampleur dans la composition d'une minorité gouvernante,

inaugure en effet de nouveaux principes de recrutement de l'élite et de nouvelles idéologies qui règnent sur la vie politique (Lasswell 1965, 3). Dans le même sens, Michael Burton (1980) a défini les «conflits politiques» entre élites comme une cause essentielle du blocage de leur circulation. Il concluait aussi, dans une étude sur l'élite au Vietnam, que la fragmentation, base de toute instabilité, est une pré condition majeure menant à la révolution, et que la coopération entre les membres de l'élite est exigée pour maintenir la stabilité politique (Burton 1980, 327-28).

Ces conflits dans le corps de l'élite encouragent et stimulent des groupes, souvent faibles ou non représentés au pouvoir, à s'engager dans des actions collectives pour organiser des mouvements de protestation. Ils encouragent même une partie de cette élite divisée à jouer le rôle de «tribune du peuple» pour augmenter son influence politique (Tarrow 1996, 56). Ces divisions élargissent parfois les conflits à des groupes hors du système politique, en leur donnant une certaine force à la marge ; ce qui ne se produit pas quand l'élite est unie. Des opportunités politiques, prévues ou imprévues, se présentent comme «fenêtres d'opportunité» et permettent souvent d'élargir l'espace conflictuel des acteurs politiques. Des factions d'une élite fragmentée profitent habituellement de l'ouverture de ces fenêtres pour régler des comptes ou s'emparer du pouvoir. Nous détaillons le concept des opportunités politiques et des fenêtres d'opportunité dans la prochaine section.

Les attitudes réciproques des élites, des contre-élites et des non-élites, d'accepter ou de refuser les autres dans leurs rangs, surtout quand il s'agit des élites au pouvoir, précisent donc le niveau de leur intégration. Et comme le «consensus» sur des changements et des décisions politiques portant sur des valeurs profondes est très rarement partagé par la population et par l'élite d'une société, on ne doit pas s'attendre à la stabilité politique résultant

d'une coopération volontaire ou pacifique de tous les acteurs. Pour éviter les tendances catastrophiques à la confrontation pouvant mener à une guerre civile, l'élite politique la plus influente tente d'assurer la stabilité politique par la manipulation ou la suppression. De pareilles décisions astucieuses, qui affectent une large catégorie de la population, nécessitent une profonde unité et la confiance entre les acteurs de l'élite, car il est fort peu probable qu'un État puisse établir une stratégie équilibrée, effective et cohérente quand l'élite au pouvoir est fragmentée (Schweller 2006, 55-56). Une instabilité grandissante, à cause des conflits générationnels, culturels ou de classes et marquée par de nombreux coups d'État militaires, menaçait déjà, dans les pays récemment indépendants, l'unité fragile obtenue au cours de leur lutte contre les forces coloniales.

En résumé, tout changement politique ou sociétal, exige une restructuration dans les rangs de l'élite. Cette restructuration (ou circulation d'élite), déterminée par sa nature et sa temporalité, peut être pacifique, radicale ou violente. Elle peut avoir été provoquée par des exigences de réformes, une mobilisation de la population ou encore l'existence de fenêtres d'opportunité politique. L'histoire fournit plusieurs exemples en Europe, en Amérique Latine, au Moyen-Orient et en Asie du Sud qui illustrent le lien entre la fragmentation des élites et l'instabilité politique après la Première et la Seconde Guerres mondiales et à la fin des périodes coloniales. «L'instabilité durera tant que des élites considèrent qu'un système politique, quel que soit son aspect, reste sujet à de brusques changements tranchants». Cette vision des élites est le «début de preuve» de leurs fragmentations continues (Higley, Field et Grøholt 1976, 26)³³.

³³ Les auteurs donnent l'exemple des luttes entre les forces de gauche, du centre et de la droite en France vers la fin du XIXème siècle, en citant les cas d'établissement des deux empires français et de trois des cinq républiques françaises modernes. Les élites fragmentées en Italie, en Allemagne et en Espagne ont montré aussi des caractéristiques semblables durant le XIXème et le XXème siècle, où le pouvoir circulait par la force et les coups

Comme exemples sur le lien entre la stabilité et l'état des élites, nous citons les deux études empiriques suivantes :

L'étude de Lauri Karvonen (1993) sur les rapports entre les systèmes partisans et la stabilité des gouvernements en Europe entre les deux guerres mondiales, teste la thèse de la fragmentation des partis politiques pour savoir si le système des partis fait vraiment une différence dans la stabilité des gouvernements. Karvonen conclue que les systèmes multipartites encouragent la fragmentation et les conflits sociaux à cause de la compétition entre les partis. Ces systèmes ne produisent pas de majorités gouvernementales naturelles car il leur manque la capacité intégrale typique des systèmes bipartisans. Ainsi, la stabilité basée sur la cohésion du gouvernement et la réduction des clivages sociaux caractérisant le système bipartite, assurent la continuité et la responsabilité politiques plus que le système multipartite (Karvonen 1993, 3-7). La fragmentation du système partisan, mesurée plus par son degré que par sa nature, est le facteur de base expliquant l'instabilité gouvernementale qui a affaibli la démocratie en Europe après la Première Guerre mondiale et pavé la voie à une conquête autoritaire du pouvoir dans la plupart des pays européens entre les deux guerres (Karvonen 1993, 55-58).

Dans une étude semblable des systèmes partisans en 1976, Lawrence Dodd s'est basé sur l'affirmation de Lawrence Lowell (1918) que seule une majorité parlementaire homogène d'un seul parti uni est capable d'assurer un gouvernement fort et efficace, pour soutenir la conclusion avancée plus tôt par Robert Dahl (1971) voulant qu'il est clair que des «systèmes multipartites très fragmentés peuvent mener à des coalitions faibles ou instables» (Dodd 1976, 68). La possibilité que des systèmes multipartites produisent des gouvernements durables

d'État, entre libéraux et conservateurs, pour aboutir souvent à des régimes autoritaires et des dictatures. Les auteurs traitent aussi de pays où l'instabilité n'est pas à l'ordre du jour, ce qui s'explique, d'après eux, par le comportement des élites.

existe, mais dans la plupart des cas, ils donnent lieu à la formation de cabinets transitoires. Dodd considère la formation de cabinets à partir des parlements comme un «simple jeu» dont le succès dépend de la nature des coalitions qui les forment (Dodd 1976, 16). Une autre façon de l'exprimer est de dire que cela constitue un «jeu des élites», terme choisi pour notre étude.

Le tableau (2) suivant, résume le contenu de cette deuxième section sur les liens entre la circulation (classique, de reproduction, de remplacement et de quasi remplacement), l'état des élites (unifié ou fragmenté, homogène ou hétérogène) et les types de régimes politiques associés (démocratie solide / fusionnée, démocratie non consolidée, totalitaire et autoritaire), selon Higley & Pakulski (2000a, 114) et Higley & Lengyel (2000, 7) :

		Classical Circulation Scope: Wide & Deep Mode: Gradual & Peaceful	Reproduction Circulation Scope: Narrow & Shallow Mode: Gradual & Peaceful
		Elite Unity	
		Strong	Weak
Elite Differentiation	Wide	<u>Consensual Elite</u> Regime: Consolidated Democracy	<u>Fragmented Elite</u> Regime: Unconsolidated Democracy
	Narrow	<u>Ideological Elite</u> Regimes: Totalitarian or post-totalitarian	<u>Divided Elite</u> Regimes: Authoritarian or Sultanistic
		Replacement Circulation Scope: Wide & Deep Mode: Sudden & Enforced	Quasi-Replacement Circulation Scope: Narrow & Shallow Mode: Sudden & Enforce

Tableau (2): États, circulations des élites et régimes politiques associés Higley & Pakulski (2000a, 114)

III. Opportunités politiques et fenêtres d'opportunité

A. *Opportunités politiques et structure des mouvements sociaux*

Les opportunités politiques dans les mouvements sociaux sont des «signes» que les groupes reçoivent de l'environnement politique ou des changements de leurs ressources et capacités. Il y a deux types d'origines d'opportunités, selon Sidney Tarrow : les opportunités des «politiques spécifiques» autour de problèmes particuliers arrivant par des canaux de l'entourage politique ou institutionnel, et les opportunités provenant des changements dans les positions de «groupes spécifiques» de la société qui affectent à la longue leur participation aux actions collectives (Tarrow 1996, 42-43).

Ces «signes» importants, mais pas nécessairement formels ou permanents, encouragent ou découragent même les plus faibles ou désorganisés des acteurs politiques ou sociaux à utiliser leurs ressources pour organiser un mouvement social quelconque, ou à profiter des opportunités créées ou offertes par les autres pour organiser un mouvement adverse puissant. Ces opportunités forcent aussi les plus puissants des mouvements à changer leurs stratégies et formes d'action. Parmi les «signes» les plus saillants figurent l'apparition d'alliés influents agissant comme négociateurs ou garants, l'instabilité dans les changements des alignements politiques (durant les élections par exemple), la révélation ou l'ouverture d'accès à la participation politique, et enfin la fragmentation de l'élite (Tarrow 1996, 54-56).

Les divisions de l'élite, avons-nous vu précédemment, encouragent les actions collectives et permettent souvent d'agrandir le cercle des conflits pour atteindre des groupes en dehors de la scène du système politique et leur donner un certain pouvoir à la marge, alors qu'une élite unifiée ne donne pas de pareilles chances ou opportunités aux groupes adverses.

B. *Théorie des fenêtres d'opportunité*

Tout comme Tarrow, John Kingdon, auteur de la théorie des «fenêtres d'opportunité», voit que ces fenêtres qui ne s'ouvrent pas fréquemment sont déterminées par un «moment critique». Il ajoute le glissement de l'équilibre législatif ou de l'opinion publique, l'émergence d'une catastrophe naturelle³⁴, ou même la fragmentation générale du système, comme des événements ou des conditions exceptionnelles, prévisibles ou imprévisibles, de type problématique ou politique, qui favorisent la prise en compte d'un problème, la mise en œuvre de réformes, l'établissement de changements et la mobilisation de soutiens pour un ensemble particulier de politiques (Kingdon 1995, 76, 168 ; Howlett 1998). «Ces fenêtres sont alors des opportunités pour les défenseurs d'une cause ou d'une proposition, qui doivent attendre le développement d'un courant politique dans leur intérêt, pour attirer l'attention sur leur problème ou pour faire avancer les solutions qu'ils favorisent» (Kingdon 1995, 165).

Kingdon définit le processus d'ouverture de ces fenêtres dans une dynamique de «courants» politiques :

“Problems or politics by themselves can structure the governmental agenda. But the probability of an item rising on the decision agenda is dramatically increased if all three streams: problem, policies and politics, are joined. [...] If one of the three elements is missing [...] then the subject place on the decision agenda is fleeting.” (Kingdon 1995, 178).

Et plus exactement dans le couplage ou l'interaction de trois courants :

- l'identification d'un problème survenant et de ses caractéristiques, ainsi que ses solutions, basée sur des indicateurs ou des événements centraux,
- les idées, les propositions et les processus variés qui caractérisent les politiques publiques (comme le système électoral ou législatif),

³⁴ Les crises désastreuses surviennent plus fréquemment dans les sociétés à faible niveau d'institutionnalisation, celles où le domaine politique n'est pas si clair et la conjoncture des conditions mentionnées plus haut est plus probable, ce qui mène plus fréquemment et facilement à des changements de politique nationale.

- et le développement d'une vie politique ou de tendances nationales qui accompagnent un changement d'opinion publique, d'un courant ou d'une communauté politique partageant des intérêts communs influencés par des coalitions ou alliances (Howlett 1998).

Ce couplage de courants indépendants et influencés par des forces différentes, crée un changement de politique des décisions et de la scène politique qui les admet. Il doit être accompagné de périodes critiques de courte durée et de la présence d'«entrepreneurs politiques» dont le rôle est primordial dans ce processus d'influence en faveur des solutions de rechange ou propositions prévues sur les politiques (Kingdon 1995, 179-81). Ces entrepreneurs qui favorisent, à leur avantage et selon leurs intérêts la rencontre d'un problème et d'une solution, prennent souvent la décision finale (entrepreneurs visibles) ou sont plus occupés à chercher des solutions (entrepreneurs invisibles) (Kingdon 1995, 72-73). Les acteurs ou entrepreneurs politiques ne sont dans notre étude que l'élite politique nationale.

Nous pouvons identifier dans le travail de Kingdon quatre types de fenêtres politiques (Howlett 1998, 522 ; Kingdon 1995, 184-90) :

- l'ouverture courante ou prédite, dictée par un événement institutionnel ;
- l'ouverture discrétionnaire après une conduite imprévue d'un acteur politique ;
- l'ouverture résultant d'une fenêtre déjà ouverte ;
- et l'ouverture au hasard après une crise ou un événement inattendu et imprévu.

Conclusion du 1^{er} chapitre

Toutes les données théoriques exposées jusqu'ici démontrent l'inévitabilité de la présence d'une minorité privilégiée qui domine et gouverne toutes sortes de société humaine et en tous temps. Et cela malgré les différentes définitions et explications du concept d'élite

que ces théories proposent et malgré les estimations ou contradictions qui les opposent sur le concept d'élite. L'état, le statut, la circulation et la transformation de cette minorité, ainsi que ses liens internes ou avec les autres groupes des contres élites ou non élites, déterminent le sort des changements sociopolitiques d'une société, parce que l'intégration, la différenciation ou la fragmentation de l'élite sont des états cruciaux pour la stabilité politique ou même pour le dynamisme global et la vitalité de l'ensemble de la société.

Nous avons tenté de réviser tous les éléments nécessaires pour prouver notre hypothèse principale et la soutenir en confirmant que la fragmentation de l'élite l'affaiblie, la rend illégitime, renforce l'instabilité et permet au contre élites de saisir les fenêtres d'opportunité politique ouvertes pour la conquête du pouvoir.

Chapitre II

La Syrie et ses élites

“In an area rocked by explosive politics, Syria is a case study of political instability”

(D. Lerner 1958)

“Even were there is no Syrian people, a Syrian problem would still exist”

(A. Hourani, 1954)

“Integral Syria is like the tunic of Christ”

(R. P. H. Lammens, 1921)³⁵

Une des tendances les plus constantes de l’histoire humaine est de justifier une forme de pouvoir par une théorie rationnelle ou par des croyances super naturelles. La science politique, qui est au service des sociétés humaines, peut justifier que le pouvoir est une «expression libre, spontanée, de la volonté du peuple ou de la majorité des individus» qui composent ces sociétés (Mosca 1939, 6). Tout progrès dans le domaine de cette science sera basé sur l’étude des faits de la société qui se trouvent dans l’histoire des différentes nations. Autrement dit, si la science politique doit être fondée sur l’observation et l’interprétation des faits de la vie politique, nous devons reprendre la méthode de l’ancienne histoire (Mosca 1939, 41).

Les transformations politiques causées par le choc des deux guerres mondiales ont partout été menées par des élites ayant en commun des sentiments nationalistes et guidées par des idéologies et des pensées différentes pour faire prévaloir la modernisation et le

³⁵ Henri Lammens, père jésuite (Belgique, 1862 - Liban, 1937) orientaliste, il préconisait l’unité de la race syrienne dont il s’inspiré. « La Syrie, précis historique », Imprimerie Catholique, Beyrouth, 1921. Cité par Annie Laurent, « Syrie-Liban, les faux frères jumeaux », *Politique Etrangère* (1983), 48 – 3, p. 591 – 600 ; et par Daniel Pipes (1999) « Greater Syria, a history of an ambition », NY : Oxford University Press

développement politique de leurs pays. Mais cette tendance n'a pas évolué de la même manière partout. À l'est comme au sud de la Méditerranée, cette période entre les deux guerres mondiales, a été marquée par de luttes nationalistes menées par des élites dont l'unique but était l'indépendance et l'autonomie de leur pays. Cet objectif commun reporta donc à «l'après indépendance» les débats politiques sur la libéralisation, l'institutionnalisation, la modernisation et le développement.

Un aperçu de l'histoire politique de la Syrie et une revue générale de la période entre 1941 et 1963, nous aident à interpréter les développements de sa vie politique et le rôle joué par son élite dans cette période considérée par Samuel Huntington (1991, 15-18) comme étant la deuxième courte vague de démocratisation et la première vague de «*revers*». Durant cette période, les pays du pourtour méditerranéen (autant de sa partie européenne que ses parties nord-africaine et moyen-orientale) se sont profondément transformés tant dans leurs structures institutionnelles que dans leurs pratiques politiques.

Nous définissons dans ce chapitre les différents types de l'élite et de la contre-élite syrienne, tant dans ses composantes civiles que militaires, leurs formations et transformations, ainsi que les différents aspects de leurs fragmentations. Ces aspects dépendaient des événements et des changements sociopolitiques qui ont eu lieu depuis la déclaration de l'indépendance de la Syrie en 1941 jusqu'à la saisie du pouvoir par le parti Baas en 1963, passant par l'Union entre la Syrie et l'Égypte en 1958. Nous faisons le lien entre cette élite et le processus politique du pays, puis le lien entre l'ouverture des fenêtres d'opportunité politique, suite à des événements locaux ou extérieures, qui permettront aux élites militaire et radicale, guidées par le Baas, de renverser le régime civil traditionnel et s'emparer du pouvoir pour ne plus le lâcher depuis. Une revue rapide de l'identité des élites civiles et militaires du

Tiers monde (ou des pays en voie de développement), de leur fragmentation et leur circulation habituellement révolutionnaire, nous permet de connaître les circonstances qui ont influencé les comportements de l'élite syrienne.

I. Élités du Tiers monde

“There is no context in which the idea of elites has been invoked frequently since the Second World War than in discussions of the problems and prospects of the «developing countries». [...] Therefore, we have an opportunity to study closely those social forces which are creating new elites, as well as the activities of the elites themselves in the attempted transformation of their societies into modern, economically and advanced nations” (Bottomore 1993, 72)

L'effondrement de plusieurs empires européens après la Première Guerre mondiale a permis à certains pays de se partager la dépouille et les restes de l'Empire ottoman, l'«Homme malade» de l'Europe. La décolonisation de ces régions «partagées» n'aura lieu qu'après la fin de la Seconde Guerre mondiale. La majorité de ces pays, ayant gagné leur indépendance, ont subi une instabilité politique et des régimes généralement autoritaires.

Durant les épisodes postcoloniaux, les conflits internes générationnels, culturels et sociaux entre les élites politiques de la plupart des pays du Tiers monde, y compris au Moyen Orient, avaient systématiquement menacé les unions fragiles réalisées durant la lutte contre les forces coloniales. L'intégration et l'unité de ces élites deviendront de plus en plus difficiles à réaliser, en partie à cause de l'introduction de la modernisation et des changements socioéconomiques, la croissance de l'urbanisation et de la participation politique de la population, en plus des modes de circulation fermée et de recrutement très limité et restreint des élites, comme nous l'avons détaillé dans le chapitre précédent.

A. *Élite fragmentée dans une société divisée et instable*

Alors que les objectifs d'une société sont établis par son élite et réalisés sous ses directives, les traits de cette société, pacifiste ou militariste, juste ou injuste, sont déterminés par les caractéristiques de l'élite. Le caractère et les orientations de la société, quelle que soit son idéologie et son mode d'organisation, s'expliquent par la composition, la structure et les conflits de son élite, tant au pouvoir que dans l'opposition (Prewitt & Stone 1973, 228-37). La stabilité des sociétés dépend aussi, comme expliqué au chapitre précédent, de la légitimité de ses élites, du degré de leur représentativité et de leur capacité à garder le pouvoir. Cette capacité, légitime et représentative, est affaiblie chez l'élite traditionnelle à cause des mutations socioéconomiques et de l'expansion sociale et démographique des sociétés modernes. Ces évolutions divisent de plus en plus les membres de l'élite, affectés différemment par les changements intervenus dans leur composition traditionnelle :

“With the greatly expanded size and complexity of society, opportunities for personal exchange and contact among members of the elites have lessened”.
 “Social and geographical distance increasingly separate elites from the public and often from each other” (Keller 1963, 147).

Les fragmentations des élites dans la plupart des pays du Tiers-monde sont considérées comme source principale de l'instabilité politique qui affaiblit la légitimité et la représentativité du groupe jusqu'alors dominant. Inversement, il apparaît que l'instabilité politique est presque inexistante dans les sociétés où l'élite est unifiée :

“A unified elite governs more effectively and more stably than a disunified elite” (Putnam 1976, 124)

Cette conclusion est soutenue par Higley et Burton (2006) qui constatent, dans les pays du Moyen Orient ayant accédé à l'indépendance après la Seconde Guerre mondiale, des régimes politiques instables dirigés par des élites fragmentées qui, à la suite d'expériences

représentatives souvent pluralistes, se sont transformés en systèmes autoritaires. Ces chercheurs voient en cette fragmentation un héritage de la colonisation qui a «divisé pour régner». Par ailleurs, les ruptures dans les expériences démocratiques représentatives seraient le fruit de luttes sans fin entre les membres d'une élite fragmentée (Higley & Burton 2006, 48- 50). Ce type de développement politique en Syrie et ailleurs, a certainement affaibli les institutions, multiplié les exigences politiques et accru, à la veille des indépendances, la fragmentation de l'élite traditionnelle des classes gouvernantes.

La recomposition des échelles sociales dans les pays du Moyen Orient, l'inégalité sociale, la prédominance des intérêts personnels de l'élite dominante du pouvoir sont parmi les principaux résultats des transformations de la vie économique et sociale après la Seconde Guerre mondiale, ce qui a produit une élite intéressée à contrôler davantage la société et protéger ses propres intérêts, plutôt que d'assurer une participation plus large de la population à la vie publique :

“Contemporary Middle East elites have been primarily bureaucrats and technicians instead of politicians, occupied with the allocation of outputs rather than with demands and inputs, with power flowing downhill rather than uphill. They have attempted to control rather than to generate participation, in a system where exaggerated demands can be destabilizing... Their power comes from their control of the state, from above rather than below, and even when elected, they present themselves as agents at court, as intercessors and intermediaries rather than as mandatories and monitors” (Zartman 1980, 3).

B. *Élite dictatoriale: les militaires*

Même si les études empiriques sur les groupes sociaux dominantes au Moyen Orient sont imparfaites et rares, la littérature montre que ces élites ne sont pas différentes de celles des pays développés, et que les éléments de base, déjà détaillés dans le premier chapitre : l'origine, la force, la fortune et les compétences, sont presque les mêmes. «L'origine -parenté ou lignage- reste pourtant la caractéristique la plus importante pour identifier les élites moyen-

orientales. Ces élites trouvaient pourtant de plus en plus nécessaire d'acquérir objectivement certaines compétences pour maintenir leur statut et pouvoir relever les menaces posées des non-élites» (Tachau 1975, 17). Les sources de la fortune, comme facteur identifiant l'élite, se sont transformées depuis la féodalité en passant par l'industrie, le commerce et les investissements. La force reste cependant un facteur commun à presque toutes les élites des pays en voie de développement. La fréquence avec laquelle la force militaire se transforme en pouvoir politique témoigne du rôle important des militaires dans la vie politique des sociétés arabes et moyenne orientales après la Seconde Guerre mondiale:

“Military intervention in politics had become commonplace in many Arab states, actually with a much higher frequency than in most Third World countries during the 1950s and 1960s” (Picard 1988, 117).

Les élites militaires, un bon exemple de la fusion entre groupes traditionnels et modernes dans les sociétés du Moyen-Orient, font partie des groupes sociopolitiques généralement dominants dans ces sociétés. Leur origine, grands officiers issus de familles de la classe moyenne, explique l'extension de leur engagement dans la vie politique où elles se limitaient auparavant à jouer un rôle d'intermédiaires (Weinbaum 1980, 185). Souvent en coalition avec les classes moyennes laïques et urbaines, l'élite militaire devient au cœur de la plupart des régimes politiques de la région (Kimmerling 1999, 61).

“They have traditionally played a prominent role in the Middle East. [...] Because of its heavily reliance on hierarchy, discipline, and rationality, the army is capable of adjusting to the demands of modernization more easily than many other social institutions” (Tachau 1975, 17-18).

L'armée de Kamal Atatürk en Turquie, a ainsi été le modèle et la source d'inspiration de presque toutes les élites militaires syriennes. Cette institution privilégiée était *«la suprême pensée de tous ceux que l'avenir de l'État inquiète»*. «Les forces armées turques se sont décidées à rester en dehors de la politique», mais quoique rentrés dans leurs casernes, leurs

commandements «s'intéressent toujours aux problèmes de la Nation et aux événements politiques» (Vernier 1966, 34).

C. *Circulation révolutionnaire des élites*

Le grand écart entre l'élite et la population est une des particularités des élites du Moyen Orient. L'élite traditionnelle jadis intermédiaire entre le peuple et les autorités gouvernantes, empêchait souvent l'accès à ses rangs à de nouveaux membres qui auraient pu menacer leur pouvoir. Dans une pareille circulation de l'élite, très limitée ou presque fermée, selon les termes de la théorie de Pareto, l'élite traditionnelle a été fortement exposée à échouer ou disparaître. L'élite militaire devenait alors l'outil le plus convenable pour exprimer les besoins des défavorisés privés de tout pouvoir, ou pour faciliter la montée sociale des moins privilégiés et leur participation à la vie politique. Quant aux radicaux moyen-orientaux inspirés par les mouvements communistes et les idéologies socialistes et fascistes de l'occident d'entre les deux guerres, ils concentraient leurs efforts sur la saisie du pouvoir à tout prix et sans scrupules. L'élite radicale gagnait sa popularité en semant le doute, exploitant constamment des causes de révolte, organisant des démonstrations et tenant les gouvernants toujours responsables de tout échec dans la politique interne ou externe. Elle incitait sans cesse les populations à se révolter contre les anciennes élites, mettant en doute le patriotisme et l'honnêteté de cette dernière, afin de renverser les régimes au pouvoir (Haddad 1971, 36). Plus de 28 coups d'État ont eu lieu dans les pays arabes entre 1949 et 1964, dont 17 ont réussi à renverser le pouvoir en place (Be'eri 1982, 70). La Syrie compte à elle seule sept de ces putschs.

En reprenant les données théoriques présentées au premier chapitre, il paraît clairement que les théories de l'envergure et la mode de circulation de l'élite, de son mode de

recrutement et ses transformations, sont applicables aux élites des pays en voie de développement. Cette circulation, fréquemment restreinte, fermée et de type révolutionnaire, est due, comme l'expliquait Pareto, au retard, au ralentissement ou à la limite de la rentrée des meilleurs éléments de la société dans les rangs des élites. Le recrutement et les transformations se basaient cependant, habituellement, sur les liens et les rapports personnels, de famille, de loyauté ou de fidélité et s'effectuaient par des recommandations personnelles, par cooptation ou nomination et non par la sélection et les procédures basées sur la compétition et les compétences politiques ou selon des procédures institutionnelles modernes.

II. L'élite politique syrienne

Dès le début du XXe siècle, la Syrie, comme la plupart des pays arabes, comptait une «classe élite» de propriétaires fonciers (certains pouvant posséder plusieurs dizaines de villages et plusieurs milliers d'hectares de terrain). Les intérêts de cette classe, la plus riche et la plus influente, étaient attachés à la production agricole qui leur permettait de dominer les marchés internes et ceux de l'exportation. Les membres de cette classe se consacraient aux activités et organisations politiques et sociales nécessaires pour être admis dans un monde moderne qui protège leurs intérêts et pour faciliter et garantir les intérêts des forces impériales (Hourani 1991, 325). Les membres de cette classe élite n'étaient pas seulement les plus prestigieux socialement ou les plus influents, mais ils étaient aussi politiquement les plus instruits, actifs et conscients. Ils se sont engagés dans le développement du mouvement nationaliste arabe dès ses débuts. Ils ne s'occupaient pas directement de la récolte agricole car

ils préféraient garder et maintenir une forme de suzeraineté en confiant leurs terrains à des paysans et leurs familles, et vivre eux-mêmes dans les grandes villes, principalement Damas, Alep, Homs et Hama, où ils formaient une aristocratie au service des gouvernants. La société paysanne était pour eux, socialement arriérée et politiquement dormante. Ils ne préconisaient pas sa participation à la vie politique ni à la prise de décisions majeures.

Avec la «mission civilisatrice» du mandat français, qui devait en principe servir les intérêts des colonisateurs, il était essentiel que les occupants et les communautés coloniales légitiment leurs autorités. « Les propriétaires fonciers et les négociants indigènes avaient besoin, de leur part, de dominer l'appareil de l'État pour protéger leurs intérêts ; et les jeunes instruits parmi eux souhaitaient devenir fonctionnaires» (Hourani 1993, 428-33). Le leadership urbain des notables et propriétaires fonciers restait, par ailleurs, toujours acceptable et bien reçu par le peuple comme source d'influence politique :

“Within the city, the political and social influence of local leaders was rooted in some cases in ancient status. [...] In the last decades of Ottoman rule, landowning and office-holding augmented and gradually supplanted older bases of influence. The advent of French rule in Syria did not fundamentally change the behavior patterns of urban leaders or the fundamental character of political life” (Khoury 1987, 7-11).

A. *Les différents types d'élite syrienne*

Les élites syriennes de 1941 à 1963 ont appartenu à trois types: traditionnel, contre-élite radicale et militaire.

1. L'élite traditionnelle : Le premier type d'élite syrienne est considéré traditionnel par son ancienneté, son conservatisme, sa formation et sa composition qui ne diffère pas du type de l'élite traditionnelle connue en occident jusqu'avant la Deuxième Guerre mondiale, que nous avons décrite dans le premier chapitre comme étant une classe privilégiée de notables influents, possédant la fortune et le pouvoir et jouissant d'une certaine supériorité et statut

privilegié. Cette élite n'est que la continuité des notables et propriétaires fonciers qui dominaient sous les empereurs ottomans et qui, avec leurs descendants, continuaient à exercer leur domination et à avoir la même influence politique et sociale sur la vie publique en Syrie sous le mandat français :

“The traditional Syrian political elite, or the segment of the Syrian populace which had the potential to exercise political and economic influence in Syria until the 1960s and which dominated the political system until the mid-1950s, can be usefully characterized in several ways. It was a male dominated, largely Sunni-Muslim, well educated and usually wealthy elite” (Van Dusen 1975, 122)

Le Bloc National³⁶, est le premier regroupement officialisé de membres de grandes familles urbaines de classes sociales identiques³⁷, dont la fidélité n'allait pas simplement à la personne des leaders mais au nationalisme arabe. L'uniformité et l'homogénéité de leur classe sociale et de leur formation, ont permis aux dirigeants de ce regroupement de s'imposer avec succès comme «élite naturelle». Leur pouvoir provenait des rapports et liens personnels entre les membres du Bloc issus de couches sociales identiques. Ce regroupement ne peut être considéré comme un parti unifié, mais une simple alliance active d'individus et d'intérêts. Ces nationalistes étaient des libéraux dans le sens traditionnel occidental du terme, qui croyaient au système parlementaire comme moyen d'expression libre pouvant servir leurs objectifs de

³⁶ “Al-Kutlah Al-Wataniah” / Le Bloc National fut créé en octobre 1927 à Beyrouth par une dizaine de membres de l'élite syrienne «en exil» pour organiser la lutte nationale contre le mandat français. Ses dirigeants qui occupaient les postes administratifs les plus importants, menaient les négociations avec l'autorité mandataire française. Suite au pardon français en 1928, ces dirigeants, de retour à Damas, ont élargi l'adhésion au parti qui devenait en 1930 un nom courant parmi les plus connus au pays. En 1932 le Bloc se présentait comme une organisation politique pour la défense de l'unité totale et l'intégration complète du territoire syrien et de son indépendance. Cette indépendance devait, pour eux, devancer toute structuration sociale ou économique.

³⁷ “Over 90% of the Bloc chiefs were Sunnis and all were permanent of the interior towns; nearly 50% came from Damascus, over 30% from Aleppo and the remaining 20% were divided almost equally between Homs and Hama. The class origins of the Bloc reveal that nearly two-thirds of its leaders belonged either to the landowning-bureaucratic or the landowning –scholarly segment of Syria's traditional upper class” (Khoury 1987, 250). Tous les leaders du Bloc étaient instruits et éduqués. La structure de l'âge de ses membres contribue à son homogénéité.

lutte contre les occupants étrangers. Le nationalisme pour eux était associé à l'indépendance et aux libertés :

“Meanwhile, the National Bloc never became more than a loosely coalition of landlords, merchants, and middle-class professionals bent on redressing class grievances with the French Mandate in short term, and ultimately on guaranteeing that their organization stood at the summit of power and authority in Syria when France relinquished control over the country” (Khoury 1987, 267-68)

La victoire des nationalistes aux élections de 1928, permet au Bloc d'élargir sa base politique et de développer une ligne pacifique de négociation avec les Français, en évitant les confrontations et les protestations agressives. Sans soutenir une idéologie ni proposer de programme social ou économique, l'élite du Bloc, impressionnée par les principes occidentaux d'expression démocratique, participait aux élections parlementaires sous le Mandat et l'emportait en grande majorité. Elle conservait un certain élan, menait les négociations et concluait avec les mandataires français les ententes qui ont abouti à l'accord de 1936³⁸ et la déclaration de l'indépendance en 1941.

Il était normal que cette élite défende ses intérêts et contribue au renforcement de la loyauté à ses classes et à ses familles. Mais la structuration urbaine de cette élite nationale ne comblait plus, avec le temps, les besoins des habitants des villes dont le nombre augmentait jour après jour à cause d'une migration rurale grandissante vers les grandes villes, motivée par la recherche d'une meilleure qualité de vie, de chances de travail et de meilleures opportunités d'éducation dans les trop peu nombreux centres industriels, de services et d'emplois. L'élite traditionnelle sera menacée par les changements caractéristiques dus à la concentration des

³⁸ Accord Viénot, signé en décembre 1936 à Paris par des représentants du Bloc National et du gouvernement français du Front populaire. Ce traité (d'indépendance de la Syrie dans un délai de cinq ans) sera ratifié par le parlement syrien à l'unanimité, mais ne passera pas devant le parlement français.

nouveaux arrivants dans des quartiers défavorisés des grandes villes. Cela explique l'échec de cette élite à persuader la masse qu'elle est toujours la protectrice de ses intérêts.

Au printemps 1947, l'élite du Bloc, qui a assuré l'indépendance par des négociations dures, sans recours à la force qui aurait pu aggraver la situation, se présentait aux premières élections après l'indépendance sous deux différentes bannières de partis rivaux : le parti National et le parti du Peuple. Le parti National anti-hachémite³⁹, proche de l'Arabie Saoudite et de l'Égypte, regroupait l'élite des notables de Damas, partisans de Qouatli⁴⁰, président de la République depuis 1943. Ses membres étaient affiliés par des liens de parenté ou de voisinage, plutôt que par des causes politiques communes. Le parti du Peuple quant à lui, se formait de l'élite des notables d'Alep et de Homs favorables à l'unité du Croissant fertile⁴¹ avec l'Irak et la Jordanie autour du trône hachémite qui s'opposait aux tendances pro saoudiennes de Qouatli. Il représentait les intérêts économiques du Nord et du Centre syriens, et contestait le gouvernement des politiciens à Damas (Seale 1986, 28-29). La confrontation,

³⁹ Les Hachémites (en arabe Bani-Hachém) famille arabe de la tribu de Qourayche, descendants du Prophète. Ils ont été longtemps les gardiens de La Mecque, jusqu'à sa conquête en 1925 par Ibn Saoud avec le soutien des Britanniques. Durant la Première Guerre mondiale, la France et la Grande Bretagne entretenaient des négociations avec Hussein Bin Ali, le Chérif de La Mecque, qui déclencha une révolte contre les Ottomans en 1916. Son fils Faysal devient Roi de la Syrie en 1920 avant l'arrivée des troupes françaises, puis Roi de l'Irak de 1921 à 1933, suite à un accord avec les Britanniques. Un autre fils, Abdullah fut le Roi de la Transjordanie en 1921. Les Hachémites gardent le royaume de la Jordanie à nos jours.

⁴⁰ Chukri Al Qouatli (1891-1967), membre d'une famille de grande renommée de Damas, il a été engagé dans des activités de protestation contre les Ottomans et puis au début du Mandat français. Il fut arrêté à plusieurs reprises. Il débuta sa vie politique au sein du Bloc National en 1930 (organisation opposée au Mandat) qui l'aida plus tard à devenir président de la République en 1943 et jusqu'en 1949. Il fut exilé plusieurs fois (1920, 1927, 1949) et participa à la révolution syrienne entre 1925 et 1927. Il présidera en 1955 le parti National qui le mènera à nouveau à la présidence de la République, jusqu'en 1958 quand il signera l'accord de l'Union avec l'Égypte et livrera la présidence à Nasser. Qouatli était connu par ses liens très serrés avec la monarchie de Al-Saoud en Arabie Saoudite.

⁴¹ Le Croissant fertile est une entité géographique du Moyen-Orient, d'un intérêt historique important, qui comprenait des territoires de la Syrie, du Liban, Jordanie, Palestine, l'Irak et l'Iran. Il s'étend, au centre de l'Orient, en fer à cheval autour du désert de *Bilad Al-Cham* et en arche liant l'Égypte à l'Iran. Il n'a pas de véritable unité naturelle. Son nom est le symbole de la richesse de ce territoire suffisamment arrosé par trois rivières.

les accusations et la guerre de propagande entre ces deux partis continueront tout au long de la première décennie de l'indépendance :

“It was part of the continuing irony of Syrian politics in the years before the union with Egypt that the National and the People’s Parties, the two traditional groups which had sprung from the National Bloc and which shared a common interest in the maintenance of the old order, should yet have remained locked in the battle to the end, to the sole advantage of the radical forces by which they were both threatened” (Seale 1986, 96)

Une autre catégorie du type d'élite traditionnelle, aussi importante à l'époque du Mandat, se composait de gens ayant reçu une éducation «à l'européenne». La scolarisation était réservée à qui pouvait la payer⁴². Les jeunes de familles riches et aisées étaient seuls à fréquenter les établissements secondaires modernes des missions religieuses ou culturelles européennes ou à étudier à l'Université Américaine de Beyrouth (AUB) ou en France. Étudier dans un institut étranger entraînait un déplacement social et psychologique majeur pour ces jeunes exposés à des méthodes nouvelles et devant s'engager dans des langues étrangères à leurs sociétés. Les diplômés auront ainsi un certain rôle important, éducatif et organisateur, à accomplir dans leurs sociétés en voie de développement et de changements continus (Hourani 1991, 326-27). Les composants des autres classes, sauf les paysans, se trouvaient dans les écoles militaires, la gendarmerie et la fonction publique, un abri qui leur évitait la pauvreté et le manque d'éducation. La situation changera après l'indépendance et l'expansion des établissements éducatifs nationaux partout dans les villes et villages conduira à la création d'une couche moyenne éduquée qui allait chercher sans cesse un rôle à jouer dans la vie

⁴² “Schooling in this period was still mainly confined to those who could afford it, or possessed some other advantage; even within that group, it may still be limited by the reluctance of society to send its boys (and even more its girls) to schools which would alienate them from their families and traditions, or the reluctance of the foreign rulers to educate a class which could not be absorbed into government service and might therefore go into opposition” (Hourani 1991, 326)

publique. Hinnebusch (2001) estime que cette nouvelle couche menacera plus tard l'élite du régime au pouvoir :

“Had the old order retained its legitimacy, it could, arguably, have incorporated the wider potential social base being created by such change. Ironically, however, this one major progressive act of the ancient regime would create the educated middle strata that would bring the regime down” (Hinnebusch 2001, 25).

Cette situation confirme la conclusion de Keller (1963) voulant que l'éducation, indispensable à ceux qui veulent accéder à l'élite, crée des opportunités pour ces nouvelles classes aspirant jouer un rôle dans le pays et qui seront à la base des nouveaux conflits⁴³ (Keller 1963, 121-23). L'éducation, civile ou militaire, avait ainsi créé en Syrie une nouvelle catégorie d'élite, issue de classes moyennes et ralliant des fils de paysans, qui contribuera à de nouvelles attributions sociales, économiques et politiques. Cette classe de formation et d'origine différentes de celles de la classe gouvernante, sera à la base des conflits sur la modernisation et le développement du pays, avec d'une part entre l'élite nationaliste traditionnelle et d'autre part les «contre-elites» nationalistes modernes, pour assurer une certaine alternance au pouvoir politique :

“If independence after World War I or II created the revolution in political structures, education has created the sudden changes and opportunities in social promotion, permitting new roles, creating new classes, providing the basis for new struggles for succession and policy direction” (Zartman 1980, 3).

L'élite traditionnelle de notables qui a survécu aux Ottomans et aux Français, comme intermédiaire entre le peuple et les autorités, s'est ainsi retrouvée, une fois dans l'exercice direct du pouvoir, affaiblie et prête à céder ce pouvoir, tantôt aux militaires, tantôt à de

⁴³ “[...] elites educated in Western terms often disagree violently with older, traditional elites about the process of industrialization, strong central government, the development of science, and universal education. Somewhat similar conflicts characterized the history of Western world during its emergence from feudalism, but without the complication of colonialism” (Keller 1963, 121).

nouvelles contre-élites, dès lors qu'elle n'était plus en mesure de prétendre l'exclusivité ni le privilège dans la défense du pays.

2. *Les contre-élites* : Une classe «élite» plus organisée, professionnelle et idéologique émergeait et menaçait le monopole de l'élite traditionnelle. Cette nouvelle «contre-élite» montante et radicale était sympathique à des réformes économiques et sociales majeures, qui auparavant étaient longtemps ignorées. En rupture avec l'élite traditionnelle, elle adoptait des nouvelles stratégies souvent révolutionnaires pour atteindre ses objectifs.

Un grand nombre de commerçants syriens a profité, durant et après l'occupation française, de ses liens avec des établissements étrangers, dans les échanges commerciaux, pour accumuler des gros gains, ce qui l'aidait à consolider ses positions et à influencer les politiques économiques du pays. Ces commerçants «capitalistes» ont formé, avec la petite bourgeoisie féodale (fils des grands féodaux), une nouvelle bourgeoisie moyenne, appelée la «bourgeoisie nationale», sans avoir vraiment un plan de caractère national (Zakarya 1997, 254). Cette nouvelle petite bourgeoisie, dont les membres entretenaient souvent des relations d'affaires ou d'intérêts communs avec l'élite traditionnelle au pouvoir, n'était pas une classe homogène avec des tendances claires et n'avait pas d'intérêt commun clairement identifié. Elle voulait protéger et défendre les groupes qu'elle représentait, mais aussi se ménager un accès au pouvoir politique et économique du pays pour pouvoir défendre leurs intérêts et non pas particulièrement ceux du pays.

L'élite traditionnelle a été déstabilisée autant par les transformations économiques et sociales, que par la montée de cette nouvelle contre-élite de classe moyenne et celle d'une nouvelle génération éduquée et moderne. «Cette déstabilisation fait émerger de nouvelles catégories d'élites au cœur des anciennes et encourage un renouvellement social qui se

poursuit en faveur des catégories d'origine rurale, souvent minoritaires, qui réussissent leur ascension sociale dans l'armée et les partis politiques récemment créés» (Méouchy 2002, 27).

Plusieurs partis radicaux ont émergé de la classe moyenne sous le Mandat français, influencés par les régimes totalitaires (Italie, Allemagne) et inspirés par le modèle fasciste européen de l'après guerre, pour lutter contre l'oligarchie des notables qui monopolisait tous les secteurs de la vie économique et politique. Avec le parti Baas (que nous traiterons dans la section suivante), nous citons le parti Syrien Nationaliste Social (PSNS)⁴⁴, le parti Communiste⁴⁵, les Frères Musulmans⁴⁶ et le parti Socialiste Arabe⁴⁷. Les élites de ces mouvements ont profité de la tolérance de l'élite traditionnelle et des libertés constitutionnelles pour attaquer les régimes libéraux et démocratiques au pouvoir⁴⁸. Ces élites avaient des méthodes opportunistes et opéraient selon des tactiques de changement d'attitudes politiques.

⁴⁴ Le PSNS, fondé en 1932 par l'orthodoxe libanais Antoun Saadé, inspiré par le fascisme européen et attiré par les régimes totalitaires en Italie et en Allemagne, était ancré surtout dans les milieux petit-bourgeois et visait l'Unité de la Grande Syrie géographique (du Taurus / Turquie à Suez / Égypte et de Chypre au Golf Persique) comme revendication essentielle.

⁴⁵ Le parti Communiste, fondé en 1920 et dirigé par Khaled Bakdache, jeune étudiant kurde, a pu influencer, depuis 1932, avec les idéologies communistes Soviétiques, un petit nombre d'ouvriers et d'intellectuels.

⁴⁶ Les Frères Musulmans (organisé en Égypte en 1928 et puis en Syrie vers 1944), contrairement aux formations inspirées par des idéologies occidentales, dépendaient uniquement du retour à «la pureté mythique des racines de l'Islam» par l'application littérale de la Shari'a. Ils n'appuyaient aucun des régimes politiques ni aucun coup d'État ou acte militaire.

⁴⁷ Akram Hourani, fils d'une famille féodale de Hama au centre de la Syrie, membre de l'élite des propriétaires fonciers, il était bien implanté localement dans sa région et bénéficie de très fortes relations avec le corps militaire syrien. Il se présentait comme défenseur des paysans contre le monopole des féodaux. Il présidait en 1938 le «parti des Jeunes» à Hama qui devint en 1945 le «parti Arabe Socialiste». Il a pu rassembler des milliers de partisans et sympathisants. Il termina par s'associer en 1953 au parti Baas.

⁴⁸ Ces contre-élites progressistes préféraient ne pas hausser le ton quand les militaires sont au pouvoir. Ils choisissaient le chemin de la fuite en dehors du pays et attendaient la chute du régime militaire pour revenir à leurs bases. Haddad (1971) donne l'exemple de Aflaq, fondateur du Baas qui a pris la fuite plusieurs fois évitant toute confrontation avec les militaires : avec Zaïm 1949, Chechakli en 1952, durant la RAU entre 1959 et 61 et puis en 1962 après la cessation de l'union. Pourtant le parti Baas n'a pu accéder au pouvoir qu'avec l'aide des militaires et non par le consentement de la population (Haddad 1971, 27).

3. *Le parti Baas* : Michel Aflaq et Salah Bitar, deux instituteurs de l'école secondaire principale de Damas⁴⁹, rassemblaient leurs étudiants pour parler de l'arabisme, de l'humiliation de la colonisation et de la corruption des élites au pouvoir :

«Aux jeunes qui l'entourent, Michel Aflaq explique que le peuple arabe humilié n'a pas renoncé. Il a simplement compris que la lutte serait plus longue et plus dure que prévu. Il lui faudra non seulement se libérer de l'occupation étrangère, mais aussi bâtir un État solide qui le rende apte à tenir sa place dans le monde moderne. Et cela ne se fera pas sans bouleverser nombre de structures et d'habitudes qui régissent la société arabe. Ces changements en profondeur ne pourront être que l'œuvre d'une génération nouvelle qui n'aura en vue que le bien de la Nation et non pas, comme la bourgeoisie actuelle, la défense de ses propres intérêts» (Guingamp 1996, 41)

Battus aux élections de 1932, les deux professeurs organisent avec l'opposition nationale des manifestations contre les Français. Ils quittent leur poste pour se consacrer à la politique et participent aux élections de 1943 pour élargir leur base de partisans. Ces élections encore perdues, n'étaient pour les deux professeurs, candidats indépendants, qu'une nouvelle occasion d'«élargir leur audience», de faire parler de leur campagne basée sur les notions d'arabisme, d'unité et de socialisme et de présenter la nouvelle formation progressiste nommée le «Baas», comme l'héritière de l'élan nationaliste et démarquée des autres mouvements et forces politiques (Guingamp 1996, 46). Les fondateurs de ce mouvement émergent, qui sentent n'avoir rien en commun avec les partis politiques existants sur la scène syrienne et arabe, lancent en juillet 1943 leur manifeste, signé «Al-Baas Al-Arabi»⁵⁰, pour inciter la jeunesse arabe à suivre leur idéologie qui nécessitait «une nouvelle génération arabe consciente, organisée et militante, ayant foi dans la mission de la Nation» :

⁴⁹ Membres de familles de la classe moyenne damascène, Michel Aflaq, grec orthodoxe et Salah Bitar, musulman sunnite, dès leur retour au pays en 1932, après avoir accompli leurs études à la Sorbonne, s'intéressaient à la politique nationale et la lutte contre l'occupant de leur pays. Leur parti s'appelait au départ : «la Renaissance Arabe».

⁵⁰ Ce parti qui s'annonçait socialiste et révolutionnaire, voyait comme objectif prioritaire l'Union universelle arabe sur une base laïque pure et dure, et luttait violemment contre le Croissant Fertile et les politiques pro-iraquiennes ou pro-occidentales.

«Nous nous présentons à ces élections non pas au nom d'un certain groupe, ni d'une certaine ville. Nous ne recherchons pas de bénéfices proches, et n'avons pas de buts politiques immédiats. Nous avançons au nom d'une philosophie nationaliste que nous envisageons comme une expression fidèle de la vie arabe dans sa vérité éternelle. ... Nous représentons l'histoire arabe vivante, contre l'idéologie réactionnaire morte et le progrès artificiel. ... Nous représentons *al-risala* (le message/mission) arabe, contre le métier de la politique. Nous représentons la nouvelle génération arabe» (M. Aflaq 1943 – Said 2004, 44)⁵¹.

Ainsi le nouveau parti Baas devient le représentant de cette génération. Ce parti émergent qui comptait dans ses rangs des intellectuels, des étudiants et des professeurs, jouera le rôle de précurseur, un rôle important dans la mobilisation des forces populaires en 1945-46. Les étudiants, devenant professeurs à leur tour, reprenaient le flambeau de la lutte contre «le régime malade suspect et corrompu» et «la dictature croissante de la bourgeoisie dirigeante», car «la lutte pour l'indépendance de la Syrie ayant atteint son but, la lutte pour le pouvoir commence, âpre et sans compromission, entre les formations politiques» (Guingamp 1996, 51). Les dernières années du Mandat français (1943-1946) peuvent être considérées la période cruciale d'organisation et de lancement du Baas sur la scène politique publique. Une période de transition vers l'indépendance qui lui a permis de critiquer la performance du gouvernement des nationalistes traditionnels du Bloc et du système parlementaire qui ne fonctionnait que dans l'intérêt de l'élite féodale et des hommes d'affaires au pouvoir :

« Le parlement fut soumis à l'appareil gouvernementale dès son premier jour de fonction. Il s'est trouvé dans l'incapacité de pratiquer ses droits constitutionnels, c'est-à-dire de contrôler et renverser le gouvernement »
 «Ces trois dernières années furent largement suffisantes pour que ce gouvernement montre qu'il ne possède pas la moindre caractéristique d'un pouvoir constitutionnel. C'est le gouvernement de quelques personnes, qui jouent à des joutes politiques dangereuses» (S. Bitar, 1945 – Said 2004, 46)⁵².

⁵¹ Extrait du communiqué électoral de M. Aflaq. Cité par Iva Said, 2004. «Approche comparative des discours de Michel Aflaq et de Saddam Hussein», mémoire de recherche, Université Lumière Lyon 2. p. 44
http://doc-iep.univ-lyon2.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/DEASPMRR/said_i/pdf/said_i.pdf

⁵² Communiqué / brochure de Salah Bitar, co-fondateur du Baas, distribué en 1945, critiquant le gouvernement, le parlement et la personnalité du président Qouatli. Cité par Iva Said, 2004. « Approche comparative des discours de Michel Aflaq et de Saddam Hussein », mémoire de recherche, Université Lumière Lyon 2. p. 46

Aux élections de 1947, le Baas et la nouvelle contre-élite radicale formée des communistes, des nationalistes syriens et d'indépendantistes qui n'ont pu faire élire leurs candidats, joignaient leurs efforts au parti du Peuple pour former une opposition parlementaire apte à faire face au parti National. Ce dernier maintenait sa domination malgré une majorité d'élus indépendants issus de la nouvelle petite bourgeoisie. La défaite de 1948 en Palestine ajouta des enjeux externes aux problèmes internes, ce qui a permis à l'élite du Baas d'influencer les militaires, d'agiter la population contre l'élite traditionnelle et de «montrer sa façade révolutionnaire» en menant des démonstrations de force et des grèves condamnant les responsables de cette défaite et attaquant l'élite au pouvoir incapable à ses yeux de sauvegarder le pays, principalement en raison de leurs conflits d'intérêts (Seale 1986, 30-33). En 1951, le Baas protestait contre les interventions extérieures en politique syrienne. L'élite du parti du Peuple au pouvoir, et celle du parti National en opposition, étaient plutôt persuadées qu'une alliance avec le camp occidental renforcerait le pays en cas de menace extérieure, et qu'il serait préférable de joindre ce camp volontairement plutôt que d'être obligé de le faire plus tard (Seale 1986, 109). En 1953 le Baas fusionne avec le parti Arabe Socialiste de Hourani⁵³, formant le parti «Baas Arabe Socialiste». Il se joint à l'élite militaire pour exprimer son objection au régime dictatorial de Chechakli⁵⁴. La rupture entre le dictateur et ses alliés a été un point tournant pour Hourani qui jouait un rôle crucial dans les

http://doc-iep.univ-lyon2.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/DEASPMRR/said_i/pdf/said_i.pdf

⁵³ Akram Hourani membre de l'élite des propriétaires fonciers de Hama, bien impliqué localement dans sa région et jouissant de très fortes relations avec le corps militaire syrien, il fondait en 1945 le Parti Socialiste Arabe.

⁵⁴ Colonel Chechakli, auteur du troisième coup d'État en 1949, inspiré par Hourani (détails plus tard – p.71).

événements⁵⁵. Les chefs du Baas prirent la fuite à Beyrouth où ils formeront une opposition farouche et ne retournèrent au pays qu'après la chute de Chechakli.

Le Baas, soutenu par Hourani, «assure son ascension dans une société fragmentée par d'intenses conflits communautaires, de classes et entre urbains et ruraux ; société enfermée dans une lutte nationaliste avec des forces extérieures puissantes, et gouvernée par une oligarchie traditionnelle qui manquait de légitimité» (Hinnebusch 1988, 43).

4. *Montée de l'élite militaire* : L'armée syrienne, existant déjà avant l'indépendance, avait été formée par les Français qui recrutèrent les troupes spéciales⁵⁶ de préférence dans les communautés des minorités religieuses et ethniques (Druzes, Alaouites, Kurdes, Arméniens et Turcomanes) dont ils attendaient une loyauté nationale (arabisme ou syrianisme) faible, évitant ainsi les musulmans sunnites à forte sympathie et tendance nationaliste (Picard 1988, 134). Cette politique de distinction⁵⁷, privilégiant les minorités confessionnelles a contribué à l'instabilité du pays tout au long du mandat :

“Contributing to this instability were the specific French policy in Syria which inflamed traditional sectarian conflict by distinctly favoring religious minorities and by promoting a series of administratively isolated minority enclaves” (Khoury 1987, 5).

Le courant d'engagement et de reconnaissance dans l'armée et la gendarmerie, créées par les Français, se poursuit après l'indépendance chez les membres des régions pauvres, surtout les Alaouites et les Druzes. La nature et les caractéristiques des officiers ont aidé l'armée syrienne, comprenant des individus de toutes convictions sociale, religieuse, régionale et nationale à jouer un rôle essentiel dans la vie publique depuis 1949 et surtout dans la

⁵⁵ Hourani, profitant de ses liens très forts avec les militaires et les paysans, avait soutenu les trois coups d'État qui ont eu lieu en 1949. Il incitait à nouveau, des officiers à renverser le régime de Chechakli que lui-même avait soutenu et à qui il s'était adjoint.

⁵⁶ Appelées «les troupes supplétives», une armée (autochtone) proprement syrienne.

⁵⁷ Les nationalistes considéraient cette politique destinée à camoufler et à cacher le fait de l'occupation derrière le paravent d'une armée autochtone (Chabry 1987, 159)

réalisation de l'Union avec l'Égypte en 1958⁵⁸. Cette armée a toujours été le symbole de l'unité nationale. Mais, l'élite militaire syrienne, se comparant à des forces militaires d'ailleurs (en Turquie, Égypte, ...), devient de plus en plus convaincue de la faiblesse de son corps militaire, formé en sa majorité de fils de paysans et de minorités qui trouvaient dans ce service sécurité et prestige, face à la domination de l'élite des notables. Cette faiblesse est due principalement, surtout après la défaite en Palestine en 1948, au manque d'intérêt de la part de l'exécutif gouvernemental envers le développement et l'organisation de cette armée et le manque d'équipements militaires modernes et nécessaires. Élite insatisfaite du leadership traditionnel et bourgeois et du système parlementaire classique, elle trouvait nécessaire de jouer un rôle politique important. Les militaires devaient ainsi nécessairement affronter cette bourgeoisie réactionnaire typique de capitalistes et féodaux, pour pouvoir établir un nouvel ordre dans le pays et moderniser et renforcer l'armée. La montée de cette nouvelle élite militaire est attribuée aussi au développement du système éducatif, surtout dans les villages et où vivaient les classes pauvres (Zakarya 1997, 266-67). La croissance des sentiments nationalistes et le progrès des idées radicales chez les jeunes villageois soutenaient encore cette montée de l'élite militaire. C'est durant leur passage dans les écoles militaires, que les jeunes des classes pauvres ou moyennes «furent exposés à l'influence des partis politiques» (Chabry et Chabry 1987, 160). L'armée, devenue ainsi le cœur d'un débat idéologique sur les réformes économiques, le développement social et les changements politiques, est dorénavant une base dominée par des ruraux radicaux, ce qui indique l'ampleur du conflit générationnel entre l'élite traditionnelle et la nouvelle élite militaire. Le parti Baas, possédant d'importantes

⁵⁸ Les officiers et l'élite militaire syrienne ont poussé le gouvernement civil vers cette union qui était considérée la solution unique et idéale pour mettre fin aux bouleversements que vivait le pays en 1956 et 57 et établir un nouvel ordre politique dans le pays et éliminer l'ancienne élite féodale et traditionnelle.

ramifications dans les écoles tant civiles que militaires, devient alors un outil d'homogénéité au service des minorités ethnico religieuses qui contrôlaient déjà le corps militaire :

«L'ambivalence fondamentale de l'idéologie ba'thiste, à la fois mode d'expression des éléments minoritaires et exaltation de l'idée majoritaire, devait certainement favoriser l'intégration des minorités alaouites, druzes, ismaélienne au processus politiques nationaux» (Chabry et Chabry 1987, 166)

Le contrôle du pouvoir tombera, à partir de 1949, entre les mains des militaires qui essayeront d'imposer leurs règles du jeu. Après 1955, des officiers radicaux alliés avec des élites civiles, décident de rompre le pouvoir des élites traditionnelles en renversant l'ordre social et économique du pays :

It is important to note that the army in Syria did not form a caste by itself, and the struggle, therefore, was not between military and civilians. The officers reflected the factionalism and division among civilian leaders but they naturally had, at various occasion, to defend their own interests. Politicians and parties competed to win their support but, because of their underprivileged social and economic background, they were won over by radical, revolutionary ideologies, and thus the struggle they waged against their opponents assumed the character of a class struggle. In many cases the officers' coups were not attempted for questions of conviction or principle, but were the result of a struggle for power between contending military factions supported or prodded by rival civilian personalities and parties or by external forces" (Haddad 1971, 196).

Les caractères des officiers syriens et de l'élite militaire changeaient considérablement depuis l'indépendance et la défaite de Palestine, et l'ancienne génération traditionnelle essentiellement conservatrice fut remplacée par une nouvelle génération de radicaux éduqués et engagés idéologiquement (Torrey 1975, 157). «Les officiers militaires imposaient finalement leur volonté à la population par le biais de coups d'État, en abolissant les mesures sociales et économiques de l'élite gouvernante qui leur avait naïvement permis de diriger leurs propres affaires, sans pouvoir contrôler leur recrutement, leur promotion, ni leur loyauté et crédibilité» (Haddad 1971, 44).

B. *Développement politique de la Syrie*

Durant plus de quatre siècles, la région syrienne était soumise aux lois de l'occupation ottomane. Au début du XXe siècle, elle se présentait comme un terrain disloqué. Les frontières de l'actuelle Syrie, établies après la Première Guerre mondiale par une série de conventions et d'accords⁵⁹ auxquels elle n'a pas participé, ne correspondaient à aucune donnée historique, linguistique, ethnique, ou géographique. Nous présentons le développement de la vie politique syrienne entre 1919 et 1963 en sept phases :

1. *À la défaite ottomane, la Syrie entre l'espoir et la réalité.* Après la défaite de l'Empire Ottoman, le Proche-Orient a été divisé en plusieurs États contre la volonté de ses peuples. Ces partages imposés de l'extérieur «dépossédèrent surtout les élites locales de leur destin» (Laurens 2003). En Syrie, avec les alliances de la Première Guerre mondiale entre les alliés victorieux et le retrait des armées turques, les mouvements politiques majeurs étaient menés par les membres de familles aristocrates urbaines et des anciens officiers du Sultan :

“Indeed, there was a remarkable degree of continuity in the exercise of local political power in Syria which was not disrupted by the dissolution of the Ottoman Empire. For the most part, men important in local affairs under the Ottomans were the same men, or their sons, who wielded political influence under the French. ... Moreover, methods urban leaders used to acquire political power and their aims remained consistent. Whatever the projected scope of power and whoever the political overlord, the basic

⁵⁹ En 1915, les deux grandes puissances, la France et la Grande Bretagne, négocient des zones d'influence respectives en cas de partage de l'Empire Ottoman. Cet accord provisoire et secret «accord Sykes-Picot» du nom des deux négociateurs Sir Mark Sykes et François Georges-Picot et signé le 16 mai 1916, donna La Syrie naturelle à la France et l'Iraq, la Palestine et la Trans-Jordanie aux anglais. En 1920, c'est l'accord de San Remo qui entérine et légalise l'accord Sykes-Picot avec un mandat en bonne et due forme imposé en avril 1920 et confirmé par la Société des Nations, puis officialisé en 1922 pour satisfaire à ces accords entre les puissances victorieuses.

Sur les ruines de l'Empire ottoman, la France et la Grande Bretagne bâtiront ainsi, à la fin de la Première Guerre, des colonies d'un nouveau genre au Moyen Orient.

D'autre part, une entente sous forme de lettre, est adressée par le ministre britannique des affaires étrangères Lord Balfour, le 2 novembre 1917, à Lord Rothschild, en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif «tout en respectant les droits civils et religieux des non juifs, ainsi que les droits et statuts politiques des juifs dans les autres pays».

building block of political influence in Syria was the same: urban leadership” (Khoury 1987, 4).

Après l’invasion de Damas par les troupes françaises, en juillet 1920, l’indépendance proclamée par le Congrès National Syrien⁶⁰ prit fin. C’est le début d’une période d’inquiétude et d’instabilité accompagnée de nouvelles divisions du territoire syrien⁶¹. Devant ces divisions en États régionaux et confessionnels⁶² voulues par la France, l’élite politique traditionnelle s’est alliée pour imposer une totale unification. (Aita 2005).

2. *Du mandat français à l'indépendance.* L'histoire de la Syrie sous mandat français fut une succession de révoltes et de manifestations. Au début de 1925, l’opposition nationaliste rassemblée autour du Dr. Chahbandar⁶³ du parti du Peuple⁶⁴, regroupait presque

⁶⁰ “*Al-Mu'tamar al-Suri was ordered for the purpose of presenting Syrian views to the King-Crane Commission, although it functioned as a parliament in 1919 during the brief monarchy*” (Winder 1962, 407) – Ce Congrès, une première expérience représentative dans l’histoire des Syriens, était formé d’élus qui représentaient toutes les tendances dans la région de « *Bilad El Cham* » qui comprenait la Syrie actuelle, le Liban, la Palestine et une partie de la Jordanie et de la Turquie (Raymond 1980, 65). Le Congrès refusait tout accord de division du territoire syrien, rejetait les propositions du Mandat colonial imposé, proclamait l’indépendance du territoire syrien et élisait Faysal, fils du Shérif Hussein gardien de La Mecque, Roi du «*Royaume uni de la Syrie*», le premier Roi de la Syrie indépendante. Ce Congrès s’est donné comme mission de surveiller le gouvernement et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour appliquer la nouvelle Constitution et les dispositifs utiles pour l’élection directe d’un nouveau congrès représentatif. Avec le début du Mandat français, l’éphémère royaume arabe en Syrie s’effondra et une nouvelle époque de colonisation d’un quart de siècle commença.

⁶¹ Le Grand Liban fut séparé de la Syrie qui fut elle-même divisée en quatre États autonomes par des arrêtés du Haut Commissaire de la France. En 1939, dans le but de neutraliser la Turquie dans la Deuxième Guerre mondiale, la France cède le «*Sandjak d’Alexandrite*» syrien aux turques

⁶² En 1920 la France créa l’État du Grand Liban (chrétiens maronites), l’État de Damas (sunnites) et l’État d’Alep (sunnites et autres). Elle créa aussi la même année «le Territoire autonome des Alaouites» sous l’administration directe des Français, devenu en 1922 l’État des Alaouites rattaché à la Fédération des États syriens de Damas et d’Alep, puis l’«État indépendant des Alaouites» après le retrait des délégués alaouites du Conseil fédéral en 1924. Elle créa enfin l’État druze en 1922. L’État syrien, regroupant les États de Damas et d’Alep, sera créé en 1924 après le retrait des Alaouites de la fédération syrienne.

⁶³ Dès le début du Mandat, les nationalistes syriens manifestaient leur volonté d’indépendance. En avril 1922, Dr. Abdul-Rahman Al-Chahbandar (1879-1940), fils d’un commerçant damascène très prospère, médecin de formation américaine et un des meneurs de manifestations, nommé «*père de la liberté syrienne*», fut emprisonné et puis exilé. De retour en Syrie en 1924, il devint un héros de la lutte contre l’occupation française. En 1925, il organisa et dirigea le parti du Peuple. Il fut exilé en 1927 en Egypte à cause de son rôle dans les révoltes de 1925-1927. À son retour de l’exil en 1937, et vu ses positions pro hachémites, il devait faire face aux membres du Bloc national au pouvoir. Il sera arrêté en 1938. Les français et les anglais le considéraient comme le visage politique le plus éminent en Syrie en 1940, l’année où il fut assassiné dans des circonstances obscures. Des membres du Bloc aient été accusés de participer à son assassinat (Khoury 1987, 119, 123, 587).

toute l'élite politique syrienne. Elle donna à la révolution druze⁶⁵ au sud, commandée par Sultan Atrache⁶⁶, «le véritable caractère de soulèvement national». Cette révolte n'était à l'origine qu'une simple réaction de l'élite féodale contre les réformes et transformations sociales qui menaçaient ses pouvoirs et privilèges (Degeorge 1994, 164). Après une longue grève générale, un projet de traité reconnaissant à terme l'indépendance du pays fut signé en 1936 à Paris par des membres du Bloc National et les autorités françaises. Ce projet n'a pas mis fin aux agitations et insurrections car il ne fut pas ratifié par la France qui continua à renforcer sa présence et son autorité sur le territoire syrien. Malgré l'annonce par la France de l'indépendance de la Syrie en 1941⁶⁷ et les promesses et déclarations des hauts fonctionnaires et responsables français, durant la Seconde Guerre mondiale, reconnaissant l'indépendance de la Syrie, les troupes françaises ne quittèrent le pays qu'en avril 1946.

3. *L'indépendance entre satisfaction et déception.* Les syriens dont l'unique souci était l'indépendance, sont parvenus à se libérer du mandataire protecteur en 1946. Après le

What increased Shahbandar's attractiveness were "his public support of the Allied cause and his unsparing public criticism of the National Bloc". "Shahbandar had also been able to attract a following among conservative Syrian notable who after having accepted loyally the Mandate experience, found in the party of the Dr. a protection against the Bloc at the moment when France appeared to be transferring power to their adversaries. When Shahbandar was not extolling the virtue of moderate pan-Arabism, he fiercely criticized radical nationalists ..." (Khoury 1987, 587).

⁶⁴ Après la rentrée des troupes françaises à Damas, un nombre des leaders ont pris la fuite. Ils seront de retour suite à l'amnistie garantie par les autorités françaises. Ces leaders politiques seront bien accueillis par la population à Damas où ils formeront la première société nationaliste sous le nom de «Poignée de Fer» ou le parti de Fer, société inspirée par Dr. Chahbandar, qui fut de l'élite politique nationale la plus influente et controversée. L'opposition nationaliste au Mandat se regroupa ensuite en 1925 autour du Dr. Chahbandar au sein du parti du Peuple (l'ancienne société Poignée de Fer) – à ne pas confondre avec le parti du Peuple qui sera créé en 1947.

⁶⁵ L'insurrection syrienne, la plus importante révolte contre le pouvoir mandataire français, éclata en 1925 à Jabal-al-Druze au sud de la Syrie. Les Druzes se plaignaient des méthodes brutales et militaires du Mandat colonial français et des mauvaises conditions de vie. Cette insurrection deviendra une révolte nationale et se propagera dans toute la Syrie. Le parti du Peuple se ralliait à cette révolte. Malgré une lutte de deux ans, la «Grande Révolte Syrienne» sera défaite principalement à cause de la fragmentation des différentes élites du pays sur les objectifs à atteindre, les moyens et la façon de les atteindre.

⁶⁶ Sultan Bacha Al-Atrache, (1891-1982), leader d'une famille Druze très connue, son père, avec qui il avait lutté les contre les ottomans, a été exécuté en 1911. Il continua sa lutte contre les Ottomans, puis supporta la révolte arabe de Chérif Hussein et son fils Faysal, et dirigea par la suite la révolte contre l'occupation française en 1925, et enfin contre le dictateur militaire Chechakli en 1951.

⁶⁷ Annonce proclamée solennellement par le chef des Forces Françaises Libres, général Catroux en juin 1941.

départ des troupes françaises, «le pouvoir resta entre les mains des notables, grands commerçants, industriels et riches propriétaires terriens [...] réputés avoir mené au nom de l'idée nationale, le combat contre la puissance mandataire» (Degeorge 1994, 177). L'histoire de cette nouvelle période d'indépendance «était marquée par les rivalités personnelles des hommes au pouvoir et non par le statut des hommes d'État qui marquait la période précédente du Mandat français» (Seale 1986, 24). L'élite au pouvoir ne songeait cependant qu'à conserver et augmenter ses privilèges sans se préoccuper des conditions des masses populaires.

En 1947, le Bloc National⁶⁸ au pouvoir, se présentait en deux formations partisans rivales aux élections parlementaires, les premières depuis l'indépendance. La Syrie indépendante, mais affaiblie, a été obligée de participer en 1948 à son premier conflit extérieur avec une armée sous-équipée. Ce furent les confrontations au sud avec les troupes sionistes en Palestine. Le régime des notables avait réduit les forces armées après le départ des troupes françaises. Après une défaite qui contribua à ruiner la légitimité des notables, la Syrie subissait en un an (1949) trois coups d'État qui ont abouti à des dictatures militaires successives.

L'instabilité politique relevée depuis l'indépendance de la Syrie, révélait ainsi de plus en plus les effets des héritages ottoman et français, marqués par des *particularismes régionaux et minoritaires* d'aspects politiques⁶⁹, affectant l'action de ceux qui se voulaient

⁶⁸ Le Bloc National a été créé en octobre 1927 à Beyrouth par une dizaine de membres de l'élite syrienne «en exil» pour organiser la lutte nationale contre le mandat français et la défense de l'unité et l'intégration du territoire syrien et son indépendance, qui d'après eux, devait devancer toute structuration sociale ou économique.

⁶⁹ “*The mounting instability of Syrian parliamentary politics between 1945 and 1949 increasingly revealed the effects of the Ottoman and French legacy of particularism in society and politics*” (Perlmutter 1969, 829).

défenseurs de la Nation et de son unité, notamment les militaires qui suivaient l'exemple de la Turquie d'Atatürk, et qui étaient souvent d'origine minoritaire.

4. *Les militaires au pouvoir, une trajectoire déviée.* Le premier coup d'État militaire du 30 mars 1949, une action personnelle guidée par le colonel Husni Zaïm⁷⁰ et ses collègues, a eu lieu sans complot externe⁷¹. Mais Zaïm fut accusé de «jouer le jeu de l'étranger» et de vouloir trahir la Nation en établissant des contacts secrets avec l'ennemi. Il fut renversé et exécuté, avec son premier ministre, le 14 août 1949 par le colonel Sami Hinnaoui⁷², initiateur d'un deuxième coup d'État justifié par le besoin de «sauver la Syrie du tyran sanguinaire». Le coup du nouveau maître fort de la Syrie a été salué et encouragé par les Anglais et leurs alliés hachémites⁷³ en Iraq et en Jordanie. Quatre mois plus tard, en décembre 1949, Hinnaoui sera à son tour accusé de jouer le jeu de l'étranger et d'avoir agi comme «agent britannique» en faveur d'une alliance avec la monarchie hachémite (Guingamp 1996, 77-78). Il sera renversé et isolé par le troisième coup d'État mené par colonel Chechakli⁷⁴.

⁷⁰ Colonel Husni Al-Zaïm (1897 - 1949), d'origine kurde, ancien officier de l'armée ottomane puis de l'armée française au Levant. Nommé chef d'état-major de l'armée syrienne après l'indépendance, il mena cette armée aux affrontements avec les juifs en Palestine en 1948. Il a été assisté dans son coup d'État par les colonels Hinnaoui et Chechakli, qui à leur tour organiseront plus tard la même année deux coups d'État successifs.

⁷¹ Le coup a servi les intérêts de certaines forces étrangères, ce qui ne fut pas à l'origine de la décision de renverser le pouvoir civil des notables (Carleton 1950, 4). Les États-Unis appuyaient ce putsch par crainte d'une entente des notables avec l'Union Soviétique, en association avec un aristocrate damascène, Khaled Al-Azm (nous traiterons plus tard – page 91) dont les liens avec l'URSS et les tendances socialistes et procommunistes étaient avérés. Ce coup fut présenté par son auteur (inspiré par Atatürk, héros de la nouvelle Turquie) comme une victoire contre la corruption et la négligence. Il fut reçu avec enthousiasme et un immense espoir par le peuple et l'armée dont le prestige était aussi restauré après sa défaite en Palestine. Zaïm se fit élire président de la République syrienne lors du premier plébiscite organisé dans un pays arabe, après avoir échoué dans sa tentative d'obtenir l'appui du parlement. Il entreprendra ensuite par la force des réformes sociales laïques et démocratiques qui furent jugées menaçantes et athées (Vernier 1966, 120-22).

⁷² Sami Al-Hinnaoui, (1898-1950), colonel de l'armée syrienne, né à Edleb au nord de la Syrie, a servi avec l'armée française du Levant. Il avait soutenu le premier putsch de Zaïm, avec qui il avait participé aux combats de 1948 en Palestine. Un an après sa fuite, (octobre 1950), il sera assassiné à Beyrouth par un cousin de Zaïm.

⁷³ En référence au Roi Faysal d'Iraq (fils de Shérif Hussein bin Ali de l'Arabie).

⁷⁴ Colonel Adib Al-Chechakli, (1909-1964) né à Hama, d'un père d'origine turque et d'une mère kurde. Il a servi dans l'armée française et devint membre du PSNS de Saadé. Il a combattu comme volontaire contre les juifs en Palestine. Il fut l'adjoint de Zaïm et de Hinnaoui dans leurs coups d'État successifs (avril et août 1949). La livraison par Zaïm de Saadé aux autorités libanaises pour être exécuté, était l'une des causes de sa volonté de

«En cette fin d'année 1949, toutes les formations et toutes les institutions syriennes (partis, armée, administration, ...) portent la marque du déchirement entre pro et anti-iraquiens, autrement dit, entre pro-occidentaux et neutralistes» (Guingamp 1996, 78)

Chechakli, influencé par son ami Hourani, voulait absolument utiliser l'armée pour affaiblir les forces traditionnelles et conservatrices⁷⁵. «Dictateur militaire», il opprimait toute la population syrienne et transformait l'armée en «outil ouvertement politique» (Seale 1986, 116-19). Les officiers, en revanche, se rapprochaient du peuple et du parti du Peuple qui formait à l'époque le gouvernement, mais ne pouvait faire face à la situation, dont les leaders seront d'ailleurs arrêtés et emprisonnés :

“The People’s party still had supporters in the country, but they were silenced and bewildered by a head-on clash with the army. The party had claimed to stand for constitutional government and democratic procedures against the encroachments of the army. [...] its talk of reform was not radical enough to be convincing. Its defense for the constitution may well have been genuine, but as a working principle in the Syrian politics it lagged behind public opinion which wanted a “progressive” rather than a “democratic” regime. Politically minded young men [...] wanted a government which would defend their interest as a Nation and as a class. They were less concerned with the niceties of democratic rule” (Seale, 1986, p. 116)

Akram Hourani⁷⁶, profitant de ses liens solides avec le l'élite militaire, avait soutenu les auteurs des trois coups successifs. Le Baas, profitant de son alliance avec Hourani en

revanche contre Zaïm. Il sera assassiné en 1964 au Brésil, dix ans après sa chute (1954), par vengeance contre le bombardement des régions druzes et l'arrestation de leurs leaders.

⁷⁵ Pendant quatre ans au pouvoir (1950-1954), Chechakli réussira à neutraliser et même à stabiliser la Syrie malgré les pressions extérieures. Il renforça le secteur public par des réformes qui marquaient la vie politique et affaiblit la puissance politique de l'élite des notables. Il parvint à être élu président par à un plébiscite en octobre 1951, à interdire la presse d'opposition et à dissoudre le parlement et les partis politiques, pour fonder en août 1952 le «Mouvement de Libération Arabe», un parti unique qui le mena à un triomphe aux élections parlementaires qu'il organisa en octobre 1953 ; élections qui seront boycottées par les partis politiques déjà dissous.

⁷⁶ Akram Hourani, député de Hama et associé au parti Baas. À la fin de 1953 il décida de fusionner avec le Baas après l'abolition des partis politiques par Chechakli. Il a joué un rôle direct dans les quatre coups d'État qui ont eu lieu entre 1949 et 1954.

1953, réussi pour la première fois depuis sa fondation, à occuper des positions ministérielles importantes⁷⁷ dans le gouvernement issu du deuxième coup d'État, celui de Hinnaoui.

Divers groupes de l'armée se prononcent contre Chechakli qui s'enfuit à Beyrouth en février 1954 après un coup militaire pacifique, également décidé par Hourani et exécuté par le capitaine Mustafa Hamdoun⁷⁸. Avec le départ de Chechakli, une phase militaire de la vie politique syrienne s'achevait. L'armée rentrait dans ses casernes, mais «le goût de l'aventure politique n'a pas disparu du corps des officiers» (Vernier 1966, 129). Un an plus tard, l'action, discrète et indirecte de ce corps, ne tardait pas à reprendre avec l'affaire du colonel Malki⁷⁹.

Trois dictateurs militaires n'ont pas réussi à maintenir des rapports utiles, ni avec la population et ses représentants ni avec les membres de l'élite politique, pour créer le soutien nécessaire à leur régime. Ils avaient interdit les partis politiques et perdu tout contact avec le peuple choqué par les procédés de leur dictature et par leur liens et loyauté à des forces étrangères. Ils se sont aussi coupés de l'armée qui devait en principe les soutenir mais qui fut déçue de n'être utilisée que comme un instrument pour accéder au pouvoir. Voulant imiter l'exemple d'Atatürk, en s'inspirant de son laïcisme, les trois dictatures ont ignoré la diversité des communautés de la société syrienne, contrairement à ce qui prévalait en Turquie (Vernier 1966, 127) et ont minimisé les impacts des conflits des puissances internationales dans la région :

⁷⁷ M. Aflaq, chef du parti, fut nommé ministre de l'Éducation et A. Hourani ministre de l'Agriculture, pour 7 mois seulement. Ils ont démissionné pour protester la dictature militaire de Chechakli.

⁷⁸ Capitaine Mustafa Hamdoun, devenu plus tard colonel, officier syrien originaire de Hama, chef de la région centrale basé à Alep, membre du parti Baas, était soumis aux instructions de Hourani qui le guidait.

⁷⁹ Colonel Adnan Al-Malki, (1918-1955), un officier brillant, adjoint au chef d'état-major général, membre du parti Baas, fut assassiné lors d'un événement sportif, par un officier du PSNS de Saadé en avril 1955. L'effet de ce meurtre fut que le président de la république se rendit au cercle des officiers pour assurer la volonté du gouvernement de punir tous les coupables. Les partisans du PSNS seront poursuivis et emprisonnés, ce qui était vu comme une victoire du parti Baas et de l'armée syrienne.

“The Syrian coups were more than just the explosive protest of popular leaders or politically-minded officers, against unrepresentative and incompetent system; they were equally the product of the rival ambitions of Syria’s Arab neighbors, and the conflicting policies of the Great Powers in the area” (Seale, 1986, p. 88)

5. *Un pays déchiré : une élite fragmentée et des influences externes subversives.*

L’ordre constitutionnel en Syrie était à nouveau rétabli et l’élite politique traditionnelle reprenait le pouvoir aux élections de 1954 qui furent les plus libres. Ces élections donnèrent une avance aux forces progressistes⁸⁰ et menèrent au Parlement et sur la scène politique de nouveaux pouvoirs et idéologies. L’absence d’une majorité claire des forces traditionnelles⁸¹ favorisait l’émergence de forces politiques nouvelles (en majorité des progressistes et réformistes), mais qui avaient déjà été présentes durant le mandat français et au début de l’indépendance.

La montée de l’influence égyptienne panarabe trouvait un soutien naturel, extrême et inconditionnel chez l’élite du Baas syrien, qui croyait que la nation Arabe était une entité unie à travers l’histoire⁸², et surtout chez les militaires fascinés par la révolution égyptienne de 1952 :

⁸⁰ Il s’agit de partis et forces politiques comme les Frères Musulmans, le Parti Communiste, le PSNS, le Parti Arabe Socialiste et le Parti Baas. Ces élections de 1954 ouvraient une fenêtre d’opportunité principale devant le grand gagnant, le Baas associé déjà à Hourani en 1953, avec pour la première fois, 15% des votes et 22 sièges parlementaires (17 partisans et 5 sympathisants). Il devint ainsi la troisième force représentée au Parlement et ses élites furent des clés politiques principales du pays, soutenues souvent par les 64 nouveaux députés indépendants non partisans, pour faire face aux délégués nationalistes traditionnels fragmentés (Hinnenbusch 1989, 17).

⁸¹ Avec 30 députés pour le parti du Peuple et 19 pour le parti National, sur les 142 membres du Parlement syrien.

⁸² La doctrine du Baas est basée sur l’idée que la Nation Arabe est une entité permanente dans l’histoire : *“The basic idea in Ba’th doctrine is that the Arab nation is a permanent entity in history. The Arab nation is considered, philosophically speaking, not as a social and economic historic formation, but as a transcendent fact inspiring different forms, one of its highest contributions taking the form of Islam. It was not Islam that modeled the people of Arabia, the Fertile Crescent, and North Africa, equipping them with Islamic values, especially the Arabic language and Arabic culture, but the Arab nation that created Islam. [...] The Arab peoples are conceived as a multitude of individuals. This conception is translated at the ideological level and in political slogans by the negation or absence of class conflict. The allusions made by Aflaq to social justice are only one component in a general process of the internal liberation of the Arab individual. This internal liberation is*

«Lorsque le secrétaire général du parti alla discuter avec le président Abdel Nasser de la grave question de l'unité, ce dernier annonça la nationalisation du Canal de Suez, ce qui déclencha la bataille que l'on sait. Dès cet instant, le parti, dans toutes ses branches arabes, se consacra à la défense de l'Égypte dans son nouveau combat contre l'impérialisme. En effet, cette prise de position n'était pas seulement dictée par la nécessité de l'unité dans le combat, elle préparait encore la voie de l'unité, car l'Égypte pouvait ainsi prendre conscience de la vérité et de la réalité de l'unité. Dans toutes les régions du Mashreq, le parti, en livrant la bataille du canal, offrit un préalable et un modèle pour l'unité. Par son mode d'action, le parti ne faisait que suivre l'idéologie arabe révolutionnaire. Il s'inspirait de sa doctrine, qui veut que l'unité soit révolutionnaire et ne surgisse pas spontanément, qu'elle implique au contraire un combat quotidien » (M. Aflaq 1962)⁸³.

La crainte soviétique des projets occidentaux d'alliance militaire avec l'Iraq et la Jordanie et le soutien soviétique aux nationalistes radicaux en Égypte comme en Syrie, était un autre facteur qui poussait l'élite unioniste du Baas et ses alliés militaires à croire fortement à la nécessité d'une éventuelle union entre les deux pays. Une union qui devait créer, d'après l'élite radicale du Baas, un nouvel ordre politique dans le pays et éliminer l'ancienne élite féodale et traditionnelle (Perlmutter 1969, 834-35). Le régime parlementaire fragile sera soumis à des pressions de plus en plus fortes des puissances occidentales⁸⁴. La Syrie repoussa ces pressions et se rapprocha de l'Égypte et de l'Union Soviétique. La jeune démocratie syrienne «n'a cependant pas résisté à l'agitation anticoloniale et sociale, aux rivalités entre grandes puissances alors en pleine guerre froide, et surtout à la politisation de l'armée» (Aita 2005). La capacité de l'élite traditionnelle à contrôler le pays sera fortement réduite. Les forces armées, soutenues par des élites rivales au pouvoir décideront à nouveau du destin de la

considered to be the real way to restore to the Arabs their place in world politics and civilization” (Petran 1972, 90).

⁸³ Déclaration faite par le fondateur du Baas après la sécession: "*Le désastre de la sécession*" - Février 1962. <http://albaath.online.fr/Francais/Aflak-CH01-L%27Unite%20Arabe.htm>

⁸⁴ Des pressions en faveur du *Pacte de Bagdad* constitué sous l'égide des États-Unis et regroupant l'Iraq, la Turquie, l'Iran et le Pakistan en 1955, et de la *Doctrine d'Eisenhower* en 1957 qui cherchait à limiter la déstabilisation des pays du Moyen-Orient, décrit comme «champ de bataille entre l'Est et l'Ouest», par l'URSS et le communisme, en leur offrant des aides économiques et militaires (DeGeorge 1994, 180).

Syrie en imposant un accord de coopération économique et technique avec Moscou, un rapprochement et une fusion en union totale avec l'Égypte.

6. *L'établissement et le déclin de la République Arabe Unie*. La situation fragile en Syrie vers la fin de 1957 était une combinaison de divisions, de pressions et d'affaïssement total :

“The National Front government, a coalition of heterogeneous rival forces, was, by 1957, on the brink of collapse. [...] The combination of internal divisions and external pressures on the fragile Syrian state produced a profound sense of vulnerability which led the state elite to seek salvation through union with Nasser's Egypt” (Hinnebusch 2001, 42)

L'élite du Baas⁸⁵ et l'élite militaire ont contribué fortement à l'alliance entre l'Égypte et la Syrie qui aboutit à la formation de la République Arabe Unie (RAU) en février 1958. Les deux pays totalement unis avaient une bureaucratie complexe et un parti politique unique (l'Union Socialiste) dirigé par le président Nasser, qui avait ordonné la dissolution des partis politiques syriens, comme condition préalable pour accepter la fusion avec Damas. L'élite politique syrienne, bourgeoise et progressiste, n'avait plus aucun pouvoir dans son propre pays appelé maintenant «Province du Nord». La situation s'y détériore avec les réformes agraires socialistes⁸⁶ et les décrets de nationalisation établis par le Caire. Le contrôle sur la

⁸⁵ Aflaq, fondateur du Baas, déclara en février 1962 : «L'unité qui fut instaurée en 1958 entre la Syrie et l'Égypte n'était pas spontanée, elle ne provenait pas d'un coup de tête, elle avait été l'objet d'une réflexion préalable. On ne pouvait l'assimiler à un accident dû aux circonstances. Cette unité avait un passé, elle avait été précédée d'une planification, de réflexions, d'efforts et de combats. Le parti socialiste Ba'th en avait tracé l'ébauche deux ans avant qu'elle ne s'inscrive dans les faits et avait placé ses représentants au sein du gouvernement de coalition de Syrie, dès Juin 1956, à la condition que ce gouvernement adopterait le projet d'unité entre la Syrie et l'Égypte et travaillerait à sa réalisation. Dès cette époque, le parti Ba'th pensait et affirmait que, derrière son intention de réaliser ce premier pas vers l'unité de la patrie arabe, il fallait voir la volonté de rendre à tous les Arabes leur confiance dans l'idée et dans l'accomplissement de l'unité. En outre, il s'agissait de transformer ce premier état unitaire en une base et un support sur lesquels pourraient s'appuyer les combats arabes là où ils se déroulent et, plus particulièrement, la bataille d'Algérie et de Palestine. Le parti considérait que la situation de la Syrie et de l'Égypte constituait la meilleure base possible pour engager le processus d'unification». <http://albaath.online.fr/Francais/Aflak-CH01-L%27Unite%20Arabe.htm>

⁸⁶ La question agraire était pour Nasser, comme pour toutes les forces progressistes et socialistes, au centre de la politique de développement, après l'indépendance, dans le but de réduire les inégalités entre la ville et la

«province syrienne» sera délégué au chef de l'armée, l'Égyptien Amer, et au chef des services secrets, le Syrien Sarraj⁸⁷. Les ministres syriens se retrouvaient sans autorité réelle, et les Baasistes furent écartés du gouvernement. Des jeunes officiers syriens unionistes, incluant Salah Jedid⁸⁸ et Hafez Assad⁸⁹, «exilés» au Caire, constituaient en 1959, le «Comité militaire»⁹⁰, un organisme secret dont «le rôle n'allait cesser de croître dans la vie politique syrienne» (Degeorge 1994, 181-82).

7. *Après la dissolution : le vide politique jusqu'au 8 mars 1963.* «Les crises syriennes des années 1961 à 1963 sont une preuve continue des caractéristiques d'instabilité politique dans une région secouée et minée, comme les avait décrites Daniel Lerner⁹¹» (Winder 1962, 407).

campagne, d'améliorer la production et de mieux intégrer l'agriculture dans les économies nationales. Le but politique derrière ces réformes était la réduction de l'influence de l'ancienne élite féodale. Les réformes agricoles et sociales comprenaient la limitation des grandes propriétés terriennes, la redistribution des terres et l'introduction de systèmes coopératifs.

⁸⁷ Abdul-Hamid Sarraj, né à Hama en 1925, membre de l'élite militaire non partisane, nommé directeur des Services de Renseignements Spéciaux après le départ de Chechakli, en 1955. Il jouait un rôle crucial en coopérant avec le Baas, surtout durant l'union avec l'Égypte. Il devenait le ministre de l'Intérieur et l'homme fort de la Syrie dans la RAU.

⁸⁸ Salah Jedid (1926-1993), militaire de la zone côtière de Latakiah, alaouite, partisan baasiste, il était l'homme fort qui travaillait à l'ombre. Membre du « Comité militaire » organisé en secret au Caire en 1959, il participait au coup d'État de mars 1963.

⁸⁹ Hafez Assad, (1930-2000) Militant militaire alaouite, il a profité d'une formation militaire soviétique en 1946. Sa carrière militaire est favorisée par le poids croissant du Baas, son parti idéologique. Grand partisan de l'union entre la Syrie et l'Égypte, il est rapidement déçu comme la plupart des Syriens. En 1959, il est transféré «en exil» en Égypte, où il fonde, avec d'autres officiers baasistes exilés, le «Comité Militaire» qui cherche à reconstruire leur parti dissous. Après la sécession de la RAU, il fut emprisonné en Égypte, puis libéré, il rentre en Syrie et participe à une vie politique agitée de coups d'État successifs.

⁹⁰ Nasser voyait toujours un danger dans l'armée syrienne. Les militaires syriens, sympathisants du parti communiste et du Baas se trouvaient écartés et envoyés soit en Égypte soit à l'extérieur. «Leur ressentiment se porte contre Nasser, mais aussi contre la Direction Nationale (du Baas) qui laisse se développer sans réagir ces atteintes injustifiables à l'intégrité et à l'honneur de la Syrie». Cinq officiers baasistes, en exil au Caire, se réunissent dans le grand secret et forment le «Comité Militaire Baasiste». Le nombre atteint 15 membres à la suite des contacts discrets à l'insu des dirigeants du parti. Ces membres se donnent une mission de reconstruire le parti dissous par Nasser et refusent toute coopération avec la RAU. C'est un regroupement mineur qui déterminera l'avenir de la Syrie quelques années plus tard.

⁹¹ Lerner, un sociologue américain qui a effectué une étude dans les années 1950 sur la modernisation des sociétés de 6 pays du Moyen Orient, y compris la Syrie, pour décrire et confirmer «le décès» de la société traditionnelle. Les résultats de cette étude ont été publiés en 1958 sous le titre de : «*The passing of traditional*

Le 28 septembre 1961, le pouvoir est pris par des militaires damascènes⁹² pour contester la domination insupportable des Égyptiens et mettre fin à la RAU. C'est le retour de la bourgeoisie, «celui d'un vieux parlementarisme révolu, qui porte en lui les germes de sa propre destruction» (Saab 1968, 104). Malgré ce coup séparatiste, les tendances et les espoirs de la grande majorité des Syriens ne changeaient pas pour l'unité arabe. En octobre, deux des dirigeants du Baas (Bitar et Hourani) signeront une déclaration parlementaire appuyant le coup de force et la sécession, tandis que Aflak et les militaires du parti refusaient cet appui⁹³. Deux mois plus tard, des officiers unionistes du Comité militaire⁹⁴ furent écartés de l'armée pour joindre des postes diplomatiques à l'étranger (parmi eux figurait H. Assad). Les auteurs du coup de 28 septembre organisent un autre coup en mars 1962, dissolvent le parlement et forcent la démission du gouvernement. Une autre tentative de coup d'État mal préparée par des officiers du Comité militaire échouait en avril 1962. Les rivalités personnelles n'arrêtaient pas d'exaspérer les rangs de toute l'élite politique, y compris celle du Baas et ses alliées. Le

society». Le chapitre concernant la Syrie est intitulé : «*Syria : The Lures of Extremism* » et décrit la Syrie comme «une étude de cas d'instabilité politique dans une région minée d'explosifs politiques» (Lerner 1966, 264).

⁹² Les organisateurs du coup d'État du 28 septembre 1961 étaient 36 officiers, dirigés par Abdul-Karim Nehlawi qui était le directeur du bureau du Chef de l'État-major de l'armée de la RAU, l'Égyptien Amer. Les organisateurs n'appartenaient pas à des formations politiques et la majorité d'entre eux étaient originaires de la capitale Damas, issus de familles bourgeoises ou de la classe moyenne. Certaines sources parlaient de soutien saoudien et jordanien au coup qui a abouti à la sécession de la Syrie. Rien ne l'a cependant confirmé.

⁹³ Aflak écrivait en février 1962: "*Le désastre de la sécession*": «Pour la cause nationale, le danger des erreurs qui ont amené l'échec de l'expérience de l'unité, disparaîtra dès que le peuple sera conscient de ces erreurs, saura comment les corriger et les éviter dans l'avenir. Quant au danger que présente la situation séparatiste, il ne suffit pas d'en connaître l'existence pour le faire disparaître: c'est une réalité qui a été mise à nu, mais il faudra que le peuple rassemble toutes ses énergies combattantes pour s'opposer aux privilèges réactionnaires et impérialistes qui constituent l'essence de cette nouvelle situation ». «Il était également impératif que, dès le début, cette expérience fût consciente du danger séparatiste et des séquelles de la désunion, des problèmes posés par une société arriérée et des obstacles que les intérêts réactionnaires régionaux et impérialistes élèveraient sur sa route». «Pour préserver l'unité des manoeuvres des politiciens et de leurs marchandages, pour la mettre à l'abri des coups de ceux qui s'en détournent pour servir des intérêts de classe ou des points de vue régionaux, le parti lui a infusé sa force vitale et a rassemblé autour d'elle les forces populaires qui lui sont fidèles et qui sont capables de la transposer dans la réalité».

<http://albaath.online.fr/Francais/Aflak-CH01-L%27Unite%20Arabe.htm>

⁹⁴ Rappelons que ce Comité a été formé au Caire en 1959 par des officiers syriens pro baasistes en exil.

régime demeure infiniment fragile et les dirigeants du Baas se trouvent partagés à l'égard du destin politique de la Syrie. E. Saab décrit la coalition au pouvoir, anti-Nasser, par «Babel» et la Syrie comme «ingouvernable» (Saab 1968, 110)

Une nouvelle phase de luttes impitoyables entre les factions rivales pour le pouvoir commença. L'armée elle-même était divisée entre une majorité sunnite et une minorité alaouite et entre indépendantistes et unionistes. La loyauté à l'unité arabe et à l'union avec l'Égypte ainsi que le charisme de Nasser et ses discours stimulants, divisaient la société et ses élites civiles et militaires, et créaient un vrai vide dans la vie politique syrienne. Une instabilité inquiétante se représentait par des interruptions continues et des coups d'État qui mènent à des changements continus des gouvernements et des suspensions du parlement. Le 8 mars 1963, le colonel Ziad Hariri⁹⁵, rallié à des officiers de tendance unioniste et à ceux du «Comité militaire» déjà exclus de l'armée, prenait le pouvoir par un coup d'État «révolutionnaire», pour exprimer sa protestation et son refus de se soumettre aux instructions lui retirant ses responsabilités et l'envoyant comme attaché militaire en Jordanie (par le gouvernement de Azm). Malgré que ce putsch n'avait, au départ, aucune portée idéologique, un communiqué annonçait le but de cette initiative qui était de : «remettre la Syrie à sa place dans le cortège des pays progressistes sous la bannière de l'unité, de la liberté et du socialisme»⁹⁶, qui sont les mêmes termes que ceux de la devise du parti Baas. Hariri, auteur de ce coup d'État «sera vite évincé de la scène politique par ceux-là à qui il fait appel pour partager avec lui le pouvoir» (Saab 1968, 113). Bitar, co-fondateur du Baas, sera chargé le lendemain de former le nouveau gouvernement syrien. Le Baas à la veille du coup d'État, ne

⁹⁵ Général Ziad Al-Hariri, beau frère de Akram Hourani, sunnite, commandant des forces du front sud avec Israël. Indépendant, non partisan, il sera nommé chef d'état-major, pour être renvoyé peu de temps plus tard.

⁹⁶ Cité par Guingamp 1996, p. 126, et par d'autres.

comptait que quelques centaines de membres⁹⁷ et n'était pas en position de force pour gouverner, mais il devait prendre ses responsabilités et profiter de cette fenêtre d'opportunité, que ses dirigeants attendaient depuis toujours, pour conquérir le pouvoir. C'est le début de «la grande manœuvre», l'une des plus habiles de l'histoire de ce pays (Saab 1968, 113).

C. *L'élite syrienne et le processus politique*

Nous concluons de ce qui a précédé, que la première génération qui guidait les mouvements politiques majeurs après la chute de l'Empire ottoman, a été marquée par des mouvements politiques agitateurs dirigés par des membres de l'élite des familles urbaines riches, des notables et de la haute société. Leurs politiques étaient un acte d'équilibre délicat entre le soutien aux intérêts des gouverneurs, à qui elles devaient toujours être utiles pour avoir accès au pouvoir, et la défense de leurs propres intérêts, ainsi que ceux de leurs familles et de la clientèle qui les soutenaient (Houry 1987, 3-4). Le mandat français n'a pas fondamentalement changé le rôle ou le comportement de cette élite, ni le caractère de la vie politique. Cette élite traditionnelle avait en plus de sa maturité, son expérience et son courage, les moyens qui l'aidaient à organiser les rassemblements et à inspirer et inciter les masses (Haddad 1971, 10). Après l'indépendance et le départ des troupes mandataires françaises, la domination et le pouvoir n'étaient plus l'exclusivité de l'élite traditionnelle qui devait affronter une opposition farouche des forces radicales, qui ont émergé dans la lutte contre l'occupation française, demandant le partage du pouvoir et des privilèges.

«Le fait le plus marquant de l'histoire du XXe siècle en Syrie reste la ruine complète de ses élites traditionnelles socialement, économiquement et politiquement, et l'évolution

⁹⁷ Certains auteurs citent le nombre entre 400 et 500, N. Van Dam (1996, 22) citait que les partisans civils ne dépassaient pas les 600, d'autres parlent de 2000 militants et quelques dizaines d'officiers, au maximum (Saab 1968, 113)

d'une nouvelle élite» (Van Dusen 1975, 115). Parmi les facteurs géopolitiques qui aident à déterminer le contexte du processus politique en Syrie, selon Van Dusen (1975), nous citons : la faible loyauté envers les politiques nationales, le manque d'identité cohésive, l'ambiguïté de l'espace territorial et de la définition du nationalisme syrien⁹⁸, le partage de la conscience politique syrienne envers la loyauté nationale entre panarabisme et syrianisme et les divisions religieuses et ethniques dans la société. Nous reconsidérerons ces éléments, plus tard dans ce chapitre, en traitant la fragmentation de l'élite syrienne.

Avec la rapidité du développement économique et des changements sociaux après l'indépendance, l'élite politique traditionnelle, qui n'a pu admettre les facteurs géopolitiques mentionnés, et dans l'espoir de pouvoir faire face aux menaces des contre-élites émergentes, fut obligé de réviser et de réorganiser ses priorités ainsi que ses plans démocratiques (établis durant le Mandat français) qui paraissaient, après l'indépendance, défailants et dépassés. Cette élite ne pouvait plus faire face aux problèmes internes ni aux enjeux régionaux menaçant la stabilité du pays. Les interventions des militaires (coups d'État successifs) et les pressions des acteurs politiques radicaux (protestations et manifestations), dans le but de sauver le pays de l'élite corrompue au pouvoir, aggravaient la situation et déjouaient les programmes de cette élite. Les aspects les plus saillants des changements politiques qui ont touché les élites en Syrie peuvent être résumés en trois : les militaires deviennent la nouvelle élite influente et gouvernante ; l'élite traditionnelle perd son rôle dominant ; et une nouvelle coalition pour renverser l'élite au pouvoir évolue mal entre les paysans, les radicaux (le Baas et la contre élite radicale) et la nouvelle élite d'affaires et les capitalistes, ayant moins de

⁹⁸ Van Dusen cite comme exemples clarifiant ce facteur de l'ambiguïté de l'espace territorial et du nationalisme syrien : les invasions anti-ottomanes, l'occupation mandataire française, la division du territoire syrien en quatre États, le découpage du Grand Liban par le mandataire français et de l'annexion du Sandjak d'Alexandrette à la Turquie, ... (Van Dusen 1975, 115-22)

fortune, de propriétés et de ressources traditionnels de pouvoir⁹⁹. «Cette nouvelle situation n'a pas nécessairement augmenté la participation efficace à la vie politique de ceux qui en étaient privés, ni bénéficié aux paysans qui formaient la majorité des syriens» (Van Dusen 1975, 122).

Le système parlementaire syrien, bien établi durant la lutte contre l'occupation française et basé sur des élections libres, permettait la participation de toute la population âgée de 21 ans et plus au vote et à la candidature¹⁰⁰, ainsi qu'une représentation équilibrée des minorités. Ce système souffrait après l'indépendance de l'instabilité et de la fluidité des partis politiques, mais continuait à être dominé par les députés et représentants traditionnels qui savaient comment garder une majorité par le biais des coalitions parlementaires. Les faiblesses majeures de ce système étaient le manque de discipline partisane à cause des interventions militaires successives, la montée continue des candidats ou des députés indépendants qui se groupaient et se regroupaient avec les partis selon les enjeux, ou selon leurs intérêts et les pressions du moment (Haddad 1971, 188).

⁹⁹ La nouvelle classe de capitalistes et de commerçants, ou nouvelle petite bourgeoisie, a tenté de développer le système agricole pour le moderniser, améliorer la production et augmenter les ventes, surtout vers l'exportation, mais elle n'était pas capable d'approcher les paysans, car ils n'avaient pas le langage commun qu'utilisaient les radicaux inspirés par les idéologies socialistes et communistes. Cette élite a échoué d'autre part à plusieurs reprises à imposer les réformes ou moderniser les réglementations qui organisaient les liens dans la société, à cause de la domination de l'élite traditionnelle sur la machine parlementaire.

¹⁰⁰ Les femmes éduquées auront le droit de vote en 1949, accordé par Zaïm, qui l'accorda aussi aux garçons de 18 ans.

III. Fragmentation de l'élite syrienne et fenêtres d'opportunité

Vérifions maintenant les mécanismes de divisions qui expliquent le manque de coopération entre les fractions divergentes de l'élite syrienne, que nous avons constaté dans notre aperçu historique et descriptif de la nature et des comportements de cette élite, en spécifions que ces fragmentations sont d'aspect générationnel, identitaire, économique, social, militaire et politique. Pour comprendre ces aspects nous résumerons les facteurs qui expliquent le rôle de l'élite syrienne, ainsi que les facteurs ou les causes exogènes ayant provoqué ou influencé ses attitudes. Nous donnerons ensuite quelques exemples de fenêtres d'opportunité politique qui se sont ouvertes durant la période étudiée et dont l'élite du Baas a profité dans sa montée vers le sommet du pouvoir, pour faire enfin le lien entre la faiblesse de l'élite traditionnelle due à sa fragmentation et la prise du pouvoir par l'élite baasiste avec le soutien des militaires.

Conquérir l'indépendance était le souci majeur de l'élite nationale syrienne, car cette conquête nécessitait une lutte incessante contre les forces mandataires. L'indépendance acquise, une lutte contre l'impérialisme occidental devait continuer à cause des interventions étrangères qui n'ont pas cessé de peser sur la Syrie indépendante :

«Le peuple syrien, indépendant depuis 1945, sent encore peser sur lui le poids d'un néo-colonialisme très agissant et dangereux. Les faits et gestes de ses dirigeants, il les croit téléguidés de l'extérieur, et le système, dont il est l'instrument, une création étrangère destinée à servir des intérêts étrangers. Le pouvoir civil s'identifie désormais à l'impérialisme» (Saab 1968, 79)

Une telle lutte contre l'impérialisme nécessitait des alliances avec les forces anti-impérialistes mondiales. Des alliances qui se sont évidemment associées à la montée de forces radicales en Syrie. Cette lutte nationale contre l'occupation et puis contre l'impérialisme occidental était nécessairement alliée à la lutte sociale interne de modernisation et de

développement. L'élite nationale traditionnelle perd sa légitimité à cause de ses liens avec l'impérialisme et de son éloignement de la population. Au sein de l'armée émerge une nouvelle force, celle des «Services de Renseignements Spéciaux», une institution politisée et endoctrinée dirigée par Sarraj¹⁰¹, qui deviendra l'homme le plus fort de la Syrie. Ainsi plusieurs éléments internationaux, régionaux et locaux s'ajoutaient-ils à ces conflits et ouvraient-ils des fenêtres d'opportunité politique qui facilitaient l'ascension au pouvoir des forces radicales dirigées par le Baas.

Ces éléments exogènes et endogènes de fragmentation de l'élite syrienne peuvent être résumés, principalement, par la nature et les origines de l'élite, les divisions du territoire imposée par les forces extérieures, l'exploitation des minorités ethniques et religieuses sous le Mandat français et leur marginalisation par l'élite urbaine, la défaite arabe de 1948 en Palestine, les pressions extérieures continues des projets pro impérialistes, l'émergence après l'indépendance d'une nouvelle classe moyenne d'hommes d'affaires et de capitalistes qui cherchait à protéger ses intérêts, l'autonomie et l'indépendance de l'armée syrienne se proclamant défenseur de la Nation, les crises agraires et le manque de leadership des féodaux dans les villages. Un élément essentiel de fragmentation, qui sera traité ci-après, est la circulation fermée de l'élite traditionnelle syrienne. Nous traiterons ensuite certains de ces éléments de fragmentation, de faiblesse et de manque de légitimité de l'élite syrienne traditionnelle, pour finir avec les fenêtres d'opportunité qui en résultent et que le Baas a su saisir.

¹⁰¹ Abdul-Hamid Sarraj, membre de l'élite militaire non partisane, nommé directeur des Services de Renseignements Spéciaux après le départ de Chechakli, en 1955. Il jouait un rôle crucial durant l'union avec l'Égypte. Il devenait ministre de l'Intérieur et l'homme fort de Nasser en Syrie.

A. *Circulation de l'élite syrienne*

Comme exposé au premier chapitre, Pareto considère la circulation des élites comme la «succession continue» de minorités d'individus dont certains sont privilégiés, talentueux et de qualité supérieure. L'interruption ou l'irrégularité de cette succession mèneront aux révolutions qui renverseront l'élite au pouvoir pour permettre aux contre-élites de les remplacer.

L'élite traditionnelle syrienne, composée de musulmans sunnites membres de grandes familles et de marchands riches et bien éduqués, vivait dans les quatre grandes villes du pays. Elle ne favorisait pas la participation à la politique, de la campagne où les minorités ethniques et religieuses étaient majoritaires parce que la conscience politique des paysans était mince et à cause de la difficulté à les organiser. Cette élite considérait les paysans comme arriérés, dépassés et incapables de jouer un rôle politique. Elle a réussi à convaincre les français, après les agitations de 1925-1927, d'abandonner leurs stratégies de soutien aux ruraux pour profiter d'un rapprochement avec les urbains (ce qui n'a pas donné fruits). L'élite nationale qui se considérait «gardien de la Nation», condamnait toute autre formation politique qui pourrait affaiblir l'unité de la lutte contre les colonisateurs et croyait sincèrement que toute autre lutte que celle pour l'indépendance, détournerait l'attention du mouvement nationaliste de son but unique de libérer le pays.

Favorisant un système d'élections libres, l'élite traditionnelle nationale trouvait que le Parlement était l'endroit le plus sûr pour servir aussi ses intérêts et ses ambitions. Elle croyait ne pas dépendre de la mobilisation populaire pour affronter ses rivaux ou l'occupant français. L'accès au parlement était garanti par l'achat des voix ou les pressions sur les paysans liés à la terre qu'ils travaillaient et à la domination de ses propriétaires, les féodaux et l'élite foncière.

P. Seale (1986, 32) considère les procédures démocratiques de la vie parlementaire syrienne, voulues par l'élite traditionnelle comme véhicule pour protéger son régime et son pouvoir, une «contradiction complète dans toutes ses formes». Les indépendantistes et les radicaux par contre considéraient ces procédures libres d'expression, comme des voies et des moyens de protestation des minoritaires pour faire entendre leurs voix et valoir leurs demandes.

B. Fragmentation de l'élite traditionnelle syrienne

Pour mieux comprendre la fragmentation de l'élite syrienne, il est utile de se rappeler que l'élite doit refléter en générale l'image de sa société et que la société syrienne était segmentée comme les autres sociétés du Moyen Orient : fragmentation des populations et rivalités entre familles, sectes, tribus, clans et villages¹⁰² (Hinnebusch 1982, 111-12). Les divisions les plus remarquables dans l'élite traditionnelle étaient dans les dynamiques conflictuelles entre l'élite de Damas et d'Alep dues à la compétition continue dans les affaires et les conflits d'intérêts pour dominer le pouvoir au service de ces intérêts. Ces conflits se reflétaient immédiatement après l'indépendance, dans la division en deux partis du Bloc national¹⁰³ au pouvoir.

L'élite des notables et propriétaires fonciers, dominant jadis le mouvement nationaliste, assumait le leadership de la vie politique après l'indépendance, comme nous

¹⁰² Cette segmentation paraissait clairement en Syrie dans le regroupement de Musulmans sunnites dans les grandes villes de Damas, Alep, Hama et Homs, et dans la répartition d'un grand nombre de communautés minoritaires (Alaouites, Druzes, Chrétiennes, Ismaélites, Kurdes, ...) dans les périphéries autour des villes ou dans les campagnes.

¹⁰³ Comme nous l'avons expliqué à la section précédente, l'élite de Damas formait en 1947 le parti National autour de Chukri Quatli, président de la République depuis 1943, qui favorisait une alliance stratégique avec la famille royale saoudite poussée par des liens de parenté et d'amitié. Les élites d'Alep et de Homs, quant à elles, formaient le parti du Peuple et encourageaient une union avec l'Iraq sous l'égide du trône hachémite pour favoriser et protéger leurs intérêts d'affaires et de commerce (vue la situation géographique d'Alep au nord et au centre du pays, ainsi que toute la région du nord-est desservie par Homs et Alep et les communications plus habiles avec l'Iraq).

l'avons constaté jusqu'à présent. Elle hésitait entre les initiatives régionales d'union, tantôt avec le Croissant Fertile¹⁰⁴ ou les hachémites à Bagdad et en Jordanie, tantôt avec l'Arabie Saoudite et l'Égypte. Ses discours encourageaient, pourtant, les tendances du nationalisme arabe. Les élites radicales avaient plus d'ambitions : le PSNS de Saadé revendiquait la création de la Grande Syrie¹⁰⁵, car les syriens constituaient, à travers l'histoire, une entité nationale distincte : «La Syrie doit être aux Syriens et les Syriens sont une nation à part entière»¹⁰⁶ ; tandis que le parti Baas d'Aflaq et Bitar s'opposait à des regroupements régionaux et plaidait en faveur de l'unité arabe globale :

« L'unité arabe est un idéal et un modèle. Elle n'est pas l'aboutissement ou la conséquence de la lutte que mène le peuple arabe pour conquérir la liberté et accéder au socialisme, elle est l'idée nouvelle qui devrait accompagner et diriger cette lutte. La puissance de la nation arabe ne correspond pas à l'addition des potentialités de chacune de ses régions. La somme est supérieure sur le plan quantitatif, et différente par sa nature ».

« L'unité n'est pas un acte imposé par les circonstances et par l'évolution de la situation. Les circonstances n'y aident pas, et l'évolution pourrait bien se dérouler en sens contraire, engendrant une fausse cristallisation de la désunion. L'unité procède de l'efficacité et de la volonté de création et, pour y parvenir, il faut lutter à contre-courant et gagner une course contre la montre. En d'autres termes, l'unité inclut la notion de bouleversement et de combat ».

« Aussi devons-nous conclure que le peuple arabe ne réalisera son unité dans le combat que dans la mesure où il mènera le combat pour l'unité » (Aflaq, 1953)¹⁰⁷

¹⁰⁴ Le Croissant fertile, comme déjà mentionné, est une entité géographique du Moyen-Orient, d'un intérêt historique important, qui comprenait des territoires de la Syrie, du Liban, Chypre, Jordanie, Palestine, l'Irak et l'Iran. Son nom est le symbole de la richesse de ce territoire suffisamment arrosé par trois rivières.

¹⁰⁵ La Grande Syrie, un terme qui désigne une région historique du Moyen-Orient qui contient l'équivalent de la Syrie actuelle, la Jordanie, le Liban, la Palestine et certaines parties de la Turquie, le Koweït, l'Irak, l'Égypte et Chypre. Dans un contexte historique on l'appelait *Bilad Al-Cham* ou justement la Syrie. Cette région est considérée par Antoun Saadé, fondateur du PSNS, le bassin géographique dans lequel La Syrie a évolué en tant qu'un État- nation dans ses frontières naturelles : monts Taurus au nord-ouest, monts Zagros au nord-est, le canal de Suez (Égypte) et la mer Rouge, la péninsule du Sinaï et le golfe d'Aqaba (Jordanie) au sud, l'île de Chypre, l'étoile du Croissant, le désert d'Arabie et le golfe Arabe (Persique) à l'est. Souvent il y a une confusion entre les trois termes : Bilad Al-Cham, la Grande Syrie et le Croissant Fertile, termes utilisés souvent pour des buts purement politiques ou même idéologiques. À signaler que cette région a toujours été un ensemble homogène culturelle et économique, qui n'a été partagé et divisé qu'après la Première Guerre Mondiale et suite à des accords coloniaux.

¹⁰⁶ C'est le premier principe fondamental de la doctrine de Saadé qu'il publia dans son ouvrage «La naissance des Nations» publié à Beyrouth en 1938. Cité par Chabry et Chabry 1987, p. 161-62.

¹⁰⁷ Extrait de l'éditorial d'Aflaq du journal al-Ba'th, février 1953: "*La nature révolutionnaire de l'unité arabe*".

Sur la scène locale économique et sociale, toutes les élites syriennes estimaient que le développement de l'économie nationale nécessitait une intervention de l'État¹⁰⁸. Elles exigeaient, après l'indépendance, un «Pacte social» pour organiser les rapports entre les propriétaires des terres, les gens d'affaires, les ouvriers et les paysans. L'élite traditionnelle dominante y voyait au départ un outil pour maintenir sa puissance politique, sociale et économique. Les élites réformistes et radicales voulaient cette intervention et ce pacte pour défendre les intérêts des paysans et travailleurs qui se mobilisaient pour avoir un pacte garantissant leurs droits. Devant cette mobilisation menaçant ses intérêts, l'élite nationaliste traditionnelle luttait pour ne pas relever ces défis et perdait ainsi le soutien des forces récemment émergées. Ainsi, le processus pour instaurer un système économique institutionnel devient fortement conflictuel avec l'avancement de l'industrialisation et la modernisation de la production agricole. Ce conflit d'intérêts augmentait la tension et les demandes de réformes contradictoires et préparait déjà le terrain pour la montée des radicaux du Baas :

“Syria newly emergent capitalists desired to reconstruct a political setting supportive of their economic and social interests. Its increasingly mobilized working classes and peasants struggled toward a similar end, whereas the landed oligarchy fought to preserve its position from both challenges. These are the processes which shaped Syria's political economy after independence in 1946. They produced the rise to power of the Ba'th Party in 1963” (Heydemann 1999, 12).

Une nouvelle élite urbaine provenant de la classe bourgeoise émergente de commerçants et professionnels se séparait déjà de l'élite des notables qui gouvernait, pour s'associer à l'élite rurale. Cette classe comptait les fils instruits de la haute société qui

<http://albaath.online.fr/Francais/Aflak-CH01-L%27Unite%20Arabe.htm>

¹⁰⁸ Contrairement au déroulement du développement économique des années 50 en Europe, l'intervention et le contrôle de l'État produisaient des résultats différents en Syrie où le secteur privé était le seul source de capitaux nécessaires à l'industrialisation, ce qui a permis aux élites capitalistes de jouer un rôle d'«entrepreneur subrogé» quand ils ont voulu remplacer l'État. (Heydemann 1999, 55-59).

voulaient moderniser l'agriculture et introduire l'industrie¹⁰⁹. Élite capitaliste et bourgeoise toute récente, elle était encore divisée entre marchands et manufacturiers, favorisant d'une part le commerce mondial et l'industrialisation locale d'autre part. L'animateur des indépendantistes au parlement, Khaled Al-Azm¹¹⁰, un aristocrate de grande famille féodale, représentait cette nouvelle bourgeoisie. Le Baas, son allié Hourani ainsi que Azm formaient en 1955 la nouvelle coalition gouvernementale soutenue par le colonel Malki (qui fut assassiné la même année) et les militaires pro baasistes.

La lutte se déclencha à nouveau entre l'alliance radicale des réformistes et la coalition conservatrice des élites capitalistes et foncières. L'élite traditionnelle ne pouvait plus arrêter la propagation du soutien populaire aux réformes, surtout avec la croissance de la classe urbaine moyenne, les divisions internes (entre féodaux, commerçants et manufacturiers) au sein de cette élite au pouvoir et son manque de flexibilité envers les réformes. Malgré de longues discussions, toute possibilité de conclure le «Pacte social» qui représentait un ensemble de compromis reflétant les niveaux inégaux d'intérêts des différentes parties (hommes d'affaires, fonctionnaires, féodaux, ouvriers, paysans, ...) sera vaine. Cette situation alimentait la radicalisation des groupes sociaux marginalisés soutenus par le Baas qui en profitait pour

¹⁰⁹ Les observateurs se demandaient si ces propositions de développement représentaient vraiment des réformes sociales significatives ou simplement une politique normale de manœuvre pour atteindre ou garder le pouvoir. (Heydemann 1999, 31- note 2)

¹¹⁰ Khaled Al-Azm (1903-1965), nationaliste membre d'une des plus fameuses familles syriennes et fils d'un ancien ministre chez les Ottomans. Nommé par les français en 1941 premier ministre et chargé de la présidence syrienne pour quelques mois, il devenait six fois premier ministre. Avocat de profession, intelligent et populaire, il était très connu dans le domaine des affaires et gestions de projets. Il collaborait avec les leaders du Bloc National sans en devenir membre. Il fut emprisonné par Zaïm et nommé président du Parlement et ministre à plusieurs reprises. Malgré ses tendances socialistes, les gens du gauche ne lui faisaient pas confiance à cause de ses origines aristocrates et sa fortune héritée du temps des Ottomans. Il s'opposait toujours aux prises de pouvoir par les militaires, mais il était le meilleur négociateur pour les achats d'armes et des besoins de soutien à l'armée, à l'économie et à l'industrie syriennes. Il portait le nom de «Milliardaire Rouge» à cause de ses rapports et liens avec l'URSS. En 1950, à la réussite aux élections parlementaires du fondateur du Parti Communiste syrien, Khaled Bakdache, pour la première fois, Al-Azm, comme premier ministre, fut parmi les premiers à manifester sa sympathie envers lui. En 1955, à la tête du gouvernement, la Syrie connaîtra un virement à gauche, une économie indépendante et l'industrie un essor.

mobiliser la population afin d'assurer les réformes garantissant les droits des paysans et ouvriers, qui devenaient de plus en plus irrésistibles. Son affaissement donnera ensuite un élan aux élites militaires, radicales et leurs alliés pour dissoudre la Syrie et ses institutions dans la République Arabe Unie (RAU) dominée par l'Égypte de Nasser (Heydemann, 1999, 26-33). L'élite traditionnelle au pouvoir ne parvient pas, encore une fois, à comprendre les besoins de la société et de la population en sa majorité et perd ainsi ce qui restait de sa légitimité et représentativité du peuple syrien au profit de l'élite radicale émergente et particulièrement du Baas. Ces développements aboutirent à la «désintégration explosive» du système oligarchique traditionnel, ainsi qu'à l'effondrement du système politique syrien, à la fin de 1957 (Heydemann 1999, 14-15 ; Seale 1986, 307). Les réformes agricoles et socialistes de Nasser¹¹¹ lors de l'union entre la Syrie et l'Égypte, attiraient la masse populaire syrienne et encourageaient l'élite radicale à avoir plus d'exigences.

La croissance du contrôle de l'État sur la société et l'économie et de son rôle d'agent de réformes, considérée comme l'une des conséquences de la transformation des institutions de l'État, représente ainsi «un défi significatif à la capacité de l'élite d'affaires (ou les capitalistes) et ses supporteurs politiques de maintenir le contrôle sur les dynamiques de la composition de l'État syrien et de l'organisation de l'économie nationale» (Heydemann 1999, 56). Ceci est du à la différenciation et à la rivalité au sein de l'élite syrienne qui n'a pas souvent oublié ses divergences, ni manifesté une volonté unique et décisive nécessaire pour défendre les intérêts communs du pouvoir et du pays. Cette élite fragmentée, s'appuyant pourtant sur certains intérêts objectifs propres à elle-même pour garder le pouvoir, n'était en

¹¹¹ Ces réformes comprenaient la limitation des grandes propriétés terriennes, la redistribution des terres et l'introduction de systèmes coopératifs, dans le but de réduire les inégalités entre la ville et la campagne, d'améliorer la production et de mieux intégrer l'agriculture dans les économies nationales. Le but politique derrière ces réformes était la réduction de l'influence de l'ancienne élite féodale.

réalité qu'un agglomérat de groupes d'intérêts en compétition continue. Elle n'a pas pu créer une vraie «classe dirigeante» pour mener le pays vers la stabilité requise :

“Despite the considerable influence of Syria's capitalists, reformist parties and movements were able to advance a more transformational view of state intervention. State expansion created new opportunities to expand the boundaries of popular participation, and populist reformers exploited these possibilities to deepen and radicalize processes of social and economic change” (Heydemann 1999, 55-56).

D'autre part, l'armée, composée de membres de minorités ethniques et religieuses sous le régime colonial français, ne jouissait pas de culture professionnelle ni de tradition militaire. L'adhésion au service militaire qui n'était pour certains (les fils de paysans et familles démunies) qu'un moyen de gagner leur vie, avait pour d'autres (les individus de communautés ethniques mobilisés et exploités par les radicaux) des motifs politiques. Le développement du sens des missions militaires et de leurs rôles, surtout sous la tutelle des officiers radicaux, ne contribue pas à avantager l'élite traditionnelle, car il favorise les idéologies des réformistes radicaux qui défendent les intérêts des classes moyennes et pauvres, ce qui va contre les intérêts de ceux qui se servent du pouvoir pour défendre leurs propres intérêts et non ceux du peuple. Même les officiers, auteurs des coups d'État, étaient loin de leurs bases militaires et divisés pour des raisons idéologiques, sectaires, régionales ou personnelles, vus leurs origines (différentes minorités religieuses et ethniques) et leurs orientations politiques (sympathie ou alliance avec les formations existantes). Ils se trouvaient engagés dans l'une ou l'autre des activités ou des arguments des politiciens. L'élite militaire n'était ni prête, ni préparée à gouverner ou à jouer le rôle d'élite du pouvoir sans les civils (Haddad, 1971, 186-96). La défaite arabe de 1948 en Palestine a aussi miné la légitimité de l'élite traditionnelle des notables qui avait réduit les forces militaires du pays dès la fin du Mandat français.

Malgré son succès national, en faisant l'indépendance, l'élite traditionnelle n'a pu assurer le soutien populaire à son régime politique démocratique et n'a pu non plus approfondir ses racines sociales. Sa légitimité était incertaine dès le départ, ayant échoué à faire face aux défis majeurs pour gouverner le pays. Son impuissance à combattre les pressions impérialistes et l'agression sioniste en Palestine lui enlevait toute légitimité à l'international. Son incapacité à bâtir le système de développement économique et social pour garantir la sécurité à la grande majorité de la population (paysans et ouvriers), en imposant son propre modèle libéral et capitaliste, la priva de légitimité à l'intérieur (Hinnebusch 1990, 71-73). Son *illégitimité*, expliquée par sa *fragmentation*, sa soumission et sa faiblesse, accroît l'*isolement* de cette élite et permet aux adversaires de critiquer ses politiques et de saisir les opportunités pour la renverser.

Tous ces éléments de fragmentation et d'affaiblissement de l'élite traditionnelle syrienne, de l'écart profond entre la ville et la campagne, entre les militaires et les civils, et entre les citoyens urbains et les villageois, ont permis aux militaires d'intervenir dans le pouvoir politique, et aux forces radicales, révolutionnaires, mieux organisées et guidées par le Baas, de saisir l'ouverture de fenêtres d'opportunité politique, comme nous le démontrons dans la section suivante, pour préparer leur chemin vers l'accès au pouvoir par une «insurrection verte» ou une «*Revolution from above*»¹¹² (Hinnebusch 2001).

C. *Fenêtres d'opportunité politique et le Baas*

Il est utile de rappeler les éléments d'ouverture des fenêtres d'opportunité politique, qui sont : un événement, signe ou moment critique, des acteurs (entrepreneurs politiques), des politiques stratégiques et une disposition de l'opinion publique. Le processus de cette

¹¹² Ellen Kay Trimberger, 1978. «*Revolution from above*». N.J.: Transaction Books.

ouverture est défini par l'identification d'un problème survenant ainsi que ses solutions, les idées et les propositions; les processus variés qui caractérisent les politiques publiques; et le développement d'une vie politique, d'un courant public ou de tendances nationales qui accompagnent un changement d'opinion (Kingdon 1995; Howlett 1998).

L'élite du Baas a profité, en plus de ce qui a déjà été mentionné, de fenêtres d'opportunité, tant matérielles que symboliques, pour mobiliser le secteur populaire longtemps négligé par l'élite au pouvoir, pour vaincre ses adversaires et solidifier sa position, car la force de ce secteur a bien déterminé le niveau du conflit des élites dans l'intérêt du Baas et de ses alliés.

Depuis sa fondation, l'élite du Baas a bien déterminé sa clientèle. Son recrutement visait essentiellement les intellectuels, les étudiants et les professeurs des écoles publiques. Les étudiants devenant des professeurs - messagers, continuaient à promouvoir l'idéologie et les objectifs du Baas, surtout dans les villages et petites villes. Après l'indépendance, de nombreuses nouvelles écoles secondaires étaient dirigées par des instituteurs d'origine rurale et ethno religieuse prônant les idéologies politiques nationalistes et radicales du Baas (Torrey 1975, 157 ; Zakarya 1997, 265-66). La coalition entre le Baas et Hourani, connu chez les paysans pour sa lutte farouche contre les féodaux¹¹³ et ses liens très solides avec le corps militaire, a permis au Baas d'élargir sa plateforme de partisans chez les paysans et la classe moyenne dans les villages et petites villes et de s'assurer la solidarité des militaires¹¹⁴. Les militaires n'avaient joué, sous le Mandat français, aucun rôle dans l'indépendance. Durant les

¹¹³ Rappelons que Akram Hourani est membre d'une famille de l'élite féodale. Il luttait pour défendre les causes des paysans contre la domination des propriétaires fonciers.

¹¹⁴ Le mépris de l'élite des notables et de leurs familles pour le service militaire tout au long du mandat français, a permis aux membres des minorités religieuses (Druzes, Alaouites et Chrétiens), privilégiés par les Français, de mieux s'installer dans les rangs de l'armée syrienne. Seuls les membres des classes pauvres trouvaient dans le service militaire sécurité et prestige. Les jeunes des classes bourgeoises préféraient des carrières professionnelles ou d'affaires que leurs parents choisissaient.

années qui ont suivi la défaite en Palestine (1948), ils ont imposé leurs règles du jeu en rompant avec les projets sociaux et économiques de l'élite gouvernante fragmentée :

“They eventually made their military coups and imposed their will on the civilian population by breaking the social and economic position of the ruling elite which had naively allowed the military to manage their own affairs and could not keep a watchful eye over the recruitment and promotion of the officers and over their loyalty and political reliability. Many officers remained or wish to remain neutral and were disinclined to engage in politics, but they had eventually to adhere to the ruling radical clique of officers or else be purged. Those who dissented sometimes indicated their disapproval by mounting a coup against their military colleagues” (Haddad 1971, 44).

Les officiers pro-baasistes, souvent alliés aux auteurs des coups d'État, obtenaient des postes clé leur permettant d'influencer le déroulement des développements politiques du pays. Ils furent le moteur principal à pousser le gouvernement syrien vers l'union avec l'Égypte en 1958.

Les élections de 1954 avaient mené 64 nouveaux députés «indépendantistes» au parlement. Ces élections qui ont assuré 22 sièges parlementaires aux Baasistes, furent la fenêtre principale d'opportunité du grand gagnant, le Baas associé à Hourani, avec 15% des votes, pour devenir la troisième force au Parlement. L'élite du Baas deviendra une clé politique importante au pays. Soutenu par les 64 députés indépendants qui votaient souvent en faveur de ses propositions, le Baas profita de cette fenêtre pour faire face aux délégués nationalistes traditionnels fragmentés et se préparer à dicter ses conditions en se servant du parlement.

Le colonel Malki, adjoint au chef d'état-major général et membre de l'élite militaire baasiste très puissante, avait tenté de renverser Chechakli en 1952. Arrêté et éloigné de l'armée, il sera de retour à son poste après le départ de Chechakli. Son assassinat en avril

1955 créa une tempête politique. Le suspect était un sergent du PSNS¹¹⁵ de Saadé, qui essaya de renforcer sa présence chez les militaires. Le président de la république a assuré la volonté du gouvernement de punir tous les coupables. Le Baas saisissait cette fenêtre d'opportunités pour influencer les investigations de Sarraj¹¹⁶, un de ses alliés, et pour mener une campagne de répression contre le PSNS, son principal rival. Les investigations identifiaient les États-unis et le PSNS comme responsables de l'assassinat. Les membres du PSNS, nombreux dans les rangs des militaires, tant des éduqués que de la classe moyenne, seront poursuivis. 140 furent arrêtés et 26 furent condamnés à des peines de mort ou de prison à vie (Commins 2004, 183). Le parti PSNS sera aboli et toute ses activités interdites. Ainsi le Baas se débarrasse d'un adversaire très puissant et bien organisé, à l'occasion d'un événement critique qu'il a su saisir et dont il a tiré profit.

Les développements régionaux, après le Pacte de Bagdad, l'attaque contre Port Said (Egypte) et la Doctrine d'Eisenhower, renforçaient la position de l'élite radicale. Les élites traditionnelle et modérée furent éliminées du pouvoir à la fin de 1957, ce qui facilita la mission du Baas et des militaires de pousser vers une fusion complète avec l'Égypte, pour renforcer la résistance du pays aux menaces de conflit interne et d'agression externe. L'armée syrienne, représentant différents petits groupes politiques, était complètement divisée, ce qui renforça encore la position du Baas qui accepta de se dissoudre à la demande de Nasser pour assurer une meilleure représentation dans le gouvernement de la RAU et dans le parti unique «l'Union Nationale», selon le modèle égyptien. Une représentation qui ne durera pas longtemps (Laurens 1991, 160-80).

¹¹⁵ Au cours d'un événement sportif, le lieutenant Younés Abdul-Rahim tue le colonel Malki et se loge une balle dans sa tête, portant avec lui tous les secrets de ce meurtre.

¹¹⁶ Abdul-Hamid Sarraj, Chef des Services Spéciaux après le départ de Chechakli en 1955. Il devenait l'homme fort de la Syrie dans la RAU.

Après l'établissement de la RAU, Nasser, voulant affaiblir l'influence des élites syriennes, civiles et militaires, congédiait et gardait en exil au Caire des officiers pro baasistes pour les empêcher de mener toute intervention politique. Un certain nombre de ces officiers, y compris Assad et Jedid, profitaient de leur exil pour s'organiser dans l'ombre, préparer des plans de revanche après leur retour en Syrie et formaient en 1959 le «Comité Militaire» qui s'infiltrait à nouveau dans l'armée, après la sécession de l'union. Les membres du «Comité», ainsi que l'élite baasiste, profitaient également des rivalités personnelles entre membres de l'élite au pouvoir et du vide politique pour tenter des coups d'État en 1962. Ces membres du «Comité» cherchaient à prendre le contrôle du Baas en semant le doute sur les attitudes de son élite civile fondatrice éloignée de tout pouvoir. L'élite militaire baasiste soutenait le coup d'État de Ziad Hariri en mars 1963. Hariri, envoyé en mission diplomatique deux mois plus tard, sera écarté du pouvoir et un grand nombre de ses partisans «indépendantistes» seront aussi éloignés de l'armée lors de ce voyage hors Syrie. Les militaires du Baas et leurs proches alliés s'empareront alors du pouvoir.

Ainsi ces événements dramatiques des années 50 (coups d'État, renversements de gouvernements, dissolutions de parlement, assassinats, union mal préparée qui mènera à la fin de la première expérience d'unité arabe, armée politisée déchirée, ...), n'étaient que des signes considérés comme des fenêtres d'opportunité ouvertes à des moments critiques. L'aile la plus dure du Baas, associée aux militaires pro baasistes et unionistes (les entrepreneurs politiques), a su bien saisir l'occasion de ces fenêtres d'opportunité ouvertes pour fonder sur les décombres d'un régime affaibli et ruiné par la corruption, la fragmentation et l'égoïsme de son élite. L'élite traditionnelle, qui n'avait plus le pouvoir de prolonger son «règne» et garder ses gains, livre ses armes. Le Baas a aussi profité, en plus du vide politique, de tendances

nationalistes et unionistes très rependues et d'une opinion publique déjà bien préparée pour accueillir leur coup. Malheureusement, les Baasistes, une fois au sommet de l'État, n'appliqueront pas de meilleures mesures pour sauver la Syrie et les intérêts de son peuple.

Conclusion

L'étude de l'élite permet, par une analyse sociopolitique, de comprendre les transformations d'une société en définissant et décrivant ses déterminants, selon Lasswell (1965). Cette étude appliquée à l'élite syrienne depuis l'indépendance du pays, a pour principal résultat de confirmer le lien entre les changements sociaux, le développement politique et la structuration des élites, leurs rôles et leurs comportements. Nous nous trouvons ainsi une confirmation que la fragmentation, la faiblesse et l'illégitimité de l'élite traditionnelle qui gouvernait sous le Mandat français et qui a mené le pays à l'indépendance, ont permis à une minorité idéologique ethno-religieuse de s'emparer du pouvoir en 1963 pour ne plus jamais le céder.

Les éléments de la définition théorique de l'élite chez la plupart des théoriciens, notamment la fortune, l'éducation, la famille, le prestige ou tout autre privilège, s'appliquent en général à l'élite traditionnelle syrienne. Il manquait à cette dernière les connaissances et l'expérience pour mobiliser les masses ainsi que l'influence suffisant et l'habileté à bien gouverner. Cette élite n'était qu'une minorité qui «régnait sur la société toute entière», selon les termes de Aron (1965). Après l'indépendance, l'élite syrienne se composait de dirigeants politiques, d'administrateurs, d'opérateurs économiques, de leaders d'opinion (meneurs de masses) et de chefs militaires¹¹⁷. La *diversité*, la *dispersion* et l'*hétérogénéité* de ces catégories qui influençaient le pouvoir n'ont pas permis à cette élite de «s'unifier pour gouverner», comme le préconisaient Mills (1969) et Dahl (1971) ; ce qui a affaibli sa capacité d'intervention auprès de la population, et lui a fait perdre sa légitimité à exercer le pouvoir.

¹¹⁷ Selon la classification de Aron (1965).

Nous avons constaté dans la littérature, que cette élite a connu, en différentes circonstances et occasions, trois types de coalition ou d'unité entre élites telles que définies par Higley (2009). Sous Mandat français, elle était unie par consensus pour combattre la colonisation et l'occupation française. Une fois la Syrie indépendante, l'élite traditionnelle a tenté de s'unir, mais partiellement, imparfaitement et de façon limitée selon les cas, pour faire face aux dangers que constituait l'élite militaire ou l'élite radicale idéologiquement unie et représentée par le Baas et les forces de la gauche socialiste. L'élite radicale entraînait également souvent en coalition avec les autres élites mais au gré de circonstances conjoncturelles (coalition avec l'élite traditionnelle du parti du Peuple entre 1947 et 49). Les événements prouvent plus tard que cette élite traditionnelle n'était plus capable d'éviter une fragmentation qui l'a affaiblie et écartée définitivement du pouvoir en 1963. À l'inverse, l'élite radicale du Baas et l'élite militaire alliée ont pu s'unir sur des bases idéologique, générationnelle et identitaire pour abolir à jamais le régime capitaliste bourgeois.

Malgré l'autorité que le peuple a reconnue à l'élite traditionnelle durant le Mandat et les premières années de l'indépendance, sa fragmentation (la division du Bloc National en deux partis en 1947 et les différences continues entre Damas et Alep) lui a ainsi fait perdre son influence et sa légitimité. Cela a été d'autant plus prononcé que, étant donné sa composition de notables et féodaux de la haute société, elle ne représentait pas la diversité de la population. La représentativité, qui est un des éléments pour assurer la cohésion entre les élites afin de former une «élite du pouvoir» capable de répondre aux vœux et désirs de la majorité, selon les conclusions de Eldersvelt (1979), était basée en Syrie sur les liens féodaux de dépendance, de servitude et de clientélisme entre les propriétaires des terrains, les paysans

et la population en général. Elle s'appuyait lors d'élections, dites libres, souvent sur l'achat de voix ou sur les liens d'exploitations.

L'élite traditionnelle de notables n'était pas ainsi le *choix d'excellence* de la majorité, mais une *supériorité imposée* par la force de la fortune, de l'éducation et des postes qu'occupait la minorité au pouvoir. Elle n'était fondée que sur l'occupation de postes qui donnaient pouvoir et prestige, et non sur le mérite de ceux qui la composaient, comme la décrit Mills (1969). La circulation de cette élite nationale ne dépassait pas le «*renouvellement* de l'élite existante», que reconnaissait Mosca (1939), dans un cercle clos de parenté et des plus proches, souvent recrutée par héritage, cooptation ou désignation, basés sur la fidélité et la loyauté, et loin de toute compétition, formation ou apprentissage, selon les termes de Putnam (1974). Ses membres partageaient entre eux le pouvoir des décisions nationales politiques et économiques importantes. La *reproduction* qui se faisait d'une manière graduelle et pacifique de peu d'envergure, était très restreinte et fermée ; ce qui a mené à la *révolte* des autres catégories de la société, résultat direct et naturel de cette circulation limitée, selon la théorie de Pareto (1917) et l'avis de Burton (1980).

L'élite militaire qui a pris à plusieurs reprises le pouvoir par la force, aussi bien que l'élite traditionnelle monopolisant le pouvoir après l'indépendance, n'ont pas su se montrer utiles à la collectivité ni contribuer au bien-être des populations qui les ont choisies ou soutenues, comme devait se comporter (théoriquement au moins) l'élite du pouvoir. Elles ont perdu toute légitimité comme la voyait Talcott Parsons (1960) qui considérait l'acte de légitimation comme une «évaluation ou mesure des valeurs communes ou partagées dans un contexte d'engagement aux activités du système social». Ces valeurs, directives générales de

tout engagement, manquaient à l'élite syrienne, civile ou militaire, qui n'a pas su démontrer son engagement envers la collectivité ni les valeurs communes ou partagées.

Ce manque de légitimité des élites, et même des institutions, n'a pas permis en conséquence d'assurer la stabilité dont le maintien dépendait d'une légitimité réciproque, qui aurait lié entre les membres de l'élite et les institutions établies, comme l'annonçait Rustaw (1976). Utilisant sa force coercitive et profitant de l'autonomie complète dont elle jouissait, l'élite militaire pour sa part, s'est souvent imposée comme à la fois juge et parti dans les décisions politiques, sans tenir compte des procédures institutionnelles établies. Sept coups d'État militaires ont ainsi eu lieu entre 1949 et 1963, sans rien changer à cette situation.

En Syrie, comme dans la plupart des pays en voie de développement, la bureaucratie militaire et civile était souvent plus développée que les organisations politiques et l'armée était l'institution la mieux organisée pour exprimer les souhaits nationaux, comme l'annoncé Huntington (1965). Seule l'élite radicale du Baas, organisée et munie d'une idéologie populaire, a donc su utiliser son *influence* pour attirer les autres vers ses objectifs et établir les coalitions qui les servaient. L'élite traditionnelle n'utilisait pour sa part, en tant que classe supérieure de commandement, son *pouvoir* que pour écarter une action indésirable d'un rival (Parsons, 1960). Dahl (1971) croyait comme Parsons que le pouvoir, se distribuant entre les différents groupes d'une société, existe non seulement chez les décideurs, mais aussi chez tous ceux capables d'influencer la population et les alliés. Rappelons que Lasswell (1950) considérait les élites comme des «influents».

Notre étude constate que l'élite du Baas a profité des alliances et coalitions qu'elle a conclues dans ce contexte, de la faiblesse et l'illégitimité de l'élite au pouvoir, ainsi que des fenêtres d'opportunité politique qui se sont ouvertes depuis sa fondation. Le Baas a ainsi

établi une plateforme de partisans dans une catégorie très large d'intellectuels, d'étudiants et de professeurs toujours en contact avec les générations émergentes. Son alliance avec Hourani, membre d'une famille féodale au centre de la Syrie et de l'élite la mieux implantée chez les paysans et les militaires, a permis au Baas d'élargir cette plateforme pour inclure les sympathisants des paysans et travailleurs toujours ignorés et humiliés par l'élite traditionnelle au pouvoir. Dès lors pour gouverner, l'élite militaire dépendait de ses coalitions avec une élite civile, celle des radicaux et du Baas. Cette dépendance et les alliances ont ouvert au Baas, en particulier, des «portes d'opportunité», non seulement des fenêtres, en exploitant ses rapports avec les militaires et en soutenant leurs coups de force à plusieurs reprises, pour finir par conquérir seul le pouvoir.

L'élite du Baas a donc fini par profiter de la faiblesse de l'élite traditionnelle au pouvoir, fragmentée et illégitime, pour saisir les fenêtres d'opportunité et conquérir le pouvoir par la force et les moyens coercitifs afin de maintenir son contrôle sur les décisions politiques et sur le pays en entier. Face à quoi la classe gouvernante traditionnelle n'a pas su réagir correctement en s'inclinant devant la menace de violence, ni tourner les obstacles qu'elle ne pouvait surmonter, ou selon les termes de Pareto (1917), elle n'a pas joué le rôle du *renard* et de ses ruses mais celui du *lion*, ce qui lui a coûté le «trône» syrien.

Les positions du Baas à l'égard des pressions et des interventions étrangères dans les affaires du pays et des alliances régionales et internationales, ses attitudes face à l'occupation coloniale et envers l'unité arabe, ainsi que devant les besoins de la population à l'intérieur, ont toutes augmenté ses chances de gagner le statut de «gardien de la Nation». Sa coopération avec l'armée nationale, à qui son élite a offert tout le soutien nécessaire, jouait à l'avantage de ses tentatives pour acquérir le pouvoir. Les membres de l'élite baasiste ont profité à plusieurs

reprises de fenêtres d'opportunité prévisibles : les élections de 1947 et celles de 1954. Il en fut de même de fenêtres imprévisibles, comme l'assassinat du baasiste, le colonel Malki, qui leur a permis d'éliminer le PSNS, parti rival le plus menaçant. Le Baas a également fait preuve d'opportunisme lors de l'ouverture de fenêtre d'opportunité à la fin de 1957 en forçant le gouvernement syrien à fusionner avec l'Égypte, puis en changeant ses prises de positions et critiquant plus tard cette fusion. Ses ministres «démissionnés» du gouvernement de la RAU, ont soutenu la sécession. Ses officiers en exil, écartés et marginalisés par Nasser, se sont organisés secrètement, sous le parapluie du «Comité militaire», arrangeant leur retour pour remodeler le destin du pays et préparer leur conquête du pouvoir.

La convergence des intérêts respectifs et des relations personnelles et la similitude des origines et des idées qui devaient en principe unir les cercles dirigeants dominants, et sur lesquelles doit se reposer l'unité des élites, selon Mills (1969), n'existaient pas chez les membres de l'élite traditionnelle syrienne, qui n'ont pas pu conclure d'alliances pour réaliser leurs objectifs respectifs ou parvenir à des décisions communes, comme le proposait Dahl (1971). Ceci explique leur fragmentation et leur faiblesse.

La concurrence entre membres d'une élite fragmentée, considérée comme une évolution de la nature de l'élite traditionnelle des sociétés antérieures, n'a pas assuré la stabilité de la société, ce qui a empêché la formation d'une classe dirigeante homogène, qui aurait pu en principe assurer l'accès au pouvoir d'une élite renouvelée «capable de commander et de prendre en considération les revendications des masses et des groupes d'intérêts», selon Laurin-Frenette (1978). Cette fragmentation associée à des crises sociales et des défaites militaires, s'est aussi trouvée accélérée car le développement socioéconomique

n'a pas été accompagné de changements dans les institutions et les représentations politiques, comme le voyait Greene (1990).

L'élite traditionnelle au pouvoir n'a pas su se servir du «modèle» des systèmes démocratiques occidentaux qu'elles voulaient imiter. L'obstacle essentiel était les inégalités socio-économiques et le manque d'intégration nationale et de participation à la vie politique. En conséquence, ce modèle n'a que difficilement servi le développement au pays, car l'élite politique traditionnelle n'était pas en mesure de réaliser les transformations requises par la masse. Cette élite, censée être l'élément essentiel du développement politique, n'a pas tenu compte des interactions entre les structures politiques, sociales et économiques.

En plus de la fragmentation, l'illégitimité et la faiblesse de l'élite traditionnelle au pouvoir, ce manque d'institutionnalisation et de représentativité a facilité la tâche de l'aile radical du Baas qui s'est présenté comme protecteur alternatif en faveur de six coups d'État réussis qui ont bouleversé la stabilité en Syrie et ouvert plusieurs fenêtres d'opportunité pour intervenir. Ces radicaux, menés par le Baas, occupaient déjà l'espace public et changeaient la façade de la scène politique syrienne.

Bibliographie

- Aita, Samir. 2005. « Aux origines de la crise du régime de Damas ». *Monde diplomatique* (Paris), juillet, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/07/AITA/12605>
- Albertoni, Ettore A. 1987. *Doctrine de la classe politique et théories des élites*. Paris: Librairies de Méridiens.
- Aron, Raymond. 1950. « Social Structure and the Ruling Class ». *The British Journal of Sociology*. Vol. 1, No.1, pp. 1 – 16, & V. 1, No. 2: 126 - 143
- Aron, Raymond. 1965. « Catégories Dirigeantes ou Classe Dirigeante? ». *Revue française de science politique*, V. 15: 7-27
- Be'eri, Eliezer. 1982. « The waning of the military coup in Arab politics ». *Middle Eastern Studies*, Volume 18, Issue 1, January: 69 - 81
- Bélanger, André-J., Vincent Lemieux. 2002. *Introduction à l'analyse politique*. Montréal : Gaetan Morin
- Boss, Gilbert. 1996. « La formation des élites », *Philigne*, Québec, <http://www.gboss.ca/elites.htm>
- Bottomore, Tom B. 1993. *Elites and Society*. (2^e édition). London & New York : Routledge. (1964, 1^{ère} éd. London: C.A.Watts & Co. Ltd.)
- Brezis, Elise S. et Peter Temin. 1999. « Elites, Minorities and Economic Growth in an Interdisciplinary Perspective ». Dans Brezis, Elise S. & Temin, Peter, dir. *Elites, Minorities and Economic Growth*. Amsterdam: Elsevier.
- Burton, Michael G. 1980. « Elite Disunity and Collective Protest: the Vietnam Case », Dans Kourvetaris, G. A. & Betty A. Dobratz, dir. *Political Sociology – Readings in Research and Theory*. London: Transaction Books. 325-340
- Busino, Giovanni. 1992. *Élite(s) et élitisme*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Carlton Alford. 1950. « The Syrian Coup d'État of 1949 » *The Middle East Journal*, V. 4, N. 1, January 1950 : 1-11
- Chabry, Laurent, Annie Chabry. 1987. *Politique et minorités au Proche-Orient, les raisons d'une explosion*. Paris : Maisonneuve & Larose.

- Coenen-Huther, Jacques. 2004. *Sociologie des Élités*. Paris : Coursus, A. Colin.
- Dahl, Robert. 1970. *Modern Political Analysis* (2^e ed.). N J: Prentice-Halls Inc.
- Dahl, Robert. 1971. *Qui gouverne?* Paris: A. Colin. (du titre original « Who Governs, Democracy & Power in an American City » par Yale Univ. Press, 1961)
- Degeorge, Gérard. 1994. *Damas, des Ottomans à nos Jours*. Paris. L'Harmattan.
- Dodd, Lawrence. 1976. *Coalitions in Parliamentary Government*. N.J.: Princeton Univ. Press.
- Eldersveld, Samuel J. 1989. *Political elites in modern societies, Empirical research and democratic theory* . Michigan : The University of Michigan press.
- Field, G. Lowell & John Higley. 1980. *Elitism*. London: Routledge & Kegan Paul.
- Field, G. Lowell & John Higley. 1985. « National Elite and Political Stability ». Dans Gwen Moore, dir. *Research in Politics and Society. Studies of the structure of national elite groups*. V. 1. Greenwich – London: JAI Press Inc., 1-44.
- Genieys, William. 2004. « Nouveau regards sur les élites du politique ». *Revue française de science politique*. V. 56. 2006. pp. 121-147
- Greene, Thomas H. 1990. *Comparative revolutionary movements: search for theory and justice*. 3^e ed. Prentice Hall, N.J.: Englewood Cliffs.
- Guingamp, Pierre. 1996. *Hafez El-Assad et le Parti Baath en Syrie*. Paris & Montréal: Harmattan.
- Haddad, George M. 1971. *Revolutions and military rule in the Middle East*. Part 1, Vol.2, N Y: R. Speller & Sons Publishers Inc.
- Heydemann, Steven. 1999. *Authoritarianism in Syria, Institutions and Social Conflict. 1947-1970*. Ithaca & London: Cornell University Press.
- Higley, John. 2009 « Elites, Non-Elites, and Limits to Politics ». Dans “*Elite Thory and Analysis*”, Lisbon : Livros Horizonte. (Texte non encore publié, reçu par courtoisie de l’auteur).
- Higley, John & Michael Burton. 2006. *Elite Foundations of Liberal Democracy*. Lanham: Rowman & Littlefield.
- Higley, John, Lowell G. Field, et Knut Grøholt. 1976. *Elite Structure and Ideology, a theory with application to Norway*. Oslo: Universforlaget, Columbia University Press.

- Higley, John & J. Pakulski. 2000a. « Elites Power Games and Democratic Politics in Central and Eastern Europe ». Dans M. Dobry, dir. *Democratic and Capitalist Transitions in Eastern Europe*. Netherlands: Kluwer Academic Publishers, 109 –129.
- Higley, John & Jan Pakulski. 2000b. « Jeux de pouvoir des élites et consolidation de la démocratie en Europe Centrale et Orientale ». *Revue française de science politique*, 50, 4-5 (août - octobre), 657-78
- Hinnebusch Raymond. 1988. « Political Parties in the Arab State: Libya, Egypt, Syria », Dans Adeed Dawisha & I. William Zarman, dir. *Beyond Coercion, the Durability of the Arab State*, V. 3. NY: Croom Helm, 35-60.
- Hinnebusch Raymond. 1989. *Peasant and Bureaucracy in Ba’thist Syria, The Political Economy of Rural Development*. Bolder, Colo. USA: Westview Press.
- Hinnebusch Raymond. 1990. *Authoritarian Power and State Formation in Ba’thist Syria. Army, Party, and Peasant*. Bolder, Colo. USA: Westview Press.
- Hinnebusch Raymond. 2001. *Syria, Revolution from above*. NY: Routledge.
<http://www.myilibrary.com?id=10668>
- Hourani, Albert. 1991. *A History of the Arab Peoples*. Cambridge: Harvard Université Press (1993. *Histoire des Peuples Arabes*. Paris: Editions du Seuil)
- Howlett, Michael. 1998. « Predictable and Unpredictable Policy Windows – Institutional and Exogenous correlates of Canadian Federal Agenda setting », *Canadian Journal of political Science/Revue canadienne de science politique*. 31, 3 (Sept) : 495-524.
- Huntington, Samuel. 1991. *The third wave – democratization in the late twentieth century*. Norman, USA: University of Oklahoma Press,
- Huntington, Samuel. 1965. « Political Development and political decay ». *World Politics*, V. 17, N. 3 (April): 386 – 430.
- Karvonen, Larry. 1993. *Fragmentation and Consensus*. NY: Social Science Monographs, Boulder, Columbia University Press,
- Keller, Suzanne. 1963. *Beyond the Ruling Class, Strategic Elites in Modern Society* N Y.: Random House, (Transaction Pub., NB, USA, 1991).
- Kenworthy, Eldon. 1970 « Coalitions in the Political Development of Latin America ». Dans Groennings, S., Kelly, E.W. & Leiserson, M., dir. *The study of Coalition Behavior, theoretical & cases from four continents*. N Y: Holt, Rinehart &

Winston. 103-140

- Key, Vladimer Orlando, Jr. 1961. *Public Opinion and American Democracy*. N Y: Alfred A Knopf.
- Khoury, Philip S. 1987. *Syria and the French mandate: the politics of Arab nationalism, 1920-1945*. Princeton, N.J.: Princeton University Press,
- Kimmerling, Baruch. 1999. « Elites and civil societies in the Middle East ». Dans E. S. Brezis & P. Temin, dir., *Elites, minorities and economic growth*. Amsterdam: Elsevier, (55-64)
- Kingdon, John. 1995. *Agenda, alternatives and Public Policies*. (2nd ed). N Y: Happer Collins.
- Lasswell, Harold. 1950. *Politics, Who Gets What, When, How?* NY: Peter Smith. (by McGraw-Hill Book Co., 1936)
- Lasswell, Harold. 1965. *World Politics and Personal Insecurity*. NY: The Free Press, (by McGraw-Hill Book Co., 1935)
- Lasswell Harold & Lerner Daniel. 1965. *World Revolutionary Elites, Studies in Coercive Ideological Movements*. Connecticut: Greenwood Press.
- Lasswell, Harold D., Daniel Lerner et C. Easton Rothwell. 1952. *The comparative study of Elites, an introduction and bibliographie*. Stanford: Hoover Institute studies, Stanford University Press.
- Laurens, Henry. 2003. « Comment l'Empire ottoman fut dépecé ». *Monde Diplomatique*, (Paris), avril, <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/04/LAURENS/10102>
- Laurens, Henry. 1991. *Le Grand Jeu. Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945*. Paris : A. Colin
- Laurin-Frenette, Nicole. 1978. *Classes et pouvoir: les théories fonctionnalistes*. Montréal: Les Presses U de M.
- Lenczowski, George. 1975. « Some reflections on the study of Elites ». Dans Lenczowski, dir. *Political Elites in the Middle East*. Washington: American Enterprise Institute, 1-15
- Lerner, Daniel. 1958. *The Passing of Traditional Society, Modernizing the Middle East*. NY: The Free Press.
- Méouchy, Nadine. 2002. *France, Syrie et Liban, 1918-1946 : Les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*. Beyrouth : CERMOC.

- Mills, C. Wright. 1969. *L'élite du pouvoir*. Paris : François Maspero. (Traduit par André Chassigneux de l'original « *The Power Elite* », Oxford University Press, 1956)
- Mosca, Gaetano. 1939. *The ruling Class*, traduit de l'italien «*Elementi di Scienza Politica, 1896*» par Hannah D. Kahn, édité et révisé par Arthur Livingston, Toronto: McGraw-Hill Book Co.
- Pareto, Vilfredo. 1917. *Traité de sociologie générale*. - Édition française par Pierre Boven. 1re éd. Édition électronique réalisée à partir du livre. Paris - Lausanne: Librairie Payot, http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html
- Pareto, Vilfredo. 1965. *Les systèmes Socialistes*. Publié par G. Busino, Genève : Lib. Droz.
- Parsons, Talcott. 1960. *Structure and Process in Modern Societies*. Illinois : The Free Press of Glencoe.
- Perlmutter, Amos. 1969. « From obscurity to rule: The Syrian army and the Ba'th Party ». *Western Political Quarterly*, 22 (4), décembre: 827-845.
- Petran, Tabitha. 1972. *Syria*. London: Ersnest Benn Ltd.
- Picard, Elisabeth. 1988. « Arab Military in Politics: from Revolution Plot to Authoritarian State ». Dans Adeed Dawisha & I. William Zarman, dir. *Beyond Coersion, the Durability of the Arabe State*. V. 3, Croom Helm, NY, (pp. 116-146)
- Poulantzas, Nicos. 1975. *Pouvoir politique et classes sociales II*. Paris : Maspero.
- Prewitt, Kenneth & Alan Stone. 1973. *The ruling elites. Elite theory, Power, and American Democracy*. NY: Harper & Row.
- Putnam, Robert D. 1976. *The Comparative Study of Political Elites*. N J: Prentice-Hall Inc.
- Rustow, Dankwart. 1967. *A World of Nations: Problems of Political Modernization*. Washington: Brookings Inst.
- Saab, Edouard. 1968. *La Syrie ou la révolution dans la rancœur*. Paris : Julliard.
- Seal, Patrick. 1986. *The struggle for Syria: a study of post-war Arab politics 1945-1958*. London: I. B. Tauris.
- Schweller, Randall L. 2006. *Unanswered Threats – Political constraints on the Balance of Power*. N J: Princeton University Press.

- Tachau, Frank. 1975. « Introduction: Political Elites and Political Development in the Middle East ». Dans Tachau, F., dir. « *Political Elites and Political Development in the Middle East* ». N Y: J. Wiley & Sons – Cambridge, Mass. : Schenkman Publishing Co. Inc. 1-22.
- Tarrow, Sidney. 1994. *Power in Movement*. N. Y.: Cambridge University Press.
- Tarrow, Sidney. 1996. « State and Opportunities: The Political Structuring of Social Movement ». Dans McAdam, D., McCarthy J. & Zald, M., dir. *Comparative Perspectives on Social Movements*. N. Y.: Cambridge University Press. 41-61
- Torrey, Gordon H. 1975. « Aspect of the political Elite in Syria ». Dans Lenczowski G., dir. *Political Elites in the Middle East*. Washington: American Enterprise Institute. 151- 161.
- Van Dusen, Michael H. 1975. « Syria: Downfall of a Traditional Elite ». Dans Tachau, F., dir. *Political Elites and Political Development in the Middle East*. Cambridge: J. Wiley & Sons – Schenkman Publishing Co. Inc., 115-155
- Vernier, Bernard. 1966. *Armée et politique au Moyen-Orient*. Paris : Centre d'études de politique étrangère, Payot.
- Ward, Robert. 1963. « Political modernization and political culture in Japan », *World Politics*, Vol. 15 (July), N. 4 : 569-596.
- Weinbaum, Marvin G. 1980. « Structure and performance of Mediating Elites ». Dans Zartman, dir. *Elites in the Middle East*. N Y: Praeger. :154-195.
- Winder, R. Bayly. 1962. « Syrian Deputies & Cabinet Ministers, 1919 – 1959 », *Middle East Journal*, Vol. 16, N°. 4 : 407 – 429 & 1963; Vol. 17, N°. 1/2 : 35 – 54.
- Zakarya, Kh. 1997. « Syria », Dans E. J. Brill, Leiden, dir. « *Commoners, Climbers and Notables, studies on social ranking in the Middle East* ». Netherland: Van Nieuwenhuijze.
- Zartman, I. William. 1980. *Elites in the Middle East*. N Y: Praeger.

Références complémentaires:

- Chaussinaud-Nogaret, G. 1986 « Élités ». Dans A. Burguière, dir. *Dictionnaire des sciences Historiques*. 242-45
- Commins, David Dean. 2004. *Historical dictionary of Syria*, 2nd ed. Lanham, Md.: Scarecrow press, USA,
- Etzioni-Halevy, Eva. 1989. *Fragile Democracy. The use and abuse of power in western societies*. N J : Transaction
- Hourani, Albert. 1954. *Syria and Lebanon: a political essay*. Oxford: Chatham House, (1946 – London: Amen House,)
- Laurent, Annie. 1983. « Syrie-Liban, les faux frères jumeaux », *Politique Etrangère*, 48 – 3, 591 – 600
- Pareto, Vilfredo. 1968. *The Rise and Fall of the Elites – An Application of Theoretical Sociology*. Totowa, N.J.: The Bedminster Press.
- Parti Baas. Baath online, <http://albaath.online.fr/Francais/Aflak-CH01-L%27Unite%20Arabe.htm>
- Picard, Elisabeth. 1980. «La Syrie de 1946 à 1979 ». Dans André Raymond dir. *La Syrie d'aujourd'hui*. Paris : Centre national de la recherche scientifique. 143-84
- Pipes, Daniel. 1999. *Greater Syria, a history of an ambition*. NY : Oxford University Press
- Raymond, André. 1980. « La Syrie du Royaume Arabe à l'indépendance (1914-1946) ». Dans dir. André Raymond, *La Syrie d'aujourd'hui*. Paris : Éditions CNRS. 55-86
- Said, Iva. 2004. *Approche comparative des discours de Michel Aflaq et de Saddam Hussein*, Mémoire de recherche, Université Lumière Lyon 2. http://doc-iep.univ-lyon2.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/DEASPMRR/said_i/pdf/said_i.pdf
- Van Dam, Nicolas. 1996. *The Struggle for power in Syria. Politics & Society under Asad and the Ba`th party*. London: I.B.Tauris